

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
TRAFIC DES STUPÉFIANTS  
ET  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 1<sup>er</sup> Décembre 1925, à 14 heures*

PAR

J. Joseph PILA

Pharmacien

*« Certains soupirent après les  
gloires de ce monde, et certains  
soupirent après le paradis que  
promet le prophète. »*

R. KIPLING.

---

JURY :

*Président :* M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

MM. BASDEVANT.

*Assesseurs :*

Em. PERROT, Professeur de matière  
médicale à la Faculté de Pharmacie de Paris.

---

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

LÉON TENIN, Directeur de la Librairie

1925













LE  
TRAFIC DES STUPÉFIANTS  
ET  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS





LE  
TRAFFIC DES STUPÉFIANTS  
ET  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 1<sup>er</sup> Décembre 1925, à 14 heures*

PAR

**J. Joseph PILA**

Pharmacien

*« Certains soupirent après les  
gloires de ce monde, et certains  
soupirent après le paradis que  
promet le prophète. »*

R. KIPLING.

---

JURY :

*Président :* M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

*Assesseurs :* { MM. BASDEVANT.  
Em. PERROT, Professeur de matière  
médicale à la Faculté de Pharmacie de Paris.

---

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

**RECUEIL SIREY**

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

**LÉON TENIN**, Directeur de la Librairie

1925





A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE





## AVANT-PROPOS

L'histoire des stupéfiants, c'est l'histoire même de l'humanité, vue sous l'un de ses aspects qui n'est ni le moins curieux, ni le moins passionnant.

« Les peuples des vieilles civilisations orientales, imaginatifs et contemplateurs, accablés souvent par un climat excessif, ont demandé aux toxiques, soit l'hypoesthésie, soit l'hyperesthésie. Leur luxe savant a su présenter l'opium et le haschich en des préparations multiples correspondant à leurs besoins : l'opium les accable en les apaisant ; les électuaires ou les aphrodisiaques, se combinant au haschich, leur ouvrent, pendant le temps de l'ivresse, les portes cristallines d'un palais magique où, libérés du temps et de l'espace, ils jouissent de l'exaltation de leur pensée, de leur émotivité et de leurs sens...

« Les toxiques, poisons de l'intelligence, paradis artificiels, paradis éphémères, jouent dans notre monde occidental contemporain, un rôle bien différent. Les individus de nos races laborieuses, adaptés à des con-



ditions de vie sociale extrêmement despotiques, n'accepteront les toxiques que dans les cas de faiblesse, de dégénérescence, de désespoir, de recherche anxieuse ou d'inadaptation parfois géniale (1). »

Ainsi, de tout temps, les peuples ont connu l'usage des stupéfiants, et l'on peut ajouter : tous en ont peu ou prou abusé. Les ravages causés par l'abus des drogues ont été plus ou moins grands, plus ou moins généralisés, suivant que certains facteurs, tels que : résistance ou pouvoir de modération de la race, nature du climat, nature de la drogue préférée, ont joué un rôle plus ou moins prédominant.

Mais dès que le vice se révèle et tend à devenir social, immédiatement, la lutte contre l'abus s'organise et cette lutte nous apparaît alors avec un caractère qui varie suivant le tempérament et le degré de civilisation de ceux qui la mènent, suivant la gravité du danger, suivant enfin l'importance plus ou moins grande des intérêts politiques ou économiques qui s'en trouvent affectés.

Nous nous sommes proposé, dans ce modeste travail, de décrire les phases de cette lutte, en nous attachant plus particulièrement à faire connaître l'œuvre accomplie à Genève, sous les auspices de la Société des Nations, depuis la signature du Traité de Versailles.

(1), Raymond MEUNIER. *Le Haschich*.

Notre but étant aussi de grouper, dans un seul ouvrage, sous une forme synthétique — forcément abrégée —, tout ce qui a trait à l'importante question des stupéfiants, nous avons réservé notre première partie à l'étude des Généralités, à l'Historique des Drogues dites stupéifiantes.

Il eut été présomptueux de notre part, de prétendre donner à cette Partie tous les développements qu'elle semble comporter. Depuis des siècles, en effet, tout a été dit et redit, notamment sur l'opium, et les documents que l'on peut citer se chiffrent à plus de 3.000 (1).

Nous nous sommes donc borné à présenter cette Première Partie sous ses traits essentiels, en nous efforçant, par de nombreuses citations, de faire connaître les opinions les plus variées, et les plus autorisées aussi, que nous avons rencontrées au cours de nos recherches bibliographiques.

Du reste, nous tenons à affirmer dès le début, que notre intention n'a pas été de faire œuvre littéraire — notre sujet ne se prêtant guère à de longues digressions.

De l'importante documentation — celle d'avant-guerre et celle d'après-guerre — que nous avons eu à compiler, nous n'avons voulu retenir que les déclarations les plus saillantes, les plus caractéristiques, les plus auto-

(1) Index Catalogue of the library of surgeon general office United States Army.



risées ; les seules, en un mot, susceptibles de projeter le plus de lumière sur un sujet aussi complexe.

Dans notre Seconde Partie nous avons très sommairement analysé les deux grandes manifestations internationales qui marquent la première phase de la lutte contre l'opium : la *Commission internationale de Shanghai* de 1909 et les *Conférences internationales de l'opium* de la Haye.

La Grande Guerre qui a déplacé bien des axes sociaux, dans le domaine politique comme dans le domaine économique, a transporté de la Haye à Genève le centre de la lutte internationale contre les stupéfiants.

La Société des Nations, chargée par l'article 23 du Traité de Versailles, du mandat de contrôler les mesures d'application de la Convention de la Haye de 1912, a tout d'abord nommé une *Commission Consultative*, avec mission d'étudier les conditions d'application de la Convention internationale de la Haye et les moyens de la renforcer.

Puis, deux *Conférences internationales* ont été réunies sous ses soins à Genève en vue de discuter et de sanctionner les suggestions présentées par la Commission consultative. C'est l'ensemble de ces travaux qui fera l'objet de notre Troisième Partie.

Nous nous sommes efforcé de les analyser aussi ob-

jectivement que possible et avec le souci constant de rester impartial.

Nous avons décrit, sans parti pris, la lutte très vive, qui s'est livrée à Genève entre les partisans de la suppression de l'usage de l'opium « pour des besoins autres que ceux de la médecine ou de la science », et les Etats producteurs ou fabricants d'opium, hostiles à une mesure aussi radicale.

Dans toute cette partie, nous nous sommes volontairement effacé pour laisser, le plus souvent, la parole aux personnages de premier plan qui représentaient les États convoqués.

Enfin, nos Commentaires et notre Conclusion, ne font que résumer les débats et les résultats acquis, sans prétendre apporter des idées et un jugement bien personnels. Il est difficile, en effet, de saisir les véritables buts et les réelles intentions des États. Pour y parvenir il faudrait pouvoir discerner, à travers des déclarations publiques irréprochables, des arrière-pensées, dont la poursuite, toujours injurieuse pour le Gouvernement suspecté, est trop souvent décevante.

Si nous avons pu entreprendre ce travail avant la publication de tous les Comptes-Rendus et de tous les Rapports par le Secrétariat Général de la Société des Nations, c'est grâce à l'obligeance de M. Em. Perrot, professeur à la Faculté de Pharmacie de Paris, *Délégué*



*français* à la Conférence de Genève et de M. Chéron, administrateur des Colonies, *Délégué-expert*, qui ont bien voulu mettre à notre disposition, les documents dont ils disposaient. Nous les prions de trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

# PREMIÈRE PARTIE

## Les stupéfiants

---

### CHAPITRE PREMIER

#### L'OPIUM

##### A. — GÉNÉRALITÉS.

**Le Pavot.** — Les capsules de pavot sont fournies par le *Papaver somniferum* L. (Papavéracées), et quelques-unes de ses variétés parmi lesquelles nous citerons : Le *P. somniferum setigerum* (*P. setigerum* D. C.) qui croît dans le Péloponèse, l'île de Chypre, les îles d'Hyères et de Corse ; le *P. somniferum glabrum*, cultivé surtout dans l'Asie Mineure et l'Égypte, ; le *P. somniferum album* (*P. officinale* Gmelin), variété cultivée en Perse et caractérisée par la forme ovoïde de sa capsule.

Après leur maturité, les capsules de pavot ont une teinte d'un vert glauque ; elles laissent échapper, par la plus légère piqure, un latex blanc et amer.

**L'opium.** — L'opium est le suc extrait par incision des capsules du *Papaver somniferum* L. Cette espèce, originaire de l'Orient, et dont la culture s'est propagée dans toutes les régions chaudes et subtropicales, se trouve dans les jardins et les champs de l'Europe, de l'Algérie et de l'Amérique du Nord ; elle pourrait même y être exploitée pour l'extraction de son latex, si les frais de culture et de main d'œuvre, par trop élevés, ne mettaient un obstacle à la concurrence avec les opiums cultivés en Asie (1).

Comme tous les sucs végétaux, l'opium est un mélange de plusieurs substances qui y entrent en proportions très variables. Des recherches assez récentes ont permis de découvrir dans l'opium une véritable source d'alcaloïdes — quelques-uns avaient été découverts au début du siècle dernier — qui donne l'explication des effets divers et complexes observés à la suite de l'administration de cette drogue. (Richter). Nous nous bornerons à citer les plus importants de ces alcaloïdes : la morphine, la codéine, la narcéine, la narcotine, la thébaïne, la pseudo-morphine, la laudanine, la papavérine, etc...

(1) RICHTER. *Traité de Chimie organique*. Page 833 et suivantes.



On rencontre dans le commerce plusieurs variétés d'opium :

a) L'opium d'Asie Mineure, ou opium ture (opium de Smyrne et de Constantinople). Cette sorte est la plus communément employée en Europe. Elle renferme une proportion considérable de morphine : de 9 à 20 %.

b) L'opium d'Egypte, moins répandu que les précédents ; il ne renferme que 4 à 7 % de morphine.

c) L'opium de Perse. La culture du pavot en Perse remonte à une époque très reculée. La variété qui y est cultivée est le *Papaver somniferum album* (P. officinale Gmelin). La plus grande partie de l'opium recueilli est expédiée en Chine ; une quantité moins importante passe à Constantinople où elle est manipulée de façon à pouvoir être mélangée avec l'opium d'Asie Mineure. Merk y a trouvé 1 % de morphine et Reveil 8, 15 %.

d) Les opiums de l'Inde. « La récolte de l'opium, dans l'Inde, est centralisée dans plusieurs régions, dont la plus importante s'étend sur les bords du Gange, dans la partie moyenne du cours de ce fleuve. La récolte et la préparation de l'opium se font sous le contrôle et la direction du Gouvernement : le produit obtenu est envoyé à Calcutta où il prend le nom d'opium de Bengale.

« Un autre centre de production important comprend les vastes plateaux de Malwa et les pentes des monta-

gnes de Vindhya, dans la Province d'Holkar. En dehors de ces deux centres importants, on récolte encore l'opium dans les plaines de Punjab et dans la vallée du Bias, à l'est de Lahore.

« La variété de Pavot cultivée dans les Indes est la même qu'en Perse, c'est-à-dire le *P. somniferum album*.

« L'opium s'extrait au moyen d'incisions et se recueille dans des vases de terre. Les larmes réunies sont soumises à une opération assez compliquée qui a été décrite par Flückiger et Hambury (1).

« On en fait ensuite de grosses masses qui, convenablement desséchées sont enveloppées d'une couche de pétales de pavot, puis roulées dans une poudre préparée avec les débris de la capsule et des feuilles de la plante.

« C'est là l'opium de Bénarès, de Patna ou de Bengale. La substance est généralement molle et renferme 25 à 30 % d'eau. Sa teneur en morphine est de 5 à 9 %. (2). »

e) Les opiums d'Europe, opiums indigènes. — Depuis longtemps, la culture du pavot est introduite dans diverses régions de l'Europe, pour la préparation de l'huile d'œillette. Malgré sa richesse en alcaloïdes, on a renoncé à le cultiver pour l'opium, à cause de la cherté de la main d'œuvre.

(1) FLÜCKIGER ET HAMBURY. *Pharmacographia*, p. 48.

(2) RICHTER. *Traité de Chimie organique*.

f) L'opium de Chine. — « L'opium de Chine est mal connu : pains aplatis ou sorte d'extrait. Il renferme de 2 à 6 % de morphine. La solubilité et l'arome sont les deux points importants pour les chinois (1). »

## B. — HISTORIQUE

Les origines de l'opium sont plutôt obscures. C'est en Asie Mineure qu'on trouve ses plus anciennes traces, et ce seraient les Musulmans qui, privés d'alcool par Mahomet, auraient répandu l'opium dans le monde au cours de leurs lointaines invasions » (2).

Les renseignements puisés chez les anciens Egyptiens ne nous apportent aucune précision. Il semble que le pavot n'ait pas été connu en Egypte avant la période gréco-romaine.

Il paraît avoir été ignoré des Grecs jusqu'à Homère. Mais le grand poète le connaissait et il en parle souvent (3).

Hippocrate l'a employé en médecine : il faut, dit-il, dans la leucorrhée, faire boire le pavot blanc mêlé de graines d'ortie (4).

Les Romains ont connu aussi les propriétés de

(1) L. PLANCHON. *Matière médicale*, T. I ; p. 261.

(2) P. GIDE. *L'opium*.

(3) *Iliade*, Liv. 8.

(4) T. VIII. Liv. II ; p. 253 et suiv. § 116. Texte et traduction de Littré.



l'opium : la graine servait à produire une huile alimentaire, et la capsule était employée comme médicament et comme poison.

« Selon toute vraisemblance, ce sont les Arabes qui, initiés de bonne heure à la science des Grecs, peuvent être considérés comme les propagateurs du pavot et de ses propriétés dans toutes les contrées qu'ils visitèrent ; on peut même conjecturer qu'ils furent les premiers à s'en servir comme excitant.

« Peuples nomades, vivant sous un climat torride, ayant à parcourir de vastes déserts, exposés à souffrir de la faim, ils s'aperçurent que le suc de la plante constitue un agent tonique et capable de raviver les forces : ils l'utilisèrent donc et, peu à peu, l'habitude s'en généralisa... Cependant, ils savent ne pas aller au-delà d'une certaine dose : l'opiophagie, dans le monde de l'Islam, ne s'est jamais élevée à la hauteur d'un abus ; tout au moins peut-on l'affirmer pour les temps antérieurs à Mahomet... (1). »

Le D<sup>r</sup>. Ern. Martin continue : « Nous sommes amenés à admettre que l'opiophagie, en tant que pratique sociale utilitaire, a pris naissance chez les Arabes et, selon toute apparence, au milieu des populations de l'Asie Mineure...

« Pour la Perse, nous inclinons à croire que cette pratique n'existait pas avant la conquête musulmane ».

(1) D<sup>r</sup> Ern. MARTIN. *L'opium*.

Le P. Raphaël, qui a écrit un livre sur la Perse, en 1660, dit notamment : « Le Kokenar, pavot blanc, est une drogue permise par la loi ; l'odeur du suc, au moment de l'incision des capsules, suffit pour mettre les gens hors d'eux-mêmes » (1).

Dans l'Inde aussi, la pratique de l'opiophagie paraît avoir été introduite par les Arabes. Jusqu'en 1757 ce sont, en effet, les Arabes qui détiennent le monopole de la préparation de l'opium. Ce monopole passa à la Compagnie des Indes, après la victoire de Clive à Plassey ; et, après la dissolution de cette compagnie et l'insurrection de 1858, « il échut à la couronne d'Angleterre qui possède ainsi la plus immense fabrique d'opium qu'il y avait au monde ». (Dr. Ern. Martin).

Jacob Bontius, médecin hollandais, résidant à Batavia, écrit, dans sa préface à l'Histoire Naturelle et Médicale de Guglielmo Piso (2), que les deux peuples de l'Inde — les Indiens de l'Asie et ceux de l'Archipel Malaisien — usent de l'opium, sont alourdis et font triste figure dans le commerce et la guerre.

Cependant, ajoute-t-il, si l'on n'avait pas l'opium contre le choléra, la dysenterie et les affections paludéennes et bilieuses, il serait impossible d'y faire de la médecine, car, il est la base de toutes les anciennes médications : thériaque, mithridate, etc...

(1) Etat de la Perse, Public. de l'Ecole des langues orientales, annoté par Ch. Scheffer.

(2) Histoire Naturelle et Médicale des Indes, 1658.

Pour les chinois, l'opiomanie est un vice occidental contre lequel ils n'ont cessé de lutter.

Le savant chinois Li-Schi-Schen, qui vivait au xvi<sup>e</sup> siècle, résume ainsi, dans son livre des Matières Médicales, l'historique du pavot en Chine :

« Le pavot est connu depuis le viii<sup>e</sup> siècle, mais jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle on ne l'employa que d'après des traditions médicales : d'abord par décoction de toute la plante, puis l'extrait des capsules seules ; au xvi<sup>e</sup> siècle, les Arabes enseignèrent l'art de scarifier les capsules et l'usage de la pâte d'opium comme excitant. »

Mais, ce n'est qu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle que se répandit en Chine l'habitude de fumer l'opium. D'après le représentant chinois à la Commission Internationale de Shanghai, ce sont les Espagnols qui, introduisant le tabac en Chine au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, apprirent aux Chinois à le fumer, mélangé à l'opium.

**Extraction et fabrication.** — Les pétales, traités et agglomérés, s'appellent « leaves » et servent à envelopper les pains ou « cakes » d'opium brut des Indes.

Les capsules sont scarifiées au coucher du soleil avec une espèce de fourchette (nashtar) à manche de bambou dont les dents, légèrement divergentes, réunies entre elles et fixées au manche par un gros fil de coton, ont un côté tranchant. Le suc recueilli est mis en pain, après avoir subi diverses manipulations. C'est l'opium brut.



Cet opium brut est traité de trois façons, pour des buts différents :

a) en vue des besoins de la médecine : extrait d'opium préparations galéniques, alcaloïdes, etc...

b) *Opiophagie*. Les chiqueurs mâchent l'opium brut mélangé à de l'arec, du bétel, de la cire ou autres substances neutres. Ils chiquent aussi les pétales secs de pavot qui ont servi à envelopper les pains d'opium. D'autres, enfin, utilisent le « dross » (1) :

Les mangeurs d'opium, ou opiophages, mangent des capsules vertes de pavot ou ingèrent des pilules grillées, ou non, d'opium brut, seul ou associé à des substances aromatiques, laxatives, aphrodisiaques ou autres, parmi lesquelles, les principales employées en Orient sont : le datura, le hachisch, la jusquiame, le pyrèthre, la rue, l'assa-fætida. Ils emploient aussi l'opium brut simplement débarrassé de ses impuretés, ou transformé en extrait deux fois plus actif, ou bien, enfin, l'opium à fumer, en gouttes roulées (2).

c) *Opium des fumeurs*. L'opium ne peut être fumé brut : il doit être préalablement transformé en « chandoo ». De nombreuses bouilleries ont été créées pour permettre cette transformation. Une des plus importantes et des plus perfectionnées est celle de Saïgon.

(1) DROSS. Résidu qui reste dans la pipe du fumeur d'opium.

(2) R. GAMEL. *L'abus de l'opium*.

La bouillierie exige une vingtaine d'opérations et trois journées.

Un chandoo bien préparé doit réunir les conditions suivantes : limpidité parfaite, odeur spéciale de violette exempte de toute odeur vireuse ; densité demi-fluide ; brun rougeâtre plus ou moins foncé ; saveur amère et persistante ; il doit renfermer de 6 à 8 % de morphine.

On utilise, pour préparer le chandoo, les opiums du Yunnan et de l'Inde, à raison de leur faible teneur en morphine.

**Opiomanie.** — « C'est un fait universellement constaté que dans toutes les contrées de la terre, et depuis les époques les plus reculées, les hommes ont tous ressentis le besoin impérieux d'un excitant physique et surtout cérébral. A tort ou à raison, on l'a considéré comme un goût factice des races dégénérées, alors que, tout au contraire, c'est un besoin « naturel » qu'on retrouve aussi caractéristique chez les peuples encore sauvages que dans les foyers les plus intenses de la civilisation ; seulement, à mesure que ce degré de civilisation est plus avancé, il faut trouver un stimulant plus actif et, par suite, plus dangereux pour réveiller les sensations vives sur les sens blasés, pour faire vibrer, par des impressions rares, les cerveaux devenus trop compliqués » (1).

(1) P. GIDE. *L'opium*.

Les Hindous mangent ou mâchent l'opium. Les Thériakis (1) commencent par des doses faibles : 2, 3, 5, 10, 12, 15 centigrammes ; puis augmentent progressivement, pour arriver à des doses dépassant 35 à 40 centigrammes.

Le cardinal de Richelieu était opiophage, mais n'abusant pas, il vécut jusqu'à un âge avancé.

Thomas Quincey était arrivé à en absorber jusqu'à vingt grammes par jour.

Les *buveurs* emploient surtout : l'infusion, la décoction ou le sirop de tête de pavot ; la décoction de la capsule et des graines, la solution d'extrait d'opium, les gouttes noires anglaises, l'elixir parégorique, le laudanum de Sydenham, que certains vont jusqu'à boire par petits verres. Le professeur Brouardel cite le cas d'un médecin qui buvait journellement 50 à 80 grammes de laudanum de Sydenham ce qui ne l'empêcha pas de mourir à 80 ans. L'opiophagie indienne a eu ses adversaires et ses défenseurs.

Un mémoire envoyé au Gouvernement britannique, le 30 juillet 1890, par la Société pour la suppression du commerce de l'opium, réclame la prohibition de l'opium (2). L'opium, conclut-il, qui a été si fatal à la Chine, est en voie de se répandre dans le domaine indien de sa Majesté ; il est fascinateur au premier chef, et sa prohibition est possible.

(1) Mangeurs d'opium.

(2) Société fondée en 1874. Elle a pour organe le *Friend of China*.



Le Gouvernement, pour répondre à ce Mémoire, nomma une Commission. Celle-ci affirma que les faits avaient été présentés sous des couleurs sombres et qu'ils sont considérablement exagérés.

La suppression de l'opium, conclut-elle, serait une atteinte trop sérieuse aux intérêts des finances de la Colonie, sans compensation hygiénique et morale. Il y a témérité à bouleverser les habitudes séculaires d'une nation.

Sir Dennis Fitzpatrick, fonctionnaire colonial, donne sur cette question l'avis suivant :

« La suppression n'est peut-être pas impraticable pour un territoire isolé des lieux de production du pavot, et où l'opium n'a jamais été connu, ou bien ne l'a été que fort peu, mais dans la plupart des contrées de l'Inde, la pratique est antérieure à notre régime ; l'opium, si on lui barre le chemin, trouvera une voie détournée. *Les maux de l'alcoolisme anglais sont infiniment plus grands que ceux de l'opiophagie indienne ;* qui oserait pourtant proposer l'abolition légale des boissons spiritueuses en Angleterre (1).

Les fumeurs d'opium se recrutent plus particulièrement parmi les populations de race chinoise.

« Tout Chinois transporte, dans quelque'endroit qu'il se rend, ses habitudes et sa passion pour l'opium (2).

(1) Cité par le Dr E. Martin, dans *l'Opium*.

(2) Ern. MARTIN. *L'opium*.

Il semble que l'habitude de fumer l'opium ne fut pas très répandue en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est après l'occupation définitive de l'Indo-Chine que la contagion se développa parmi nos fonctionnaires, nos officiers et nos colons.

On devient fumeur d'opium par ennui, par imitation, parfois, aussi, parce qu'on souffre.

Quelques pipes par jour sont peut-être utiles à ceux qui vivent très loin, sous des climats déprimants ; malheureusement, l'accoutumance vient vite et, avec elle, un besoin tyrannique qui pousse le fumeur à toutes les folies.

Le Dr Dupouy donne, dans son excellent ouvrage, *les Opiomanes*, une description complète et très détaillée des diverses étapes de l'intoxication. D'accord avec la plupart des écrivains, il insiste sur ce fait que les opiomanes se recrutent surtout, chez nous, parmi les déséquilibrés, les nerveux, les intellectuels sensitifs, affinis.

« En somme, conclut-il, s'il y a parmi eux un certain nombre de « victimes accidentelles », la majorité est constituée par des « toxicomanes constitutionnels », et le penchant à l'opium a, le plus souvent, un caractère pathologique et a été, antérieurement, précédé, de troubles psychiques plus ou moins accusés ».

L'Européen, loin de rester un modéré, en arrive vite à dépasser toute mesure. Plus sensible que l'Asiatique au poison, il y résiste moins.

« L'opium, dit le Dr Planchon, a le fâcheux privilège de devenir bientôt nécessaire à qui en a tâté. La pipe est une femme tyrannique, exigeant de continuels hommages ; chacun s'en croit maître, et c'est elle qui gouverne ».

L'abus de l'opium chez les Chinois est-il aussi redoutable que chez les Européens ? Voici l'opinion exprimée par le Dr Ern. Martin.

« Autrefois, le Gouvernement Chinois invoquait de sérieux arguments contre cette pratique ; ce vice était à ses yeux une cause de déchéance commerciale, par la sortie d'un numéraire considérable ; de dépopulation par l'infécondité des unions ; d'accroissement de la criminalité, des meurtres, des adultères, des suicides ; de la plus grande fréquence des famines par la culture d'une plante qui envahit les terres consacrées jusqu'à aux céréales ; de démoralisation et de corruption semées parmi les fonctionnaires ; d'impulsion donnée à la contrebande et à la piraterie.

« Sans doute, au début, ces craintes ont pu être justifiées par des exemples, mais peu à peu elles se sont dissipées ; *le tempérament du peuple chinois l'a préservé de l'excès, il est allé jusqu'à des limites telles que sa santé n'est nullement compromise* (1). »

« Le fumeur chinois résiste plus longtemps à la déchéance que les races moins solides : Annamites, Malais, surtout mieux que les Européens qui sont

(1) Dr Ern. MARTIN, *L'opium*.

rarement capables de se modérer ; et parmi les Asiatiques, ce sont les gens les plus pauvres, les coolies, qui sont le plus ravagés (1). »

**La lutte contre l'opium.** — En 1905, la Chine était sans conteste le plus grand producteur d'opium : 30 millions de kilos par an, d'après M. Millant. L'abus de la funeste drogue faisant de grands ravages, l'Empereur Young Tching interdit formellement de fumer l'opium (1729). Mais en 1773, le monopole anglo-hindou de l'opium ayant été institué au profit de la Compagnie des Indes, l'importation de l'opium s'intensifia rapidement, et les mesures radicales des Empereurs Chinois restèrent sans effet (2). L'opium de contrebande remplaça partout l'opium prohibé.

Par mille procédés, la Compagnie des Indes s'ingéniait à faire pénétrer en Chine de l'opium de contrebande, mettant à profit l'engouement toujours plus grand des Chinois pour l'opium.

De nouvelles mesures sont prises, notamment en 1799 par l'Empereur Kia-King contre le commerce étranger. Mais la contrebande se développe, malgré ses rigueurs, grâce à la complicité de la douane.

Le 16 décembre 1838, Tang, gouverneur des deux

(1) Cité par J. Pannier dans son Mémoire sur la question de l'opium.

(2) De 150.000 livres en 1776 l'importation de l'opium de l'Inde s'éleva à 750.000 livres en 1790 (*La Convention Internationale de l'opium*, p. 29).



Kuan, lance une proclamation au peuple chinois où nous relevons cette phrase : « Enfants de l'Empire, n'apercevez-vous pas que vous détruisez du même coup votre fortune et votre vie en mettant votre santé à la merci des barbares !... »

Une mesure énergique, la saisie et la destruction, à Canton, de trois millions de livres d'opium appartenant à des commerçants anglais, déclancha la première guerre de l'opium (1840-1842). L'Angleterre victorieuse fit stipuler, dans le traité de Nanking (1842), que la Chine ouvrirait cinq ports au libre commerce de toutes les nations. Dès lors, l'importation de l'opium en Chine, s'éleva de 20.000 caisses en 1838 à 50.000 caisses en 1850.

Après la deuxième guerre de l'opium (1856-1858), le droit d'importer de l'opium fut formellement reconnu par le traité de Tientsin, 1858 ; et la Convention de Tschifou de 1876, complétée par un article additionnel en 1885, fixa définitivement les conditions et dispositions réglementaires des importations de l'opium en Chine. A partir de ce moment, le Gouvernement chinois lutta contre l'opium indien, en favorisant la culture du pavot en Chine.

Puis, le mouvement opiumiste reprit en Chine et aboutit au célèbre *Edit* du 21 novembre 1906 (1).

(1) Aux termes de cet Edit, la culture du pavot et la consommation de l'opium furent interdites en Chine. Un délai de dix ans fut prévu pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Le Gouvernement chinois a toujours affirmé sa sincérité et il prétend avoir obtenu des résultats appréciables dans l'application de ces mesures.

M. P. Gide, que nous avons déjà cité, ne croit pas à cette sincérité.

« Il est vraisemblable, écrit-il, que la Chine vise à créer un monopole de l'opium, dont l'exploitation lui assurerait d'immenses ressources et lui permettrait de s'affranchir de la tutelle financière des autres nations (1).

« Ce vice met en jeu tant d'intérêts économiques et sociaux, dont vivent tant de millions de cultivateurs, de commerçants, de fumeurs de toutes les classes de la société, et exerce en même temps une action trop profonde, trop dominatrice sur chacun d'eux individuellement, pour qu'une loi semblable soit appliquée.

« ... Dans tous les cas, la Chine, avec son organisation actuelle, est impuissante à faire appliquer une telle loi, une réforme aussi profonde, aussi absolue, et c'est pour quelques années encore, pour longtemps, toujours peut-être, que l'antique lampe du fumeur d'opium, continuera dans cet immense pays, à veiller de sa flamme sur les corps abandonnés des fumeurs. »

Le Dr Jeanselme prétend que l'Edit a été appliqué d'une façon très inégale.

(1) Le Dr LEGENDRE (*Bulletin du Comité de l'Asie française*) et M. Jean RHODES (*Le journal Le Temps*, 14 août 1909) semblent partager cet avis.

Par contre, la mission du Commandant d'Ollone émet un avis favorable à la Chine : « Une des choses qui frappe le plus la mission, dit-il, dans son rapport, c'est le sérieux, avec lequel les autorités chinoises poursuivent la lutte contre l'opium. »

La politique de la Grande Bretagne vis-à-vis de la Chine est en général sévèrement jugée. L'opinion publique lui a reproché de n'avoir pas reculé devant la ruse et la violence, dans le but de lui imposer un commerce immoral, assimilable au commerce des esclaves et déshonorant pour l'écusson britannique ». ER. MARTIN (1).

Après la guerre de l'opium, un mouvement anti-opiumique naquit en Angleterre même, et ne cessa de s'accroître. De nombreuses ligues se créèrent, et la Chambre des Communes, intervenant à son tour, déclara, à 30 voix de majorité, « que l'importation de l'opium des Indes en Chine était moralement injus-

(1) M. G. BOUSSINOT dans un article paru dans l'*Action* du 24 novembre 1910, soutient que les Anglais visent à « faire de l'Inde le seul pays fournisseur d'opium ; mieux vaut, dit-il, laisser l'Annamite consommer tranquillement son opium que de le lui enlever. »

Le D<sup>r</sup> MILLANT a réfuté cette argumentation dans la Revue « *Foi et Vie* » du 1<sup>er</sup> avril 1911.

D'autre part, MIRABEN, dans la *Fumée Divine*, p. 244, exprime l'opinion suivante :

« L'Angleterre, on ne peut le nier, imposa par la force à la Chine, le commerce de la denrée qui enrichissait les Etats de l'Inde. Elle avait déjà organisé la contrebande sur les Côtes chinoises. Il lui en coûtait trop d'abandonner une branche de commerce très fructueuse et de supporter le préjudice considérable qui en aurait découlé pour elle. »

tifiable ». Le vote fut renouvelé en 1906 et cette fois à l'unanimité.

Sous cette pression le Gouvernement Anglo-Hindou engagea des pourparlers avec le Gouvernement Chinois qui aboutirent, en 1907, à un arrangement aux termes duquel une diminution progressive des importations de l'opium hindou en Chine fut décidée.

Les Etats-Unis d'Amérique participèrent à la lutte contre l'opium dès leur annexion des Philippines. Des mesures très rigoureuses de prohibition furent prises vis-à-vis des populations indigènes de ces îles, et la population chinoise, habituée à fumer l'opium, fut soumise à un système sévère d'enregistrement et de rationnement.

Mais là ne se bornèrent pas les efforts du Gouvernement des Etats-Unis. Il prit l'initiative de provoquer la réunion d'une Commission internationale « qui devait réunir des représentants de tous les pays où la question du commerce et de l'emploi de l'opium est à l'ordre du jour ». (1). Cette Commission se réunit le 1<sup>er</sup> février 1909 à Shanghaï. Ses résolutions servirent de base aux travaux de la Conférence internationale de l'opium de la Haye de 1912.

L'œuvre de la Haye, reconnue insuffisante, a été refondue, sous l'égide de la Société des Nations, par deux Conférences internationales qui se sont réunies à Genève l'année dernière (fin 1924).

(1) Lettre de Mgr BRENT au Président ROOSEVELT, 24 juillet 1906.



Au Japon, la loi de 1877 sur l'opium, amendée en 1897, stipule que la fabrication et la vente de l'opium sont un monopole d'Etat, et que l'opium ne doit être vendu et délivré qu'en vue de la fabrication de produits pharmaceutiques. L'exportation de l'opium brut est absolument prohibée.

« Aux termes d'un accord conclu avec la Grande Bretagne, le Japon a mis en vigueur un système de certificats d'importation destiné à assurer le contrôle du trafic des stupéfiants, et, lorsque la Société des Nations a adopté le système des certificats d'importation, celui-ci a été immédiatement accepté par le Gouvernement japonais... » (1).

Une politique sévère de rationnement et de licences, appliquée à Formose, a permis de réduire le nombre de fumeurs invétérés chinois à 687 (fin mai 1924).

C'est grâce à ces mesures de contrôle et à une éducation sociale appropriée, que le peuple japonais a pu se préserver de la contagion de l'opium.

En ce qui concerne la France, « elle n'est pas, contrairement à l'opinion de quelques journaux indo-chinois, à la tête du mouvement antiopiumique ; elle le suit seulement, et nous proclamons qu'il ne lui est pas possible de ne pas le suivre..... » (2). C'est bien là, en effet, l'impression que l'on éprouve lorsqu'on étudie sa politique de l'opium en Extrême-Orient.

(1) SOGATARO KAKU. *La politique de l'opium du Japon*.

(2) *La Revue Indigène*, N° du 30 décembre 1907.

« De toutes nos colonies, l'Indo-Chine est la seule où croisse le pavot, et encore est-ce en petites quantités, dans une région assez limitée et très difficile d'accès » (1).

Des essais de culture furent entrepris, en 1896, avec l'appui de Paul Bert, alors gouverneur général, mais sans résultats.

« L'Indo-Chine pourrait devenir, dans certaines de ses parties laotiennes et tonkinoises, un pays producteur d'opium ; mais actuellement il ne l'est encore que dans des proportions insignifiantes. » J. Pannier.

Elle importe le suc de pavot, fabrique l'opium, le consomme et l'exporte en quantités considérables. « Le revenu tiré de l'opium constitue un *système du budget de la colonie* » (2).

Sa mise en régie directe fut votée par le Conseil colonial le 10 février 1881 et organisée par arrêté du 5 Juillet 1883. Au Tonkin, le privilège de la Société fermière a été racheté dix ans plus tard. Actuellement la fabrication de l'opium est concentrée dans la bouillerie de Saïgon.

L'arrêté du 6 juin 1893 a uniformisé le système de régie pour les divers pays de l'Indo-Chine française. Cet arrêté confie à l'Administration des Douanes et

(1) J. Pannier déjà cité.

(2) Rapport de M. Brennier à la Commission de Shanghai p. 93 (sommaire français).

Régies l'exploitation de l'opium, et fixe les règles générales de cette exploitation. « La régie, soutenue par l'Administration, s'est appliquée à développer la vente de l'opium par des circulaires envoyées aux Résidents des provinces. » (Pannier J.) La régie de l'opium a produit en 1910 cinq millions de piastres.

Par contre, dans un Rapport très documenté, M. Chéron, administrateur des Colonies, et Expert à la Conférence internationale de l'opium de Genève, prend la défense de l'administration coloniale française (1) :

« Quoi qu'il en soit, dit-il, bien avant la Conférence de Shanghai de 1909, et ainsi qu'on le verra plus loin, dès 1883, la France était entrée dans la voie de la lutte contre l'opium ; elle y a toujours persisté.....

« Cette conduite, on le sait, n'a été déterminée ni par une pression, ni par une suggestion d'ordre international, mais elle a été spontanément adoptée sous l'unique impulsion d'un mouvement humanitaire. »

La méthode adoptée par le Gouvernement français, en vue de combattre l'abus de l'opium en Indo-Chine, comporte les mesures suivantes :

1<sup>o</sup> Majoration du prix de vente de l'opium manufacturé ;

2<sup>o</sup> Interdiction de la vente du « dross » ;

3<sup>o</sup> Règlementation en vue de la limitation de la vente dans les débits ;

(1) Tiré d'un document qui nous a été communiqué par son auteur.

4<sup>o</sup> Fermeture graduelle des fumeries publiques, en commençant par celles des centres les moins importants.

Ces mesures, sévèrement appliquées, ont abouti, d'après M. Chéron, dans un délai relativement court, à une diminution de 45 % de la consommation totale de l'opium en Indo-Chine.

De très nombreux textes réglementaires ont été publiés pendant ces quarante dernières années.

M. Chéron, d'accord avec ses collègues de la Délégation française à Genève, s'élève contre la suppression de l'usage de l'opium en Indo-Chine.

« Une réglementation efficace de la production, écrit-il, doit précéder toute mesure législative tendant à restreindre la consommation, si tant est qu'on peut espérer voir ces mesures produire les résultats désirés. »

Il est difficile de savoir à quel degré le vice de l'opium sévit en France, en raison du soin qu'il met à se dissimuler.

« L'intoxication par l'opium était restée chez nous, jusqu'à ces derniers temps, une exception et, en quelque sorte, le privilège à peu près exclusif de certains littérateurs plus ou moins névrosés, buveurs de laudanum d'ailleurs, bien plutôt que fumeurs de chandoo.

« Mais depuis surtout notre conquête de l'Indo-Chine, l'habitude de fumer l'opium, contractée là-bas par quelques-uns de nos fonctionnaires, civils, marins, et



militaires, a été par eux emportée en France où, s'acclimatant et se propageant peu à peu, sans bruit, elle est arrivée à constituer, en nos ports et nos grandes villes, un certain nombre de foyers plus ou moins actifs.

« Et c'est ainsi que le vaincu s'est vengé de son vainqueur en lui inoculant sa dangereuse passion atavique, ce que Brunet a pu justement appeler « Une avarie d'Extrême Orient. ? » (1).

En résumé, nous concluons, avec le Dr Jeanselme, « que la question de l'opium en Extrême Orient est infiniment complexe. Elle touche par incidence à beaucoup d'autres questions qui lui paraissent tout d'abord étrangères. Elle ne peut être résolue sans que les puissances coloniales et les Etat indigènes échangent leurs idées et concentrent leurs efforts en vue d'une action commune. » Ces efforts n'ont pas été négligés et ils ont abouti, d'abord à la Conférence de la Haye de 1912 que nous étudierons dans notre Deuxième Partie ; plus tard, aux Conférences de Genève de 1924-1925 qui feront l'objet de notre Troisième Partie.

(1) Préface du Professeur RÉGIS à l'ouvrage du Dr R. DUPOUY. *Les Opimanes*.

## CHAPITRE II

### LE HASCHICH

#### A. — GÉNÉRALITÉS

Le chanvre indien (*Cannabis indica*, Lam. urticacées) est de la même espèce que le chanvre commun ou textile (*cannabis sativa* L.). Le mot « *indica* » n'indique que le pays d'origine et ne désigne pas une espèce distincte du chanvre de nos contrées : le *cannabis sativa*, car on n'admet plus qu'une seule espèce présentant plusieurs formes ou variétés.

Il est certain qu'aux Indes la plante acquiert une activité physiologique plus considérable, mais il n'y a là qu'un effet de climat, et aux Indes même, le chanvre des plateaux élevés est bien plus actif que celui des prairies. (1)

« Originaire des steppes asiatiques de la Sibérie et de celles comprises entre le lac Baïkal et la mer Caspienne, mais cultivé en Perse et aux Indes, il se rencontre aussi dans toute l'Afrique septentrionale,

(1) DORVAULT. *L'Officine*, Paris, Vigot frères, 1923, p. 530.

particulièrement en Tunisie, en Algérie et au Maroc » (1).

Le chanvre indien arrive en Europe sous deux formes :

1<sup>o</sup> Bhang, Siddhi, en feuilles sèches, longuement pétiolées, digitées ; 2<sup>o</sup> Ganja, ou sommités fleuries ou fructifères, de la plante femelle, engluées et attachées les unes aux autres par une exsudation résineuse.

C'est ce végétal, ou ses préparations, qui portent le nom de haschich (Dorvault) (2).

## B. — HISTORIQUE

L'étymologie du mot haschich est dérivée de l'arabe et signifie simplement : *herbe* ; d'où l'expression, connue en Orient, de *haschich al focaro*, l'herbe aux fakirs.

Ses effets ont été connus de toute antiquité.

On croit reconnaître notre haschich moderne dans le *Nepenthès* dont parle Homère (3).

Diodore de Sicile nous raconte que les femmes de

(1) L. REUTTER. *Traité de Matière Médicale*. Baillière. Paris, 1923.

(2) Le Codex pharmaceutique français, (addition, 2 mai 1925), s'exprime ainsi au mot chanvre indien : « Le chanvre indien se présente en masses irrégulières, comprimées, agglomérées par la résine excrétée des sommités fleuries et comprenant : feuilles, bractées, fleurs femelles et fruits en voie plus ou moins complète de développement. »

(3) « ..... Alors Hélène, fille de Jupiter, s'occupe d'un autre soin : elle jette dans le vin une préparation qui dissipe les chagrins, calme la colère et donne l'oubli de tous les maux. » Odyssée IV, 219 à 232.

Diospolis d'Égypte avaient le secret de dissiper la colère et le chagrin, grâce à une substance qui devait être le Nepenthès.

« Marco Polo nous donne des renseignements très précis sur la substance que le *Vieux de la Montagne* faisait absorber à ses disciples pour les fanatiser... d'où le nom d'*haschichéens*, devenu par corruption assassins, qui fut donné à ses sectaires.

« Une fois le breuvage absorbé, les disciples de Scheik-al-Djebal, dont les croisés traduisirent le nom, par celui de *Vieux de la Montagne*, étaient possédés d'une sorte de fanatisme et, suggestionnés par leur chef, il en faisait ce qu'il voulait. Pendant plus d'un siècle et demi, ces assassins tinrent tous les Souverains de l'Asie dans une terreur perpétuelle : c'étaient les anarchistes du x<sup>e</sup> siècle » (1).

Linné nous dit, dans ses *Amœnitates Academicæ* (1762), que le chanvre est un narcotique et que le malade des Turcs est une préparation à base de chanvre qui jette l'homme dans des accès de folle gaiété.

Chardin, dans son ouvrage bien connu : *Voyage en Perse* (2) parle d'une préparation où entrent le chanvre, la noix-vomique et la graine de pavot, et à laquelle il donne des noms divers : bueng, bang et banghie.

D'après Spartmann, les Hottentots fument le

(1) BOSC DE VEZE, *Traité théorique et pratique du Haschich*.

(2) CHARDIN. *Voyage en Perse et aux lieux de l'Orient*. Amsterdam, 1711.



chanvre et les nègres du Brésil, le fument, le mâchent, le prennent en pilules ou sous forme de décoction.

Dans l'Inde, il est fumé pur, ou mélangé à du tabac (ganga) (Sylv. de Sacy).

Le Dr Aubert-Roche, dans son ouvrage : *De la Peste ou Typhus d'Orient* (1840), fut un des premiers à attirer l'attention sur les effets du haschich.

Mais c'est surtout au Dr Moreau (de Tours) que revient le mérite de nous avoir révélé les effets physiologiques de cette plante (1). Il provoqua la curiosité scientifique du public, et en 1857, la Société de Pharmacie de Paris mit au concours une étude sur la *cannabis indica*.

**Toxicomanie.** — Les Arabes, plus particulièrement ceux d'Egypte, ont soigneusement étudié les propriétés diverses du haschich. Aussi sont-ils arrivés à en doser les préparations de façon à produire, sur l'intelligence, des effets très variés.

« Mais il ne faudrait pas croire qu'il suffit de boire l'une quelconque de ces préparations pour rêver de palais, de fêtes et d'orgies ; le praticien sait fort bien qu'il faut y songer longtemps avant d'absorber la drogue excitante. » (2).

« Beaucoup de personnes, dit Papus, (3), se figurent

(1) *Du Haschich et de l'aliénation mentale*. Paris, 1845.

(2) BOSCH DE VÈZE (déjà cité).

(3) PAPUS. *Traité élémentaire de Magie pratique*, p. 138.

que le haschich donne immédiatement des visions sublimes et plonge instantanément dans l'extase. Or, ainsi présentée, l'action du haschich ne répond en rien à la réalité. Cette substance, de même que l'opium, mais avec plus d'intensité, agit sur les centres nerveux de réserve de la force nerveuse, vide en un instant toute cette réserve et la jette en masse dans la sphère intellectuelle. Aussi les idées sont-elles exagérées, amplifiées, embellies, d'une manière prodigieuse ; mais encore faut-il que l'idée primordiale et la sensation physique primordiale existent.

« Ainsi, une lampe devient, sous l'influence du haschich, un palais magnifique, éclairé de cent mille bougies et ruisselant de pierreries ; par contre, quand l'idée incidente est vulgaire, les impressions le sont aussi.

« ...Le haschich est donc un amplificateur et non un créateur. »

Théophile Gautier nous a laissé de très belles pages qu'il a écrites sous l'influence de la drogue verte (1).

« L'abus du haschich, dit le Dr Moreau, peut à la longue amener des désordres d'autant plus graves, qu'ils ne semblent briser les ressorts de la machine *psycho-cérébrale*, qu'à force de la tendre. »

Le haschichin éprouve, par un long abus, un état constant de somnolence, d'hébétude, d'engourdisse-

(1) TH. GAUTIER. *Le Club des Haschichins*. Paris, Charpentier, 1863.

ment des facultés intellectuelles, dans lequel disparaît la spontanéité des actes.

« Le haschich reste donc, à notre avis, conclut Ray. Meunier, dans son excellent ouvrage, le toxique par excellence, capable de donner aux hommes l'illusion de la folie, avant de les conduire à la folie réelle — en leur donnant parfois aussi — par moment — l'illusion du bonheur » (1).

(1) RAYMOND MEUNIER. *Le Haschich*, 1909. Consulter aussi l'excellente thèse de M, DARDANNE, pour le doctorat en pharmacie. Paris 1924 (*Contribution à l'étude du Haschich*).

## CHAPITRE III

### LA MORPHINE

#### A. — GÉNÉRALITÉS

Par morphine on entend, le principal alcaloïde de l'opium, ayant la formule chimique  $C^{17} H^{19} NO^3$ .

Ses applications thérapeutiques sont déterminées par son action sur le système nerveux. Elle agit comme narcotique, comme sédatif, comme analgésique, pour calmer toutes les douleurs, par exemple, dans les insomnies douloureuses, les névralgies de tout ordre, les coliques néphrétiques, hépatiques, saturnines, l'appendicite, etc... (Crolas et Moreau).

La morphine est exclusivement employée à l'état de sel, surtout de chlorhydrate.

Le chlorhydrate de morphine se présente en aiguilles soyeuses, de saveur amère, solubles dans 24 parties d'eau froide.

Son action se manifeste au bout de 5 à 10 minutes, lorsqu'il est administré sous forme d'injection sous-cutanée, et après 15 à 30 minutes, lorsqu'il est absorbé par la voie buccale.



## B. — MORPHINISME

Le morphinisme est l'intoxication provoquée par l'usage et l'abus de la morphine, ou morphinomanie (1). L'absorption de la morphine, surtout sous forme d'injection sous-cutanée, provoque des effets sédatifs et hypnotiques recherchés par le médecin, mais en même temps, produit un sentiment de bien-être intellectuel et physique qui persiste pendant tout le temps que dure l'action du médicament.

Soit pour éviter la souffrance, soit pour se procurer cet accroissement momentané de forces physiques et intellectuelles, bien des individus usent d'injections sous-cutanées de morphine, et, comme par suite de l'accoutumance de l'organisme, les doses nécessaires pour produire l'effet cherché, s'accroissent de jour en jour, il arrive un moment où les effets morbides de l'intoxication l'emportent sur les effets utiles (2).

Chez certains névropathes, l'usage de la morphine produit des effets beaucoup plus rapides et beaucoup plus dangereux ; elle devient très vite un élément indispensable à la vie intellectuelle et physique dont la privation provoque un état de besoin angoissant.

(1) Nouveau Dictionnaire des Sciences, p. 1965. Paris. Ch. Delagrave.

(2) On entre dans la morphinomanie par trois portes, disait Ball : celle de la douleur, celle du chagrin et celle de la volupté. (Rapporté par Fauchier.)

« Sans cet elixir de joie, dit Raoul (du roman de Victorien du Saussay) je sens que je deviens subitement fou, c'est de la mort qui rampe le long de mes jambes, c'est du froid qui se crispe autour de mon ventre, c'est mon cœur qui s'arrête de battre, ce sont mes yeux qui ne voient plus, ce sont mes oreilles qui n'entendent plus, et mon pauvre cerveau se brûle et se consume désespérément... J'aime mieux mourir ! Mais je refuse de supporter les affres de cette faim atroce ! » Et Raoul se précipitant sur sa femme le poing tendu :

« — Tu entends ! Tu entends ! tu remplaceras cette morphine. J'en veux !... Si tu n'as pas d'argent, tu iras te vendre ! tu iras te prostituer ! tu iras mendier ! tu iras voler... tout m'est égal » (1).

A la déchéance morale s'ajoute la déchéance physique. « Des sujets très jeunes ont l'air vieillot : leur peau a pris une coloration mate, terreuse, gris plomb qui n'est pas le teint jaune bien connu des cachexies habituelles ; elle a une apparence flétrie toute particulière. La physionomie a perdu son éclat ; les yeux sont ternes, caves, bridés ; la figure est inerte, sans expression. Des rides précoces se sont formées. Les dents sont cariées de bonne heure et l'haleine est ordinairement fétide. » (2)

Où se recrutent les morphinomanes ? Un peu dans toutes les classes de la société, mais surtout dans les

(1) VICTORIEN DU SAUSSAY. *La morphine*, p. 98.

(2) D<sup>r</sup> GAUDICHARD. *La morphine, ses rêves, ses supplices*.

classes riches. Là, des oisifs ou des dégénérés ont les moyens de se faire délivrer, par certains médecins complaisants, des ordonnances qui leur permettent de se procurer impunément de la divine drogue.

Le demi-monde fournit aussi un contingent appréciable de morphinomanes, bien que la « prise de coco » y soit plus en faveur.

« Ah ils sont nombreux ceux qui cherchent le fin du fin dans les émotions voluptueuses. Savez-vous qu'à Paris seulement, affirme Du Saussay, il y a 300.000 vicieux qui se piquent à la morphine, boivent de l'éther... J'ai goûté aux pires poisons, et ce sont ceux dont j'ai le plus souffert que je regrette le plus » (1).

(1) V. DU SAUSSAY. *La morphine*.

## CHAPITRE IV

### L'HÉROÏNE

#### A. — GÉNÉRALITÉS.

**L'héroïne.** — L'héroïne, ou diacétylmorphine, est l'éther diacétique de la morphine, répondant à la formule chimique :  $C^{21} H^{23} NO^5$ .

C'est une poudre cristalline blanche, très fine, inodore de saveur légèrement amère, de réaction alcaline.

L'héroïne est un médicament analgésique. Elle présente, sur la morphine, l'avantage de ne pas produire de troubles des organes de la digestion, sauf un peu de constipation, mais moins tenace qu'avec la morphine.

Son action sur l'élément douleur s'est montrée supérieure à celle de la morphine.

Son action calmante s'exerce surtout sur la toux et sur la dyspnée. Elle amène une respiration plus calme et plus lente.

Elle présente l'inconvénient d'être deux fois plus toxique pour l'homme que la morphine (Gantin) ; elle

n'est pas hypnotique, ou ne l'est que secondairement, en calmant la douleur. (Crolas et Moreau, p. 630.)

## B. — HÉROÏNOMANIE.

Effrayés par les progrès du morphinisme, certains auteurs ont proposé de remplacer la morphine par un de ses dérivés : la diacétylmorphine ou héroïne.

Dans leur esprit, cette substitution, faite dans un but curatif, devait amener progressivement la réduction des doses injectées.

Morel-Lavallée, qui a le plus contribué à vulgariser cette méthode, l'a surtout préconisée chez les petits morphinomanes — ne dépassant pas la dose de vingt centigrammes — « car, disait-il, on obtient avec une dose minime, des effets d'euphorie thermique et dynamophore, analogues à ceux de ration morphinique d'entretien très supérieurs » (1).

L'emploi de l'héroïne, recommandé seulement comme médicament de substitution pendant la cure de désintoxication, ne tarda pas à se généraliser, et le résultat fut, qu'à côté du morphinisme, venait de se créer et de se développer rapidement un nouveau mode de toxicomanie.

Des cliniques à grande réclame attirèrent à elles de

(1) MOREL-LAVALLÉE. *Revue de Médecine*, 1900, nov. et déc. et *Revue de Neurologie*, 1901, p. 476.



nombreux morphinomanes et, sous prétexte de les guérir de leur vice, elles en firent de malheureux héroïnomanes.

Les inconvénients de l'héroïne sont plus grands, et ses ravages plus redoutables, que ceux dus à l'abus de la morphine.

Nous nous excusons de citer un long extrait d'une observation très intéressante publiée par Comar et Buvat à *propos d'un cas d'héroïnomanie* (1) :

« Nous avons soigné, entre autres, trois héroïnomanes (et un dioïnomane) et leur santé physique, avec des doses minimes, a été beaucoup plus atteinte qu'avec la morphine, et les sensations euphoriques beaucoup au-dessous de celles que leur donnait jadis la morphine..

« Ce malade (l'un des trois), d'abord morphinomane, est devenu héroïnomane sous l'influence de son médecin.

« Son observation met en lumière que l'héroïne ne peut être employée sans danger, comme substitutif thérapeutique, à la morphine ; elle montre jusqu'à quelles doses l'accoutumance du toxicomane peut lui permettre d'aller : notre malade prenait 2 gr. 80 d'héroïne par 24 heures. Nos deux autres héroïnomanes ne dépassaient pas cinquante centigrammes par jour.

« L'héroïne n'agit pas de la même manière sur l'organisme que la morphine. Au début, celle-ci agit

(1) COMAR (G) et BUVAT (J. B.). *Les Toxicomanes* (A propos d'un cas d'héroïnomanie). *La Presse médicale*, 6 juillet 1904.

rapidement, son action est d'emblée au maximum, elle procure une sensation de chaleur, de bien-être immédiat, la respiration est facile, une euphorie intense envahit tout l'organisme ; l'activité cérébrale paraît accrue, la parole est facile, l'aptitude au travail, l'attention augmentées ; la notion du temps n'existe pas, il y a une concentration de l'individu sur lui-même, une hypertrophie de la subjectivité. Le besoin que crée l'abstinence est impérieux ; il s'accompagne de frissons, de bouffées de chaleur, de crampes, d'angoisse précordiale, de sentiment de vide, il porte le sujet à toutes les extrémités.

« Quand l'intoxication se prolonge, les sensations euphoriques sont primées par le besoin, l'activité intellectuelle diminue, surtout qualitativement, le caractère se modifie, s'aigrit, le sens moral s'émousse, la mémoire s'affaiblit, et les grands morphinomanes donnent parfois l'impression de paralytiques généraux ; il leur suffit souvent d'ajouter un peu de cocaïne à leur morphine pour faire apparaître un délire reposant sur des troubles psycho-sensoriels. L'état mental résiste moins longtemps que l'état physique à l'intoxication morphinique.

« L'action de l'héroïne est moins rapide, moins intense ; elle se prolonge plus longtemps ; elle donne aussi une sensation de chaleur marquée, mais le bien-être et l'euphorie agissante de la morphine sont remplacés par un sentiment de calme, les facultés cérébrales

sont moins excitées à l'action, elles se manifestent aisément, l'individu est moins séparé de l'extérieur qu'avec la morphine. Le besoin est aussi douloureux, il s'accompagne des mêmes troubles physiques. L'impuissance génitale est plus rapide qu'avec la morphine...

« La caractéristique de l'état mental semble être la torpeur ; toutes les réactions sont lentes, mais à la longue la déchéance l'atteint. L'héroïne entraîne les mêmes misères pour le toxicomane que la morphine, sans lui donner les mêmes illusions de bonheur ».

L'héroïnomanie sévit particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. Malgré des mesures très énergiques, de grosses quantités d'héroïne y sont introduites en contrebande par les Japonais.

## CHAPITRE V

### LA COCAÏNE

#### A. — GÉNÉRALITÉS.

La cocaïne (méthyl-benzoyl-ecgonine :  $C^{17} H^{21} NO^6$ ) est tirée de l'Erythroxyton Coca.

Aujourd'hui, on prépare de la cocaïne artificielle en partie synthétique. On commence par extraire en bloc tous les alcaloïdes de la coca ; ces alcaloïdes sont mis à bouillir avec de l'acide chlorhydrique qui transforme une certaine partie d'entre eux en chlorhydrate d'ecgonine, duquel, par un alcali et un dissolvant convenable, on isole l'ecgonine. C'est cette base qui sert ensuite à la préparation de la cocaïne (procédé Liebermann et Giesel). Crolas et Moreau.

La cocaïne s'emploie surtout sous forme de chlorhydrate. C'est un anesthésique puissant et précieux.

L'Erythroxyton Coca (Lam.) (de la famille des Erythroxylées) est un arbuste d'un à trois mètres de haut. Originaire du Pérou, il se rencontre aussi à l'état sauvage au Chili, en Bolivie, à la Nouvelle-Grenade, en Argentine, au Brésil, aux Antilles — où il est aussi

cultivé — ainsi qu'aux Indes Néerlandaises et à Madras, etc...

Les feuilles de cette plante, récoltées deux à quatre fois par an, par des temps secs et chauds, sont desséchées au soleil sur des claies, puis emballées dans des sacs de toile écrue, et expédiées en Europe. Elles renferment de 0,7 à 9 % d'alcaloïdes, tels que, cocaïne, cinnamylcocaïne, truxyline  $\alpha$  et  $\beta$ , Benzoylcegonine, tropacocaïne, hygrine, etc... (Reutter.)

#### B. — COCAINISME.

Déjà, avant la Grande Guerre, l'abus de la cocaïne gagnait rapidement toutes les classes aisées du Continent.

Mais à la faveur de la crise sociale et morale qui a suivi la guerre, cet abus s'est encore plus généralisé.

« Ebranlés par la tourmente, beaucoup ont tenté d'oublier l'amertume d'un passé de ruines et de deuils ; d'autres ont cherché des dérivatifs au présent décevant et à l'avenir incertain. Ils ont cru les trouver dans le rêve mensonger des voluptés artificielles (1) ».

**Effets physiologiques.** — La cocaïne, d'après Pouchet, suspend l'activité de tous les éléments vivants, au contact desquels on la met. A dose suffisante c'est

(1) Marcel NADAUD. La campagne du « *Petit Journal* » contre les stupéfiants. N° du 23 février 1925.



un véritable poison du protoplasma ; toutes les variétés du protoplasma sont touchées par la cocaïne, pourvu que le contact soit établi... En un mot, c'est un poison de tout ce qu'il y a de vivant.

La dose normale, par voie sous-cutanée, est de trois à quatre centigrammes.

Le cocaïnisme chronique, qui seul nous intéresse ici, résulte de l'absorption lente, progressive et prolongée de cet alcaloïde.

« Au début, lorsque le sujet absorbe vingt-cinq à cinquante centigrammes de drogue, il présente une excitation particulière, comparable à l'ivresse alcoolique. Les troubles peuvent en rester là, ou persister pendant un laps de temps très prolongé, sans modifications appréciables, quand le sujet sait limiter ses besoins.

« Malheureusement, à mesure qu'il s'intoxique, un besoin impérieux lui fait augmenter les doses : celles-ci arrivent à atteindre 5, 6, 8 grammes et davantage. Dans certains cas mêmes, les prises sont si répétées, si massives, que l'intoxiqué absorbe des doses de cocaïne allant de 18 à 20 grammes ; et c'est alors qu'apparaissent les hallucinations et le délire (1) ».

La continuation de l'abus entraîne, pour l'individu qui s'y livre, une déchéance physique et intellectuelle considérable (2).

(1) COURTOIS et GIROUX. *La Cocaïne*.

(2) « Le pronostic de cette intoxication est très grave. Beaucoup de

**Milieux où sévit la cocaïne.** — Contrairement à la morphinomanie, dans laquelle on entre souvent par la voie de la douleur, la cocaïnomanie naît surtout de l'imitation : tout intoxiqué vante sa drogue et cherche à faire des adeptes.

D'autres deviennent cocaïnomanes parce que, débiles, blasés, ils recherchent de nouvelles sensations, des voluptés inconnues.

La cocaïnomanie est très fréquente chez les prostituées. Briand et Vinchon (1) pensent que plus de 50 % des filles de Montmartre sont des cocaïnomanes. L'intoxication sévit, d'ailleurs, autant chez les invertis masculins.

Les femmes paient un large tribut au cocaïnisme. Il s'agit presque toujours, comme l'ont justement fait remarquer Briand et Vinchon, de pauvres filles qui arrivent à Montmartre après avoir secoué le joug de la famille ou celui de l'atelier, qui aiment le luxe facile et qui commencent à faire la fête.

Beaucoup d'hommes deviennent priseurs de « coco. » au contact d'une maîtresse qui les a initiés aux joies de la drogue.

cocaïnomanes sont conduits, au bout d'un temps plus ou moins long, dans les asiles d'aliénés ; d'autres succombent facilement à des affections intercurrentes, incapables qu'ils sont de lutter contre une maladie nouvelle. » Dr Guillaïn. *L'intoxication par la cocaïne.*

(1) Marcel BRIAND et VINCHON. *Les Priseurs de cocaïne. Bulletin de la Société clinique de médecine mentale.* Séance du 18 novembre 1912, p. 266.

« Tous ces intoxiqués sont des individus qui, en pathologie mentale, sont rangés dans la catégorie des dégénérés et des déséquilibrés. Ces hommes, sans volonté, sans caractère, sont parfois de bonne famille, possèdent souvent une certaine instruction, ont reçu une éducation soignée, mais toujours ils frappent par une instabilité très grande dans leurs décisions, dans leurs actes (1) ».

Le mode d'absorption le plus communément employé par ceux qui s'adonnent à la cocaïne, est la *prise*.

« L'opium, dit Marcel Nadaud, réclame un attirail compliqué et le décor d'une fumerie ; l'éther trahit son disciple par des relents d'hôpital : la morphine exige la pratique médicale de la piqûre. La cocaïne, au contraire, ne demande que le simple geste du priseur. Aussi, sa diffusion fut-elle immédiate et son infiltration a gagné les couches populaires. Il est loin le temps où la *neige* était une spécialité de Montmartre.

« On prise à Montparnasse, aux Ternes, aux Halles, et rue de la Paix. On prise dans les palaces de l'Etoile et dans les bouges de la Villette. Riches et « purotins » subissent la commune domination de celle que Laurent Tailhade baptisa Notre-Dame des Ténèbres.

« On prise en province, du Havre à Marseille et de Strasbourg à Bordeaux ».

On peut ajouter : on prise dans toutes les parties civilisées du monde entier.

(1) COURTOIS et GIROUX. *La Cocaïne*.

**Trafic de la drogue.** — L'extension du trafic de la cocaïne s'explique aisément par la facilité avec laquelle le trafiquant peut dissimuler le poison, et par l'appât des bénéfices énormes qu'il peut en retirer.

Des bandes organisées parcourent la Belgique, la Suisse, l'Espagne; — la Suisse surtout — et en rapportent de la cocaïne allemande. (Courtois Suffit et Giroux.)

Il se fait aussi une importante contrebande par avion (1).

Les bénéfices réalisés par les trafiquants sont énormes. Le kilog. de cocaïne, qui se payait à un moment donné, 600 francs, était vendu en France aux prix moyens de 10, 12 et 15.000 francs. Ceci nous explique que le nombre des intermédiaires augmente chaque jour. Et encore il ne s'agit là que de prix de demi-gros. Les prix de vente au gramme deviennent fabuleux (2).

« On ne peut imaginer dans combien de mains passe un paquet de *reniflette* avant d'être livré au consommateur. Et comme la plupart du temps, chaque intermédiaire est en même temps un toxicomane, non seulement il s'attribue une respectable commission, mais il prélève un peu de drogue pure qu'il remplace par un « Ersatz ». On peut en conclure que la qualité

(1) Lire l'article de Marcel Nadaud : L'avion de la Mort. *Le Petit Journal*, 25 février 1925. Le « mécano », importateur de cocaïne, cède à la fille de joie 100 grammes de cette drogue pour huit mille francs.

(2) Un kilogramme de cocaïne acheté chez « Merk » en Allemagne 6.000 francs, peut être revendu au détail 60.000 francs (Nadaud).

« coco » est en raison inverse de son prix (1) ».

Les ravages causés par le cocaïnisme et la rapidité avec laquelle il se développait avant la guerre, ont ému l'opinion publique.

La loi du 12 juillet 1916 — complétée par le décret du 14 septembre de la même année — vint renforcer et mettre au point notre législation concernant les substances vénéneuses (2).

Si cette nouvelle réglementation n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait, c'est qu'elle visait moins à tarir les sources où s'alimente journellement le trafic clandestin des stupéfiants, qu'à réglementer la vente des substances vénéneuses par les pharmaciens.

L'attention du législateur doit se porter surtout, à notre avis, « sur le monde suspect des gens sans aveu qui fourmillent aux alentours des lieux de plaisir (3) ».

(1) André FAGE. *Le Petit Journal*, 28 février 1925.

(2) Consulter à ce sujet : La thèse de Henri Goujon (Montpellier 1918) et la *Législation des substances vénéneuses* par P. BOGELOT et L. G. TORANDE.

(3) Alb. MEYDIEU. *Cocaïnisme chronique*. Thèse de Médecine, Toulouse, 1922.



TABLEAU I  
FABRICATION DE LA MORPHINE, DE L'HÉROÏNE, DE LA COCAÏNE  
ET DE LEURS SELS RESPECTIFS (1)

*Les poids sont donnés en kilogrammes*

| PAYS                              | ANNÉE | MORPHINE<br>et<br>SES SELS | HÉROÏNE<br>et<br>SES SELS | COCAÏNE<br>et<br>SES SELS |
|-----------------------------------|-------|----------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Allemagne.....                    | 1921  | 7.422                      | 1.140                     | 6.302                     |
|                                   | 1922  |                            |                           |                           |
| Etats - Unis d'Amé-<br>rique..... | 1921  | 9.120                      | 472                       | 2.311                     |
|                                   | 1922  | 5.207                      | 511                       | 1.656                     |
| Grande-Bretagne...                | 1921  | 4.190                      | 345                       |                           |
|                                   | 1922  | 8.940                      | 898                       |                           |
| Japon.....                        | 1921  | 5.044                      | 2.838                     | 2.324                     |
|                                   | 1922  | 2.066                      | 113                       | 3.680                     |
| Suisse.....                       | 1921  | 2.500                      | 744                       | 732                       |
|                                   | 1922  |                            |                           |                           |

(1) Société des Nations C. 418 M. 184, 1923, XI, p. 157 et suiv.

TABLEAU II  
 PRODUCTION TOTALE DE L'OPIMUM (1)  
 (Les poids sont donnés en livres)  
*Plusieurs de ces chiffres ne sont qu'approximatifs*

| PAYS                                      | 1920<br><i>Livres</i> | 1921<br><i>Livres</i> | 1922<br><i>Livres</i> |
|-------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <i>Europe</i>                             |                       |                       |                       |
| Bulgarie.....                             | 3.740                 | 22.000                | 22.000                |
| Grèce.....                                | 7.216                 | 67.500                | 50.000                |
| Royaume des Serbes<br>Croates et Slovènes | 145.970               | 235.752               | 235.742               |
| <i>Proche-Orient<br/>et Egypte</i>        |                       |                       |                       |
| Egypte.....                               | 4.400                 | 5.000                 | 5.000                 |
| Turquie.....                              | 610.000               | 650.000               | 650.000               |
| <i>Moyen-Orient</i>                       |                       |                       |                       |
| Perse.....                                | 254.510               | 454.000               | 450.000               |
| <i>Orient et Extrême-<br/>Orient</i>      |                       |                       |                       |
| Afghanistan.....                          | 25.900                | 25.900                | 25.900                |
| Turkestan chinois et<br>russe.....        | 44.000                | 44.000                | 44.000                |
| Chine.....                                | 4.400.000             | 4.400.000             | 4.400.000             |
| Inde (y compris la<br>Birmanie).....      | 2.501.688             | 1.949.671             | 1.954.656             |
| Indo-Chine.....                           | 13.200                | 13.384                | 10.384                |
| Japon (y compris<br>Formose et la Corée)  | 8.184                 | 11.000                | 11.000                |
| Siam.....                                 | 15.400                | 15.400                | 15.400                |
| Total de la product.<br>en livres.....    | 8.034.208             | 7.890.607             | 7.877.092             |
| en tonnes.....                            | 3.587                 | 3.523                 | 3.515                 |

(1) C. 418. M. 1923, XI, Société des Nations, p. 179.

## DEUXIÈME PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'OPIMUM DE SHANGHAI

Nous avons vu les efforts tentés par la Chine pour se libérer du fléau de l'opium.

Mais, ces efforts restaient vains, malgré les mesures les plus sévères. La Compagnie des Indes Orientales, qui bénéficiait du monopole anglo-hindou de l'opium (1773), ainsi que du monopole de ce commerce avec la Chine, inondait celle-ci d'opium de contrebande. Malgré les interdictions de fumer (1729 et 1821) et d'importer l'opium (1830), l'importation annuelle atteignait, à la veille de la guerre avec l'Angleterre, deux millions et demi de livres.

A la suite des deux guerres de l'opium, la Chine ayant perdu le pouvoir de contrôler et de restreindre ses importations, fut amenée à produire elle-même la

drogue qu'elle se voyait forcée d'acheter aux Anglais, ce qui ne fit qu'aggraver le mal dont souffrait ce malheureux pays. De *politique* qu'elle était, la question de l'opium, devint alors et surtout *économique*.

Un événement nouveau vint cependant rendre espoir à la Chine : c'est l'entrée en scène des Etats-Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis, après l'annexion des Philippines, trouvèrent, dans ces îles, 70.000 Chinois qui, sous la domination espagnole, pouvaient seuls acheter et fumer l'opium.

La nouvelle administration américaine commença par supprimer le monopole ; la vente de l'opium resta donc libre, mais fut frappée de droits très lourds.

Le résultat de cette politique fut que la population indigène se mit aussi à fumer l'opium.

En présence de cet état de choses, une Commission fut chargée d'étudier la question.

Cette Commission déposa son rapport en 1904. En 1905 une loi fut votée, prévoyant une période transitoire de trois ans, pendant laquelle la *Commission pour les Philippines* fut munie du pouvoir d'interdire l'usage de l'opium sur tout le territoire des îles ou par régions. Puis, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1908, toute importation d'opium aux Philippines devait être interdite, à l'exception des importations gouvernementales de l'opium médicinal.

Encouragée par cette politique américaine, la Chine

reprit en 1906, la lutte contre l'opium. En 1908, un arrangement intervint entre le gouvernement anglo-hindou et le gouvernement chinois, aux termes duquel le gouvernement hindou s'engageait à réduire, d'année en année, jusqu'en 1910, les quantités d'opium importées, du dixième de la quantité importée en 1907, à la condition que pendant cette même période, la production chinoise de l'opium subirait aussi une réduction de 10 % par an.

La convention de 1907 stipulait que si le gouvernement chinois parvenait à supprimer dans l'espace de dix ans la culture du pavot en Chine, toute importation d'opium de l'Inde prendrait fin en 1917.

Peu après la conclusion de cette convention, en 1907, les Etats-Unis lancèrent un appel en vue de réunir une conférence internationale de l'opium.

Nous extrayons d'une lettre adressée le 24 juillet 1906, par le Très Révérend Charles H. Brent, évêque des îles Philippines, au Président Roosevelt, les phrases suivantes :

« L'attitude des Etats-Unis, au sujet du commerce de l'opium, depuis le début de nos relations diplomatiques avec l'Orient, a été telle qu'il me semble être de notre devoir, maintenant que nous sommes appelés à assumer la responsabilité de mesures touchant à cette question dans nos propres possessions, de provoquer un mouvement en vue d'une conférence qui réunirait les représentants de tous les Pays où la question du



commerce et de l'emploi de l'opium est à l'ordre du jour (1) ».

La proposition de l'évêque Brent fut accueillie favorablement et la charge de réunir une Commission internationale incombait à M. Root, Secrétaire de la Guerre.

Après un long échange de correspondances diplomatiques, il fut « cordialement » convenu par les Gouvernements intéressés, qu'il y aurait une Commission internationale de l'opium, et que celle-ci se réunirait à Shanghai, le 1<sup>er</sup> janvier 1909.

Les puissances représentées seraient : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Russie, les Pays-Bas, le Portugal, la Chine, le Japon et le Siam. La Perse et la Turquie, pays de production, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, en raison de leurs gros intérêts commerciaux en Extrême-Orient, furent invitées dans la suite.

Il fut décidé, sur la proposition des Etats-Unis, que le problème de l'opium sous tous ses aspects : moral, économique, scientifique et politique, « non seulement ainsi qu'existant en Extrême-Orient, mais également dans les territoires nationaux de ceux prenant part aux travaux de la Commission », devrait être soumis à la discussion de cette Commission, laquelle ne put se réunir que le 1<sup>er</sup> février 1909, à cause de

(1) Le trafic des Drogues narcotiques. E. U. HOUSE. Document n° 380, p. 246.

la mort de l'Empereur et de l'Impératrice de Chine.

Dès l'ouverture de la Conférence, des rapports, exprimant leurs vues, furent lus par les diverses délégations.

La Délégation chinoise démontra que la question de l'opium en Chine datait du XVIII<sup>e</sup> siècle et que tous les efforts tentés par les empereurs chinois, pour supprimer l'habitude de fumer l'opium, étaient restés sans effet, en raison de leur impuissance à prévenir ou à contrôler les quantités énormes d'opium qui venaient en contrebande ou autrement des Indes.

Le délégué britannique affirma que son gouvernement, appuyé sur l'opinion publique, et sur les déclarations parlementaires de son pays, faisait un effort sincère pour réduire la production de l'opium aux Indes et pour en limiter l'exportation. Il invoqua à ce propos l'accord de 1907, passé avec la Chine.

Les délégués Français firent ressortir l'effort fait par leur gouvernement en vue de limiter et, finalement, de supprimer l'usage de l'opium à fumer en Indo-Chine.

Le délégué japonais déclara que le Japon avait une loi qui prohibait rigoureusement l'usage de l'opium et n'en permettait l'achat et la vente que pour les usages médicaux.

D'autre part, dans l'île de Formose, ajouta-t-il, un monopole de gouvernement est établi qui doit amener à brève échéance, la suppression de l'usage illicite de cette drogue.

D'après le rapport de la Délégation des Pays-Bas, un monopole de l'opium existait dans les Indes Orientales Néerlandaises, rapportant de gros revenus. Néanmoins, le but de ce monopole était d'arriver progressivement à supprimer l'usage de l'opium dans ces îles, et il annonça que des mesures énergiques allaient être prises dans ce sens.

Après discussion, un texte, composé de neuf propositions, fut voté à l'unanimité. On peut le résumer ainsi :

Les Gouvernements représentés à la Commission sont invités à :

- a) Interdire absolument l'usage de fumer l'opium.
- b) Interdire le transport par eau de l'opium et de ses dérivés, à destination des contrées ayant prohibé l'importation de l'opium.
- c) Décréter applicables à leurs colonies et en particulier à leurs territoires à bail en Chine, les lois en vigueur, dans leurs territoires métropolitains, pour réglementer le commerce pharmaceutique et le trafic de l'opium et de ses dérivés, de façon que l'introduction en fraude de l'opium en Chine, à partir de ces territoires à bail soit supprimée.
- d) Soumettre à un contrôle effectif la fabrication et le trafic de la morphine et des autres dérivés de l'opium.
- e) Fermer, sans délai, les fumeries d'opium et les établissements similaires.
- f) Prohiber la vente des remèdes « pour désaccou-

tumer de l'opium », renfermant eux-mêmes de l'opium ou des dérivés de ce dernier.

La commission internationale de Shanghai qui ne possédait aucun pouvoir de décision — *et peut-être aussi à cause de cela* — vota, comme on le voit, des résolutions extrêmement énergiques.

Notons, particulièrement, celle tendant à faire prohiber, sans délai, l'usage de fumer l'opium.

Voilà une suggestion que nous retrouverons, plus tard, dans les propositions faites par la délégation des Etats-Unis d'Amérique à la Commission consultative de Genève, mais que nous ne rencontrerons plus avec ce caractère impératif, dans aucune Convention internationale.

La résolution *b*, également très énergique, aurait pu sauver la Chine, si elle eût été adoptée par les nations intéressées.

Nous savons, au contraire, qu'à l'expiration de la première période de trois ans, prévue par la Convention de 1907, un nouvel arrangement fut conclu, le 8 mai 1911, entre les gouvernements anglais et chinois. Aux termes de cet accord, la Grande-Bretagne déclarait renoncer à la période transitoire de dix ans (de 1907 à 1917) fixée par la convention de Tschifou, et être prête à interdire l'exportation d'opium de l'Inde à destination de la Chine, *aussitôt que cette dernière apporterait la preuve que toute production d'opium en Chine était définitivement abolie.*

L'avantage ainsi obtenu par la Chine était bien au dessous des résultats acquis à Shanghai, puisque la cessation de l'importation en Chine de l'opium hindou, au lieu de dépendre de la seule volonté du gouvernement chinois, dépendait désormais de l'apport d'une preuve dont la validité relevait de l'appréciation du gouvernement de l'Inde.



## CHAPITRE II

### LA PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'OPIMUM DE LA HAYE.

L'unanimité exprimée dans les résolutions de la Commission internationale de Shanghai ouvrit la voie aux Etats-Unis pour provoquer la réunion d'une Conférence internationale ayant pleins pouvoirs pour compléter les travaux de la Commission.

Un vœu dans ce sens fut émis le 1<sup>er</sup> septembre 1909, selon lequel le Gouvernement des Etats-Unis « jugeait opportun qu'un effet et une sanction internationaux fussent donnés aux résolutions de la Commission internationale de Shanghai ».

Dans ce but, il proposa qu'une conférence internationale se réunît à une date convenable à La Haye, ou ailleurs, composée de délégués des Etats participants, munis de pleins pouvoirs « pour rendre conventionnelles les résolutions adoptées à Shanghai et leurs conséquences nécessaires »

En décembre 1911, les représentants des huit grandes

puissances : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Japon, Autriche-Hongrie et Russie ; des représentants des pays producteurs d'opium : Perse, Siam, Pays-Bas et Portugal (la Turquie manquait) et les représentants de la Chine, se réunirent à la Haye dans le but d'établir une convention internationale sur la base des résolutions de la conférence de Shanghai.

Sur l'intervention de la Grande-Bretagne, on décida de porter aussi à l'ordre du jour la question de la réglementation de l'industrie de la morphine et de la cocaïne.

Quelle va être à cette conférence, la ligne de conduite que suivront les plénipotentiaires britanniques ?

« A cette époque, l'Angleterre n'avait pas, ou plus, l'intention de se laisser lier par les décisions de la Conférence, aussi étroitement qu'elle l'eût comporté une ratification à la lettre des résolutions de la Conférence de Shanghai. Les instructions données aux délégués anglais (Parlement anglais, Cd. 6605, Miscellaneous, N° 3, 1913), stipulaient catégoriquement de faire des réserves à toute décision qui toucherait au trafic intérieur et à l'usage de l'opium dans l'Inde ou dans toute autre possession britannique, et à toute réglementation qui entrerait en conflit avec la législation en vigueur dans l'une de ces contrées (1) ».

(1) *La Convention internationale de l'opium*. Etude documentaire par l'industrie suisse, p. 32. Bâle, octobre 1923.

Ainsi, deux propositions, susceptibles de garantir une réglementation internationale efficace, furent écartées dès le début des travaux de la conférence.

L'une tendait à faire admettre le droit réciproque de perquisition à bord des navires ; l'autre à soumettre au contrôle d'un office international, les transports par eau.

D'autre part, la question de l'opium, essentiellement politique et sociale à Shanghai, revêtait désormais un caractère plus complexe du fait de l'admission, au programme de la conférence, de la question du contrôle de la fabrication de la cocaïne et de la morphine. Les intérêts économiques de divers Etats entraient en jeu, et cela n'était pas de nature, certes, à faciliter l'élaboration de la convention.

L'Allemagne, grande productrice de cocaïne et de morphine, lutta ferme pour défendre la liberté de son industrie. Elle combattit une proposition anglaise tendant à faire limiter, par chaque pays, le nombre de ses ports autorisés à importer ou exporter l'opium ; elle fit échapper à la « marque spéciale » les colis postaux de moins de cinq kilogrammes contenant des opiacés ; elle réussit également à faire substituer, dans le texte de la convention, aux termes de « limiteront » et « exigeront », l'expression palliative « s'efforceront de », pour toutes les résolutions d'un caractère décisif.

Enfin la France et l'Angleterre firent échouer une proposition persane, tendant à faire déclarer marchan-

dise de contrebande, l'opium à fumer, en dehors des pays de production.

Ainsi, il apparaît qu'à cette époque, les puissances européennes, ayant en Asie des possessions intéressées au trafic de l'opium, ne semblaient pas décidées à assumer l'exécution de mesures intégrales de prohibition.

Il faut reconnaître, il est vrai, que la révolution chinoise de 1911 les incitait à la prudence et les poussait visiblement à adopter une attitude expectante, vis-à-vis de ces problèmes.

D'autre part, le Gouvernement chinois s'étant engagé envers le Gouvernement de l'Inde à réaliser, le premier, la suppression de la culture de l'opium chez lui, il était du plus grand intérêt, pour le Gouvernement britannique, de faire adopter, par la Conférence, la clause du *pari passu* qui figurait dans ses accords de 1907 et de 1911 — clause qui n'existait pas, pourtant, dans les Résolutions de Shanghai.

C'est ce conflit d'intentions et d'intérêts qui pesa sur l'élaboration de la Convention de la Haye, signée le 23 janvier 1912.

La Convention comprend six chapitres :

A. — Le chapitre premier traite de l'opium brut :

Les Puissances contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé

la matière (Art. 1<sup>er</sup>). Les Puissances contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre de villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut sera permise (Art. 2). Les Puissances contractantes prendront des mesures : pour empêcher l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée, et pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière (Art. 3). Les Puissances contractantes édicteront des règlements prévoyant que chaque colis, contenant de l'opium brut destiné à l'exportation, sera marqué de manière à indiquer son contenu, pourvu que l'envoi excède 5 kilogrammes (Art. 4). Les Puissances contractantes ne permettront l'importation et l'exportation de l'opium brut que par des personnes dûment autorisées (Art. 5).

B. — Le deuxième chapitre traite de l'opium préparé (1).

(1) La Convention définit ainsi l'opium préparé : C'est le produit de l'opium brut obtenu par une série d'opérations spéciales, et en particulier par la dissolution, l'ébullition, le grillage et la fermentation, et ayant pour but de le transformer en extrait propre à la consommation.

L'opium destiné aux consommateurs opiophages de l'Inde, ne rentre pas dans cette définition.

Pour le gouvernement anglo-hindou « c'est fumer l'opium qui est particulièrement nuisible et constitue une sorte de délit, tandis que manger l'opium n'est que peu dangereux. » (*The War Against Opium*, p. 82).



Les Puissances contractantes prendront des mesures pour la suppression graduelle et efface de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans les limites des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière (Art. 6). Les Puissances contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé ; toutefois, celles qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé, la prohiberont aussitôt que possible (Art. 7). Les Puissances contractantes qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé restreindront le nombre des villes, ports et autres localités, par lesquels l'opium préparé pourra être exporté ; prohiberont l'exportation de l'opium préparé vers les pays qui en interdisent actuellement, ou pourront en interdire plus tard, l'importation ; défendront, en attendant, qu'aucun opium préparé soit envoyé à un pays qui désire en restreindre l'entrée, à moins que l'exportateur ne se conforme aux règlements du pays importateur ; prendront des mesures pour que chaque colis exporté, contenant de l'opium préparé, porte une marque spéciale indiquant la nature de son contenu ; ne permettront l'exportation de l'opium préparé que par des personnes spécialement autorisées (Art. 8).

C. — Le chapitre troisième est consacré à l'opium médicinal, la morphine, la cocaïne :

Les Puissances contractantes édicteront des lois ou des règlements sur la pharmacie de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, aux seuls usages médicaux et légitimes, à moins que des lois ou règlements existants n'aient déjà réglé la matière. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces drogues pour tout autre objet (Art. 9). Les Puissances contractantes s'efforceront de contrôler ou de faire contrôler : tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent leur industrie ou ce commerce. A cet effet, les Puissances contractantes s'efforceront d'adopter ou de faire adopter les mesures suivantes, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière : limiter aux seuls établissements et locaux qui auront été autorisés à cet effet, la fabrication de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ou se renseigner sur les établissements et locaux où ces drogues sont fabriquées, et en tenir un registre ; exiger de tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs, qu'ils soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations, ou qu'ils en fassent une déclaration officielle aux autorités compétentes ; exiger de ces personnes la consignation, sur leurs livres, des quantités fabriquées, des importations,

des ventes, de toute autre cession et des exportations, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs. Cette règle ne s'applique pas forcément aux prescriptions médicales et aux ventes faites par les pharmaciens dûment autorisés (Art. 10). Les Puissances contractantes prendront des mesures pour prohiber dans leur commerce intérieur toute cession de morphine, de cocaïne ou de leurs sels respectifs à toutes personnes non autorisées, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière (Art. 11). Les Puissances contractantes, en tenant compte des différences de leurs conditions, s'efforceront de restreindre, aux personnes autorisées, l'importation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs (Art. 12). Les Puissances contractantes s'efforceront d'adopter des mesures pour que l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, de leurs pays, possessions, colonies et territoires à bail vers les pays, possessions, colonies et territoires à bail des autres Puissances contractantes, n'ait lieu qu'à la destination de personnes ayant reçu les autorisations ou permis prévus par les lois ou règlements du pays importateur. A cet effet, tout Gouvernement pourra communiquer, de temps en temps, aux Gouvernements des pays exportateurs, les listes des personnes auxquelles des autorisations ou permis d'importation de morphine, de cocaïne ou de leurs sels respectifs, auront été accordés (Art. 13). Les Puissances contractantes appliqueront les lois et règle-

ments de fabrication, d'importation, de ventes et d'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs : à l'opium médicinal, à toutes les préparations (officinales) et non officinales, y compris les remèdes dits « antiopium » contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne ; à l'héroïne, ses sels, et préparations contenant plus de 0,1 % d'héroïne ; à tout nouveau dérivé de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels respectifs, ou à tout autre alcaloïde de l'opium qui pourrait, à la suite de recherches scientifiques, généralement reconnues, donner lieu à des abus analogues et avoir, pour résultat, les mêmes effets nuisibles (Art. 14).

D. — Le chapitre IV ne porte aucun titre et règle les relations de la Chine avec les puissances qui ont passé des traités avec elle :

Les Puissances contractantes, ayant des traités avec la Chine, prendront, de concert avec le Gouvernement chinois, les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée en contrebande, tant sur le territoire chinois, que dans leurs colonies d'Extrême-Orient et sur les territoires à bail qu'ils occupent en Chine, de l'opium brut et préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des substances visées à l'article 14 de la présente Convention. De son côté, le Gouvernement chinois prendra des mesures analogues pour la suppression de la contrebande de l'opium et des autres substances visées ci-dessus, de la Chine vers les Colonies

étrangères et les territoires à bail (Art. 15). Le Gouvernement chinois promulguera des lois pharmaceutiques pour ses sujets, réglémentant la vente et la distribution de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des substances visées à l'article 14 de la présente Convention, et communiquera ces lois aux Gouvernements ayant des traités avec la Chine, par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Pékin. Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine, examineront ces lois et, si elles les trouvent acceptables, prendront les mesures nécessaires pour qu'elles soient appliquées à leurs nationaux résidant en Chine (Art. 16). Les Puissances contractantes, ayant des traités avec la Chine, entreprendront d'adopter les mesures nécessaires pour restreindre et pour contrôler l'usage de fumer l'opium dans leurs territoires à bail, « settlements » et concessions en Chine, de supprimer *pari passu* avec le Gouvernement chinois les fumeries d'opium ou établissements semblables qui pourront y exister encore, et de prohiber l'usage de l'opium dans les maisons d'amusement et les maisons publiques (Art. 17). Les Puissances contractantes ayant des traités avec la Chine prendront des mesures effectives pour la réduction graduelle, *pari passu*, avec les mesures effectives que le Gouvernement chinois prendra dans ce même but, du nombre de boutiques destinées à la vente de l'opium, brut et préparé, qui pourront encore exister dans leurs territoires à bail, « settle-



ments » et concessions en Chine. Elles adopteront des mesures efficaces pour la restriction et le contrôle du commerce de détail de l'opium dans les territoires à bail « settlements » et concessions, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière (art. 18). Les Puissances contractantes, qui possèdent des bureaux de poste en Chine, adopteront des mesures efficaces pour interdire l'importation illégale en Chine, sous forme de colis postal, tout aussi bien que la transmission illégale d'une localité de la Chine à une autre localité, par l'intermédiaire de ces bureaux, de l'opium, soit brut, soit préparé, de la morphine et de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des autres substances visées à l'article 14 de la présente convention (Art. 19).

E. — Le chapitre v, sans titre aussi, renferme quelques dispositions sur une partie des modalités d'application de la Convention :

Les Puissances contractantes examineront la possibilité d'édicter des lois ou des règlements rendant passible de peines la possession illégale de l'opium brut, de l'opium-préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière (Art. 20). Les Puissances contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, les textes des lois et des règlements administratifs existants, concernant les matières visées par la présente Convention, ou édictées en vertu de ses

clauses ; des renseignements statistiques, en ce qui concerne le commerce de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des autres drogues, ou leurs sels, ou préparations, visés par la présente Convention. Ces statistiques seront fournies avec autant de détails et dans un délai aussi bref que l'on considérera comme possibles (Art. 21).

F. — Le chapitre vi traite de l'admission et de la ratification.

Les Puissances non représentées à la Conférence seront admises à signer la présente Convention. Dans ce but, le Gouvernement des Pays-Bas invitera, immédiatement après la signature de la Convention par les plénipotentiaires des Puissances qui ont pris part à la Conférence, toutes les Puissances de l'Europe et de l'Amérique, non représentées à la Conférence, à désigner un délégué muni des pleins pouvoirs nécessaires pour signer, à La Haye, la Convention. La Convention sera munie de ces signatures au moyen d'un « protocole de signature de Puissances non représentées à la Conférence », à ajouter après les signatures des Puissances représentées, et mentionnant la date de chaque signature. Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois, à toutes les Puissances signataires, avis de chaque signature supplémentaire (Art. 22). Après que toutes les Puissances, tant pour elles-mêmes que pour leurs colonies, possessions, protectorats et territoires à bail,

auront signé la convention ou le Protocole supplémentaire visé ci-dessus, le Gouvernement des Pays-Bas invitera toutes les Puissances à ratifier la Convention avec ce Protocole. Dans le cas où la signature de toutes les Puissances invitées n'aurait pas été obtenue à la date du 31 décembre 1912, le Gouvernement des Pays-Bas invitera immédiatement les Puissances signataires, à cette date, à désigner des délégués pour procéder, à La Haye, à l'examen de la possibilité de déposer néanmoins leurs ratifications. La ratification sera faite dans un délai aussi court que possible et déposée à La Haye, au ministère des Affaires étrangères. Aussitôt que les ratifications de toutes les Puissances signataires, tant pour elles-mêmes que pour leurs colonies, possessions, protectorats et territoires à bail, auront été reçues par le Gouvernement des Pays-Bas, celui-ci notifiera à toutes les Puissances qui auront ratifié la Convention, la date à laquelle il aura reçu le dernier de ces actes de ratification (Art. 23). La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date mentionnée dans la notification du Gouvernement des Pays-Bas, visée au dernier alinéa de l'article précédent. A l'égard des lois, règlements et autres mesures, prévus par la présente Convention, il est convenu que les projets requis à cet effet seront rédigés, au plus tard, six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. En ce qui concerne les lois, elles seront, aussi, proposées par les Gouvernements à leurs Parle-

ments ou Corps législatifs, dans ce même délai de six mois et, en tous cas, à la première session qui suivra l'expiration de ce délai. La date, à partir de laquelle ces lois, règlements ou mesures entreront en vigueur, fera l'objet d'un accord entre les Puissances contractantes sur la proposition du Gouvernement des Pays-Bas. Dans le cas où des questions surgiraient, relatives à la ratification de la présente Convention, ou à la mise en vigueur, soit de la Convention, soit des lois, règlements et mesures qu'elle comporte, le Gouvernement des Pays-Bas, si ces questions ne peuvent pas être résolues par d'autres moyens, invitera toutes les Puissances contractantes à désigner des délégués qui se réuniront à La Haye pour arriver à un accord immédiat sur ces questions (Art. 24). S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue. La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée, et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

La Convention a été signée le 23 janvier 1912 par les Puissances représentées à la conférence (1).

(1) Ont signé : Chine, Allemagne, France (avec réserves), Italie,

Il ressort de cette analyse que les résolutions de la Commission internationale de Shanghai sont sorties singulièrement affaiblies du creuset de la Conférence internationale de La Haye.

Sans vouloir méconnaître le progrès que réalisa, dans la question de l'opium, la Convention de 1912, nous sommes obligé d'avouer qu'elle a perdu une partie de son efficacité, à cause de l'adoption de quelques dispositions, dictées par le souci de protéger les intérêts de certains pays producteurs.

Ainsi, le palliatif, « s'efforceront de », en enlevant tout caractère obligatoire aux articles 10, 12, 13 (20), en a affaibli considérablement la portée.

De même, dans les articles 2, 6, 12, les engagements stipulés sont diminués par la prise en considération de « différences de conditions propres à chaque pays ».

La question importante de la réglementation du trafic avec la Chine est loin, aussi, de recevoir une solution définitive et satisfaisante : D'une part, une situation d'exception est faite aux Puissances qui ont passé des traités avec la Chine ; et d'autre part, les dispositions concernant la suppression de la contrebande restent inopérantes toutes les fois qu'on se trouve en présence d'arrangements spéciaux conclus entre les Puissances et la Chine.

Grande-Bretagne (avec réserves), Japon, Pays-Bas, Perse (avec réserves), Portugal, Russie, Siam (avec réserves) et Etat-Unis d'Amérique.



Enfin, l'introduction dans la Convention de la clause *pari passu* a eu, pour résultat, d'ajourner, sinon d'anéantir d'avance toutes les mesures efficaces adoptées par la Conférence.

Il n'est donc pas exagéré de considérer la Convention de la Haye de 1912 comme la réalisation du plan anglais — soutenu par la France et le Portugal, dont les intérêts coïncidaient souvent avec ceux de l'Angleterre — de réglementer internationalement le commerce mondial de l'opium et des opiacés, sans que cette réglementation pût entraver ou limiter en quoi que ce soit le commerce anglais avec la Chine.

### CHAPITRE III

#### DEUXIÈME ET TROISIÈME CONFÉRENCES INTERNATIONALES DE L'OPIMUM DE LA HAYE.

Certaines Puissances jugeant inutile ou inopportun d'adhérer à la Convention de 1912, la convocation d'une Deuxième Conférence, prévue à l'article 23, fut déclarée nécessaire. Elle se tint à La Haye du 1<sup>er</sup> au 9 juillet 1913.

Ses résultats furent insignifiants, l'adhésion unanime des Puissances n'ayant pu être obtenue.

Ainsi, l'Allemagne refusa de ratifier, parce que plusieurs Etats n'avaient pas cru pouvoir apporter leur adhésion.

La France, bien que signataire de la Convention, persistait à maintenir ses réserves quant à l'Indo-Chine.

La Grande-Bretagne, qui avait obtenu de faire régler la production de la cocaïne et de la morphine, refusait de ratifier parce que : d'une part, la non adhésion du Pérou rendait inefficace la répression de l'abus de la cocaïne ; et d'autre part, n'importe quel Etat si-

gnataire pouvait violer impunément les stipulations de la Convention, en installant des fabriques d'opiacés dans les pays non signataires (Parlement anglais, Cd. 7276, Misc. N° 2, 1914, p. 5 et 6).

Dans ces conditions, la deuxième conférence de l'opium se borna à voter les résolutions suivantes :

1<sup>o</sup> Les ratifications pourront, dès maintenant, être déposées à La Haye ;

2<sup>o</sup> Le Gouvernement des Pays-Bas invitera, à nouveau, les Etats qui ont refusé leur adhésion, à entrer dans la Convention ;

3<sup>o</sup> Si le 31 décembre 1913, il manque encore des adhésions, le Gouvernement des Pays-Bas convoquera une nouvelle Conférence, où il sera décidé si la Convention pourra être mise en vigueur.

Cette Troisième Conférence, jugée nécessaire, se tint à La Haye, du 15 au 20 juin 1914.

Depuis la deuxième Conférence, certains Etats (Bolivie, Pérou, Suède et Norvège), s'étant ralliés à la Convention, la Grande-Bretagne se décida enfin à ratifier.

D'ailleurs, la Conférence décidait (Protocole de clôture) que même si toutes les Puissances signataires n'avaient pas ratifié la Convention le 31 décembre 1914, il serait « loisible » aux Puissances contractantes de passer à l'exécution de la Convention (1).

(1) L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie s'obstinaient à refuser de ratifier.

Ainsi, de l'accord mondial projeté, il ne restait plus qu'un accord partiel, d'une portée bien réduite.

La Guerre mit fin au recrutement de nouvelles ratifications, et la question de l'opium cessa de préoccuper les esprits.

La Chine cependant, ne se lassa pas de poursuivre, contre l'abus de l'opium, la lutte qu'elle menait depuis deux siècles. En 1917, une Commission d'experts anglo-hindoue et chinoise, chargée d'étudier la situation, arriva à la conclusion que la preuve d'une abolition totale de la culture du pavot et de la production de l'opium en Chine, exigée par l'arrangement de 1911, *était faite*.

Sur le vu de ce rapport, le Gouvernement anglo-hindou décréta formellement la prohibition d'exporter l'opium de l'Inde à destination de la Chine.

Mais après la cessation des importations d'opium hindou, la culture du pavot reprit en Chine.

L'autorité du Gouvernement central, battue en brèche par la révolution et les guerres civiles, tend à s'affaiblir de plus en plus. Le pouvoir passe aux Gouverneurs provinciaux qui, pour se procurer de l'argent, favorisent la culture du pavot.

A cette production locale qui s'accroît sans cesse, vient s'ajouter l'apport énorme du commerce de contrebande.





## TROISIÈME PARTIE

### Le trafic des stupéfiants et la Société des Nations

L'issue de la Grande Guerre permit aux Puissances victorieuses d'obliger tous les Etats signataires des Traités de paix à ratifier la Convention de La Haye (1).

L'article 23 du Traité de Versailles spécifie, d'autre part, que le mandat de contrôler les mesures d'application de la Convention de La Haye sera, dorénavant, confié à la Société des Nations, « sous la réserve des dispositions des Conventions internationales actuellement existantes ». Cette réserve devait simplement ménager les susceptibilités du Gouvernement des Pays-Bas qui, jusqu'alors, avait assumé ce contrôle (2).

(1) Traités de Versailles (art. 295), de St Germain (art. 247) de Trianon (art. 230), de Neuilly (art. 174), de Sèvres (art. 280).

(2) Le Gouvernement des Pays-Bas se désista spontanément de ce rôle en faveur de la Société des Nations (1<sup>re</sup> Assemblée 1920, séances

Dès sa première Assemblée, en 1920, la Société des Nations formula la résolution suivante :

« L'article 23 du Pacte confie à la Société des Nations la mission de contrôler l'exécution des mesures prises au sujet du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles; en conséquence l'Assemblée est d'accord avec le Gouvernement des Pays-Bas pour juger préférable de laisser la Société des Nations assumer les responsabilités qui, aux termes de la Convention sur l'opium, incombent au Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne les renseignements à recueillir et les différends à régler ».

Dans la même Assemblée fut décidée la création d'une *Commission consultative de l'Opium*, en vue d'assurer... « la collaboration la plus étroite entre les nations et de donner au Conseil le bénéfice de ses avis ».

L'Assemblée plénière décida, en outre, que les représentants des nations les plus spécialement intéressées, en particulier, la Hollande, la Grande-Bretagne, la France, l'Inde, la Chine, le Japon, le Siam et le Portugal, auraient un siège à la Commission consultative de l'opium (1).

Plus tard, un siège a été attribué à l'Allemagne.

plénières I p. 538).

D'autre part, l'article 24 du Pacte des Nations, prévoit, à côté de tous les autres Bureaux internationaux et Commissions... l'installation d'une Commission d'exécution de la Convention de la Haye.

(1) C. R. 1920 ; I, page 538.

Depuis 1923, une délégation des Etats-Unis d'Amérique prend part aux séances de la Commission, sans engagement, quant au caractère et à la durée de cette participation.

## CHAPITRE PREMIER

### LA COMMISSION CONSULTATIVE DU TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

La Convention de La Haye a été décrétée mise en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1921 (1).

(1) En juin 1923, la Convention se trouve en présence de la situation suivante : Quarante Etats, Membres de la Société des Nations ont mis en vigueur la Convention internationale sur l'opium. Ce sont : l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la République de Cuba, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, la République de Haïti, la Hollande, le Honduras, la Hongrie, les Indes, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la République de San Salvador, le Royaume Serbe-Croate-Slovène, le Siam, la Suède, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay et le Venezuela.

Neuf Etats membres ont signé cette convention ou y ont adhéré, sans toutefois la ratifier. Ce sont : l'Argentine, la Colombie, la République de Costa-Rica, l'Esthonie, la Lettonie, le Paraguay, la Perse, la Suisse. Le Chili et la République de San Salvador ont signé et ratifié la convention, mais n'ont pas signé le Protocole rendant cette convention exécutoire.

Parmi les Etats non membres de la Société des Nations, l'Allemagne,

La Commission de l'opium et le Conseil de la Société des Nations eurent deux préoccupations essentielles.

La première fut de donner à la Convention un caractère universel et d'attirer dans son sein les Etats qui n'étaient pas liés par la signature des Traités de paix.

La seconde préoccupation de la Commission et de la Société des Nations — et c'est pour répondre à cette préoccupation que fut créée la Commission consultative — fut de protéger les intérêts des Puissances intéressées au libre développement du trafic de l'opium, dans l'application des modalités de la Convention et dans le renforcement éventuel de ces obligations.

La lecture du Rapport au Conseil de la Grande Commission de l'Assemblée de 1921 (séance des Commissions

les Etats-Unis et la Ville libre de Dantzig sont parties à la convention ; la République de Saint-Domingue, l'Equateur, le Mexique, la principauté de Monaco et la Russie l'ont signée, mais ne l'ont pas mise à exécution ; l'Abyssinie, l'Afghanistan, la principauté de Lichtenstein et la Turquie ne l'ont pas signée. (Résumé mensuel, Société des Nations, vol. III n° 3, mars 1923, p. 68 et Société des Nations O.C. 144, 1923, p. 8).

Notons que les deux producteurs d'opium ; la Perse et la Turquie, n'ont pas adhéré à la Convention. La Perse a bien signé la Convention, mais a déclaré (Société des Nations, III<sup>e</sup> Assemblée, 1922, proc. verb. V<sup>e</sup> Commission, p. 10) ne pouvoir ratifier tant que ses voisins : la Turquie, l'Afghanistan, le Turkestan et Buchara ne ratifieraient pas en même temps. La Turquie, à qui le Traité de Sèvres imposa la ratification, s'est dégagée de cet engagement en ne ratifiant pas le traité de paix. Au cours des débats de la paix de Lausanne (1922-1923) la Turquie parut disposée à adhérer à la Convention et un engagement général de ce genre a été inscrit dans le Traité de Lausanne.

1921, II, p. 407], ne laisse subsister aucun doute à cet égard :

« ... En effet, il ne faut pas oublier, dit le Rapporteur, que le problème n'est pas seulement d'ordre humanitaire. Des intérêts immenses, et souvent divergents, sont engagés dans le trafic de l'opium ; il serait puéril de négliger ce facteur ; il faut, au contraire, en tenir compte, car c'est seulement en se plaçant sur le terrain de la réalité qu'on fera œuvre utile et solide ». Et ainsi, sur l'intervention énergique du Gouvernement de la Grande-Bretagne, la Société des Nations déclare « légitime » l'usage abusif de l'opium.

« Le Gouvernement anglais, a bien une perception très nette des dangers et des dommages causés par l'abus de l'opium et des opiacés. Dans la mère-patrie, au Canada, en Australie et dans l'Afrique du Sud, il a manifesté sa volonté de lutter contre ces dangers et a montré qu'il était en mesure de le faire. Mais tout autre est son attitude vis-à-vis de l'opiomanie aux Indes et de l'exportation de l'opium anglo-hindou : « L'Inde « est une contrée pauvre et ne peut songer à partager « les raffinements éthiques des philanthropes anglais « entourés de confort (Sawtelle, *Actual India*, 1904) (1) ».

Le Conseil de la Société des Nations avait bien exprimé, dans ses projets de résolutions, du 28 juin 1921, « un désir universel de limiter la production de l'opium

(1) *La Convention internationale de l'opium*, p. 45, oct. 1923, Bâle.



aux besoins strictement médicaux et scientifiques ». Mais en conformité des vœux exprimés par la cinquième Commission, l'Assemblée de 1921, demanda au Conseil « que le mot *strictement* fut supprimé et que les mots *médicaux* et *scientifiques* fussent remplacés par le mot *légitime* ».

M. S. G. Porter jugea ainsi cette décision :

« Cette action perfide accomplie par l'Assemblée de la Société des Nations, en légitimant et encourageant, pour une raison de revenus, le trafic de l'opium, détruit tout espoir de porter remède à ce fléau international par le canal de la Société des Nations (1) ».

Dans son rapport au Conseil du 1<sup>er</sup> juin 1922 (p. 17), la Commission expose que les Puissances contractantes sont assez unanimes à estimer qu'une prohibition de l'usage abusif de l'opium serait en tout état de cause impossible : « En ce qui concerne la politique à suivre, dit le rapport, la plupart des Gouvernements des pays, où il existe une consommation d'opium considérable, sont d'accord pour reconnaître qu'il est impossible à l'heure actuelle de supprimer complètement l'habitude de fumer l'opium. Pour approuver cette conclusion, ils donnent diverses raisons : si les Chinois ne peuvent obtenir de l'opium par des moyens licites, ils s'en procureront par d'autres moyens. Pour réprimer la contre-

(1) Remarks of the Hon. Steph. G. Porter, of Pennsylvania, chairman, Committee on Foreign Affairs, on the House of Representatives. fév. 26, 1923, p. 17.

bande et faire respecter l'interdiction absolue de fumer, une armée de policiers serait nécessaire ; il en résulterait des frais considérables et, comme le dit le Gouvernement indien, *cela ouvrirait la porte au chantage, à l'espionnage et à une intrusion absolument intolérable dans la vie privée de la population*. Si des mesures trop strictes étaient appliquées pour restreindre les quantités d'opium fournies, il en résulterait une augmentation de la consommation d'alcool, de morphine et de cocaïne, produits moins volumineux qui seraient plus facilement introduits en contrebande et dont la consommation aurait des résultats encore plus néfastes. Pour ces raisons et pour d'autres raisons analogues, ces Gouvernements estiment que la seule politique praticable est celle qui consiste à réglementer la consommation et à limiter les abus, dans la mesure du possible, aussi longtemps du moins, que le pavot continuera à être cultivé en proportion considérable et qu'il sera possible de se procurer de l'opium ».

Le Président de la Commission médicale de l'Inde est allé plus loin encore.

« En Inde, dit-il, on prend de l'opium comme ailleurs du thé ou du tabac. L'opium constitue un stimulant pour l'ouvrier astreint à de gros travaux, pour les soldats qui ont à faire de longues marches et même pour les animaux. Son usage peut avoir de fâcheuses conséquences dans la jeunesse, mais non après 40 ans,

après que l'énergie décline. Il n'a pas, comme la cocaïne, d'effet sur la criminalité ».

Mais si on rejetait ainsi dans l'ombre le but primordial de la Convention, c'est-à-dire la lutte contre l'abus de l'opium ; par contre on s'appliquait à éclairer d'un jour puissant les dangers de l'abus des autres drogues stupéifiantes, et à montrer la nécessité de mener, contre cet abus, une lutte sans merci.

La Convention de la Haye concerne, en effet, outre l'opium : la morphine et la diacéylmorphine, la cocaïne, les produits pharmaceutiques renfermant plus de 0.2 % de morphine ou plus de 0.1 % d'héroïne ou de cocaïne, enfin, les autres dérivés de la morphine et de la cocaïne et les autres alcaloïdes de l'opium qui, d'après les données scientifiques admises, peuvent conduire aux mêmes abus.

La délégation française soumit une liste de drogues dangereuses très complète. Mais elle était vraiment trop complète, et la Commission aurait dépassé les limites de sa compétence, si elle l'eût adoptée.

La Commission consultative de l'opium se réunit, la première fois, à Genève, le 2 mai 1921, sous la présidence de M. W. G. van Wettum (Pays-Bas). Elle a fourni un travail considérable. Au cours de six sessions très laborieuses, elle a étudié de nombreuses propositions ; elle a groupé une abondante documentation ; elle a enfin élaboré un programme complet qui a servi

de base aux travaux de la quatrième Conférence de l'opium.

La 5<sup>e</sup> Assemblée de la Société des Nations lui en témoigna sa satisfaction en adoptant, sur le rapport de la cinquième Commission, les résolutions suivantes (20 septembre 1924) :

« I. — L'Assemblée exprime sa vive satisfaction des travaux accomplis par la Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles ; elle adopte son rapport ainsi que les résolutions qui y figurent... »

Une des premières recommandations de la Commission fut : « Que le Conseil use de toute son influence auprès des Etats membres de la Société des Nations pour obtenir que ceux qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention le fassent le plus tôt possible ».

La tâche principale de la Commission consistait à recueillir, dans tous les Etats qui sont parties à la Convention, les renseignements nécessaires pour lui permettre d'élaborer un rapport sur les mesures prises par les Gouvernements, pour appliquer les obligations de la Convention et, aussi, sur la production et la consommation des produits dont traite la Convention.

A cet effet, un projet de questionnaire fut rédigé et adressé aux gouvernements de tous les pays. On vota également la résolution suivante :

« La Commission convient de recommander... Que le Conseil étudie la possibilité d'une enquête sous les auspices de l'organisation internationale d'hygiène de

la Société des Nations ou de toute autre organisation pour déterminer, approximativement, la quantité moyenne de drogues mentionnées au Chapitre III de la Convention, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les divers pays », en vue de faciliter l'exécution des clauses de la Convention qui chargent les différents Gouvernements de restreindre, aux besoins de la médecine et autres besoins légitimes, les drogues auxquelles s'applique le Chapitre III.

Une des difficultés qu'éprouvent les Etats signataires de la Convention à s'acquitter de leurs obligations de limiter l'usage des stupéfiants à des besoins médicaux et autres besoins légitimes, provient du manque de renseignements sur les besoins réels et légitimes des différents pays.

« Tant qu'il se fabriquera des stupéfiants en quantités supérieures aux besoins légitimes, est-il dit dans le rapport de la Commission, il subsistera un danger sérieux, quelles que soient les mesures de contrôle que l'on puisse mettre en vigueur, de voir le surplus s'écouler par des voies illégitimes ».

En ce qui concerne l'opium brut, l'Assemblée, dans sa 2<sup>e</sup> session, avait adopté la résolution suivante :

« ..... Qu'étant donné l'intérêt témoigné par le monde à l'attitude de la Société à l'égard de la question de l'opium et le désir universel de limiter la production de l'opium aux besoins légitimes, la Commission con-

sultative du trafic de l'opium, soit invitée à étudier, au cours de sa prochaine session, la possibilité de procéder à une enquête, afin de déterminer la quantité moyenne d'opium brut pour les besoins légitimes dans les différents pays ».

Après examen de cette question, la Commission s'exprimant par l'organe de son rapporteur, reconnaît « éprouver quelque difficulté à proposer une méthode qui permette d'obtenir, à l'heure actuelle, des données sérieuses. Dans les pays occidentaux, la quantité d'opium brut, nécessaire aux besoins légitimes, dépend principalement de la quantité d'opium médicinal et des dérivés de l'opium utilisés en médecine ; or, il n'a pas été possible d'arriver, jusqu'ici, à des conclusions précises à cet égard.

« Les quantités nécessaires à des besoins semi-médicinaux, pour la population de certains pays d'Orient, besoins reconnus légitimes par la 5<sup>e</sup> Commission de l'Assemblée, pourraient être indiqués, en ce qui concerne l'Inde, mais il n'existe aucun moyen de déterminer les quantités consommées de cette manière dans les autres pays, en Perse, par exemple ».

La Commission proposa donc que, comme première étape, chaque Gouvernement fut invité à fournir le chiffre des quantités d'opium qu'il estime nécessaires pour tous les besoins de la consommation intérieure du pays et celle de ses dépendances.



**Système des certificats d'importation.** — Ce système a été recommandé par la Commission comme le moyen le plus efficace de permettre aux Etats de remplir les obligations qui leur incombent aux termes de la Convention, au point de vue du contrôle des importations et des exportations.

D'après ce système, l'importateur de stupéfiants doit être muni, pour toute quantité importée, d'un certificat délivré par son Gouvernement, déclarant que ledit Gouvernement approuve l'importation, et que les produits importés sont destinés à des besoins médicaux ou scientifiques (ou bien, dans le cas d'opium brut, à des besoins légitimes).

« Le contrôle du commerce d'importation et d'exportation des stupéfiants, dit une note du Secrétaire général, constitue une des parties les plus importantes du régime établi par la Convention Internationale de l'opium pour la prévention de l'abus des drogues dangereuses...

« Le commerce d'importation et d'exportation ne pourra être efficacement contrôlé que s'il existe une coopération entre tous les pays intéressés... Il est désirable que tous ces pays adoptent le système des certificats d'importation et le mettent en vigueur dans le plus bref délai possible ».

**La culture du pavot en Chine.** — L'attention de la Commission a été retenue par la situation nouvelle

que crée, en Chine, la reprise de la culture du pavot. Sur la proposition de Sir John Jordan, elle a recommandé que les Puissances ayant des traités avec la Chine fussent invitées à donner à leurs représentants consulaires dans les provinces, sous réserve du consentement du gouvernement central, les instructions nécessaires pour adresser des représentations énergiques aux Gouverneurs provinciaux qui étaient principalement responsables de la reprise de cette culture.

Au Conseil de l'Assemblée, lorsque cette question fut traitée, le représentant de la Chine déclara que le Gouvernement chinois avait décidé de nommer des commissaires spéciaux, chargés d'enquêter sur la situation dans les provinces intéressées.

Le représentant de la Chine à la Commission consultative a donné un sommaire des rapports de ces commissaires. L'impression qui s'en dégage est « qu'il n'y a pas eu de reprise de la culture du pavot, sauf dans une proportion très minime, et, dans les cas isolés où cette culture avait été reprise, elle a été immédiatement réprimée. »

Cependant le Livre Bleu, publié par le Gouvernement de la Grande-Bretagne, (1921) contient des preuves nombreuses de la reprise de la culture dans beaucoup de provinces. D'autres preuves se trouvent également dans le rapport des douanes maritimes chinoises, pour l'année 1920.

Aussi la Commission estima-t-elle qu'il était impossible

de concilier les rapports extrêmement favorables des commissaires chinois et l'état de choses révélé par les publications mentionnées.

La résolution qui fut votée met en doute « la valeur et la sincérité des rapports des commissaires ».

Toutefois, la Commission « se plaint à reconnaître les efforts qui ont été faits par les autorités, dans certaines provinces, en vue de la suppression de l'opium ; mais regrette d'avoir à constater qu'il se produit en Chine une recrudescence considérable de la culture et de l'usage de l'opium.

« En outre, la Commission constate que la responsabilité de cette recrudescence retombe principalement, sinon entièrement, sur les Gouverneurs militaires des provinces intéressées et que, dans la situation politique actuelle, la pression de l'opinion publique est probablement la seule force qu'il soit possible d'utiliser pour remédier à un état de choses qui constitue une violation des engagements pris par la Chine dans les traités conclus, et qui est incompatible avec les obligations qu'elle a assumées en sa qualité de membre de la Société des Nations ».

Le représentant de la Chine à la Commission s'est élevé énergiquement contre l'idée de charger les représentants consulaires des Gouvernements signataires des Traités avec la Chine, de faire aux Gouverneurs militaires des représentations dans le sens indiqué par la recommandation adoptée par la Commission dans

une précédente session. Il a également protesté contre toute idée d'enquête semblable à celle de la Commission anglo-chinoise de 1917 et a soumis à la Commission la contre-proposition suivante :

« La Société des Nations prie le Gouvernement chinois de procéder à une enquête plus complète que celle de l'an passé, sur la culture du pavot en Chine, afin de pouvoir soumettre à la Société des Nations cette année et les années suivantes, des rapports plus dignes de foi : la Commission, chargée de faire une enquête dans les provinces, devrait comprendre, outre les fonctionnaires nommés par le Gouvernement chinois, des représentants d'organisations, telles que les Chambres de Commerce, les Sociétés d'éducation et d'autres Corps particulièrement intéressés à la suppression de l'opium, qui visiteraient toutes les provinces où on signale des cultures de pavot ».

La Commission a adopté une résolution conforme à la proposition du représentant chinois, avec l'addition suivante :

« La Commission... adresse au Gouvernement chinois la recommandation instante d'inviter des représentants de la Société des Nations à accompagner les commissions dans leur enquête.

« Elle désire également faire observer qu'une enquête ne pourra avoir de résultats que si elle est faite au cours de la saison pendant laquelle le pavot est en fleurs, et elle prie le Gouvernement chinois

de bien vouloir prendre ses dispositions en conséquence ».

**La contrebande de la morphine en Extrême-Orient.**

— Il est indéniable, que d'énormes quantités de morphine ont été introduites frauduleusement en Chine et que ses ravages sont surtout considérables dans les provinces de la Chine septentrionale.

La Commission est fermement convaincue que cette question est une de celles qui réclame l'emploi des moyens les plus énergiques et les plus radicaux.

La tâche de la Commission s'est trouvée facilitée par la documentation très abondante fournie par le Gouvernement japonais. Celui-ci convient de l'existence d'une contrebande entre le Japon et la Chine septentrionale, sans qu'il puisse en préciser l'étendue, étant donné qu'avant 1921, il n'existait aucun règlement sur l'importation, l'exportation ou la production de cette drogue. Il déclare qu'il a l'intention de faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce illicite.

Les chiffres fournis par le Gouvernement japonais, dans sa réponse au questionnaire, montrent clairement que le Japon importe, depuis plusieurs années, des quantités de morphine très supérieures aux besoins légitimes normaux du pays. Le tableau ci-dessous précise les quantités importées ou fabriquées au cours des onze dernières années (en livres anglaises).

| ANNÉES | IMPORTATION | FABRICATION |         |
|--------|-------------|-------------|---------|
|        |             | JAPON       | FORMOSE |
| 1910   | 1.357       | —           | —       |
| 1911   | 1.830       | —           | —       |
| 1912   | 2.013       | —           | —       |
| 1913   | 5.695       | —           | —       |
| 1914   | 11.295      | —           | —       |
| 1915   | 22.407      | 100         | 1.290   |
| 1916   | 37.131      | 600         | 6.340   |
| 1917   | 37.294      | 1.190       | 6.518   |
| 1918   | 10.229      | 2.134       | 4.450   |
| 1919   | 25.566      | 4.820       | 3.101   |
| 1920   | 48.680      | 7.833       | 8 018   |

La conclusion de la Commission est « qu'une grande partie de cette morphine a dû prendre le chemin de la Chine ».

« La Commission pense qu'il conviendrait de réaliser une coopération intime entre les fonctionnaires des douanes chinoises et les autorités japonaises, de façon qu'il fut possible, chaque fois que l'on saisit de la morphine venant du Japon, de remonter au point de départ et de permettre au Gouvernement japonais de prendre les mesures qui s'imposent ».

**Intervention de la délégation des Etats-Unis d'Amérique.** — La session de mai-juin 1923 a été particulièrement intéressante, en raison des proportions



qui ont été soumises par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, et des conclusions auxquelles la Commission a abouti, en vue de l'établissement d'un plan d'action pratique.

Dès l'ouverture de la session, la délégation des Etats-Unis a présenté les deux propositions suivantes :

« I. — Si l'on veut atteindre, conformément à son esprit et à sa véritable portée, le but que se propose la convention de la Haye sur l'opium, il faut que l'usage des produits opiacés, pour des fins autres que des fins médicales et scientifiques, soit reconnu comme un usage non légitime.

« II. — Pour éviter l'abus de ces produits, il est nécessaire d'exercer le contrôle de la production de l'opium brut, de manière qu'il n'y ait pas d'excédent disponible pour des fins qui ne sont ni médicales ni scientifiques ».

Après de longues discussions, la Commission a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« La Commission consultative de l'opium accepte et recommande à la Société des Nations les propositions des délégués des Etats-Unis, reconnaissant qu'elles expriment les principes généraux dont les gouvernements devraient s'inspirer pour traiter la question de l'abus des drogues nuisibles et sur lesquels, en fait, repose la Convention internationale de 1912, en tenant compte des réserves suivantes présentées par les délégués des Gouvernements de la France, de l'Alle-

magne, de la Grande-Bretagne, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal et du Siam :

« L'usage de l'opium préparé et la production, l'exportation et l'importation de l'opium brut à cette fin, sont légitimes, tant que cet usage est conforme et soumis aux dispositions du Chapitre II de la Convention ».

La Commission signale au Conseil l'opportunité d'inviter :

« a) les Gouvernements des Etats dans lesquels la morphine, l'héroïne, la cocaïne et leurs sels respectifs sont fabriqués, et les Gouvernements des Etats dans lesquels l'opium brut ou la feuille de coca sont produits pour être exportés en vue de cette fabrication.

« b) les Gouvernements possédant des territoires dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement maintenu, conformément aux dispositions du Chapitre II de la Convention, et le Gouvernement de la République chinoise ;

« à se mettre immédiatement en rapport les uns avec les autres, pour examiner si, afin d'assurer l'application la plus complète possible de la Convention de 1912, ils ne pourraient pas, dès maintenant, aboutir entre eux à des accords :

« α) sur la limitation des quantités de morphine, d'héroïne et de cocaïne et de leurs sels respectifs qui pourront être manufacturés, ainsi que des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui pourront être importées à cet effet et pour d'autres fins médicales et

scientifiques, et sur la limitation aux quantités nécessaires, pour ces besoins médicaux et scientifiques, de la production de l'opium brut, et de la feuille de coca, destinées à être exportées. Cette dernière limitation ne doit être considérée comme s'appliquant à la production et à l'exportation de l'opium brut destiné à être fumé dans les territoires où cet usage est temporairement maintenu, conformément aux dispositions du Chapitre II de la Convention ;

« β) sur la réduction de la quantité d'opium brut qui pourra être importé pour être fumé dans les territoires où cet usage est temporairement maintenu, et sur les mesures qui doivent être prises par le Gouvernement de la République chinoise pour aboutir à la suppression de la production et de l'usage illégaux de l'opium en Chine ».

**Application de la Partie II de la Convention dans les territoires des Puissances Européennes et autres pays de l'Extrême-Orient.** — La Commission consultative a discuté en détail la question de l'usage de l'opium préparé, et examiné les chiffres de la consommation dans les territoires des Puissances européennes et autres pays d'Extrême-Orient. Elle a abouti à la conclusion que la situation générale actuelle ne permet pas de constater une réduction progressive de l'usage de l'opium préparé, stipulée dans le Chapitre II de la Convention. Elle a adopté, par six voix contre une

abstention, la résolution suivante, proposée par le représentant de la Grande-Bretagne :

« La Commission consultative, étant donné l'abondance des renseignements détaillés actuellement disponibles, recommande au Conseil d'inviter les Puissances, ayant en Extrême-Orient des territoires où l'usage de l'opium à fumer est temporairement maintenu, en vertu du Chapitre II de la Convention de l'opium, à entrer immédiatement en négociations, en convoquant une Conférence spéciale des représentants des Gouvernements intéressés, ou par tout autre moyen, en vue d'examiner les mesures à prendre, afin d'assurer une application plus rigoureuse du Chapitre II de la Convention et d'aboutir à une réduction de la quantité d'opium utilisée. Cette conférence examinerait également si, en s'inspirant des dispositions indiquées ci-dessous ou d'autres propositions, un accord ou une entente ne pourrait pas être conclu, dès maintenant, en vue d'adopter une politique uniforme dans ce domaine :

« I. — Le système des fermes sera supprimé là où il est encore en vigueur ; le commerce de l'opium sera transformé en un monopole d'Etat, dépendant entièrement du Gouvernement.

. . . . .

« III. — Une limite maxima uniforme sera fixée pour la quantité d'opium préparé mise en vente, en vue de la consommation ; cette quantité sera calculée

d'après le nombre des adultes mâles de la population chinoise, soit x taëls pour 10.000 Chinois adultes mâles, vivant sur le territoire ; les importations annuelles d'opium brut seront limitées à la quantité nécessaire à la consommation ainsi calculée.

.....  
« VI. — Les Puissances intéressées, c'est-à-dire, les Puissances ayant des territoires en Extrême-Orient où la consommation d'opium préparé est encore autorisée, devront conclure un accord entre elles, afin d'appliquer les mesures qui précèdent, de manière à mettre en exécution le Chapitre II de la Convention. »

**Limitation de la fabrication de la morphine, d'autres dérivés de l'opium et de la cocaïne.** — Nous avons vu que l'étude de cette question a montré qu'il existait au Japon un stock considérable de morphine et autres dérivés de l'opium.

Le représentant du Japon a signalé à la Commission que des lois récentes ont été promulguées par le Gouvernement japonais, en vue de restreindre l'importation et l'exportation de ces drogues et d'en contrôler la fabrication.

La documentation que la Commission a en main — vingt et un gouvernements avaient à cette date transmis au Secrétariat une évaluation approximative de leurs besoins annuels pour la consommation intérieure — lui permet de recommander aux Gouvernements

des pays producteurs de morphine, d'héroïne et de cocaïne d'entrer en rapport les uns avec les autres, en vue d'arriver à un accord général.

En ce qui concerne l'héroïne, la Commission consultative, sur la proposition du délégué du Portugal, a décidé de recommander au Conseil une résolution tendant à demander aux Gouvernements de transmettre leurs vues sur la possibilité d'une suppression totale de la fabrication de l'héroïne, ou bien d'une limitation stricte de cette fabrication.

La Commission a constaté avec satisfaction que vingt Etats avaient accepté et mis en vigueur le système des certificats d'importation et d'exportation, et que treize autres en avaient accepté le principe.

**Aggravation des pénalités.** — Le délégué français a informé la Commission que le Gouvernement français attache une importance particulière à la question de l'aggravation des peines applicables au trafic illicite des stupéfiants. Il montre l'intérêt qu'il y aurait à prévoir une peine d'emprisonnement et, si possible, d'interdiction de séjour.

La Commission adopte la résolution suivante :

« La Commission consultative, considérant que le fait de frapper de peines très sévères les personnes qui se livrent au trafic illicite des stupéfiants est l'un des meilleurs moyens d'empêcher la propagation de ce trafic, recommande l'aggravation des pénalités dans



certaines pays, la prévision de la peine de prison et, si possible l'interdiction de séjour, une très rigoureuse application des pénalités prévues et l'introduction de clauses visant la punition d'infractions commises à l'étranger ».

**Session d'août 1924 (du 4 au 14).** — Cette session fut féconde en résolutions et permit à la Commission d'établir un programme défini, devant servir de base aux travaux de la seconde Conférence de Genève (1). Ce programme se trouve tout entier dans l'Annexe I au Rapport que la Commission a adressé au Conseil.

La première section de cette Annexe se préoccupe des moyens à employer pour connaître et contrôler l'état normal des besoins légitimes en stupéfiants de chaque Etat.

*Article 1<sup>er</sup>.* — Tous les pays fourniront une estimation des quantités à importer annuellement pour les usages médicaux et scientifiques, en ce qui concerne la consommation intérieure, la fabrication ou le commerce des produits suivants :

a) Opium brut.

b) Feuilles de coca. ●

(1) Sur l'invitation du Conseil de la Société des Nations, (session décembre 1923), la Commission nomma un Comité préparatoire « qui fut chargé d'élaborer un projet de programme pour la seconde et la plus importante des deux conférences qui doivent se tenir à Genève. » C. 348 M. 119, 1924. XI.

c) Morphine, ses sels et préparations contenant de la morphine.

d) Héroïne, ses sels et préparations contenant de l'héroïne.

e) Cocaïne, ses sels et préparations contenant de la cocaïne.

Chaque Gouvernement devra s'engager à n'autoriser l'importation de ces substances, en quantités supérieures à celles spécifiées dans l'estimation fournie par lui, sous réserve des dérogations prévues au Chapitre II de la Convention de la Haye (Opium préparé).

Un comité central permanent sera chargé de l'application et du contrôle de ces dispositions.

SECTION II. — Les dispositions de la Convention de la Haye de 1912 seront amendées comme suit :

L'article 2 sera rendu applicable aux feuilles de coca.

L'article 2 bis, à ajouter à la Convention, concerne les certificats d'importation et l'article 3 (remplaçant l'ancien article 3) s'occupe des licences d'exportation.

L'article 5 sera supprimé.

La définition de la cocaïne au chapitre III, sera modifiée comme suit :

« Par cocaïne on entend le principal alcaloïde des feuilles de l'*Erythroxylon Coca* ayant la formule  $C^{17}H^{21}NO^4$ , qu'il soit extrait des feuilles de l'*Erythroxylon Coca* ou produit par synthèse chimique (L'ecgonine doit-elle également être comprise ?) »

A l'article 10, les mots « Les Puissances contrac-

tantes s'efforceront de contrôler ou de faire contrôler » seront remplacés par les mots « *Les Parties contractantes contrôleront* » et les mots « Les Puissances contractantes s'efforceront d'adopter ou de faire adopter » seront remplacés par les mots « *les Parties contractantes adopteront.* »

Les articles de cette section tendent à organiser le contrôle des importations et des exportations par le système des licences.

SECTION III. — La Conférence formule les recommandations suivantes :

I. — Chaque Gouvernement devrait interdire, à toute personne soumise à sa juridiction, de provoquer ou d'aider à commettre, dans un endroit non soumis à la juridiction dudit pays, une infraction quelconque contre les lois en vigueur dans cet endroit, concernant le contrôle ou la réglementation de la fabrication, de la vente, de l'usage, de l'exportation ou de l'importation de l'une quelconque des substances visées par la Convention, telle qu'elle a été amendée par le présent accord, et toute personne violant sciemment une prohibition de ce genre devrait être frappée d'une peine.

2. Chaque Gouvernement devrait interdire le transport, par navire portant son pavillon, de tout envoi de l'une des substances visées par la Convention, telle qu'elle a été amendée par le présent accord :

a) A moins qu'une licence d'exportation n'ait été délivrée pour cet envoi, conformément aux dispositions

de la Convention, telle qu'elle a été amendée, et que l'envoi ne soit accompagné d'une copie officielle de cette licence.

b) A toute destination autre que celle indiquée dans la licence.

L'œuvre de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles peut se résumer ainsi :

1<sup>o</sup> Elle a fait toutes les démarches possibles en vue d'obtenir l'adhésion de tous les pays à la Convention de 1912 ; 2<sup>o</sup> elle a procédé à une enquête sur les besoins du monde en stupéfiants manufacturés, destinés aux usages médicaux et scientifiques, en vue d'aboutir à la limitation de la production de ces stupéfiants ; 3<sup>o</sup> elle a recommandé le système des certificats d'importation, en organisant un échange de renseignements entre les Etats sur le trafic illicite des stupéfiants ; d'autres mesures ont été aussi recommandées par elle, pour obtenir la collaboration de tous les pays en vue de la suppression de ce trafic ; 4<sup>o</sup> elle a invité les Puissances qui ont des territoires en Extrême-Orient, à vérifier leurs besoins en opium, et à présenter des propositions en vue d'une enquête du Gouvernement chinois sur la situation en Chine, pour assurer une application plus rigoureuse du Chapitre II de la Convention, et résoudre le problème de l'usage de l'opium préparé en Extrême-Orient ; 5<sup>o</sup> elle a enfin recueilli et publié des renseignements sur les mesures prises

pour donner effet à la Convention et, d'une manière générale, sur l'attitude de tous les pays à l'égard de ce trafic, pour assurer l'exécution de la Convention.

**Rôle joué par la délégation des Etats-Unis. —**

« Les Conférences de la Haye et les premières sessions de la Commission consultative de l'opium de la Société des Nations avaient abouti à l'entente tacite de régler la fabrication et le commerce des produits que l'industrie chimique retire de l'opium, et de ne pas toucher aux centres asiatiques de production d'opium et à leurs marchés.

« Aussi, lorsque les Etats-Unis ouvrirent subitement la discussion en remettant à sa place, c'est-à-dire au premier plan, le problème asiatique de l'opium, ce fut comme l'apparition d'un diable dans un bénitier (1). »

Dès leur admission à la session de janvier 1923 de la Commission consultative, les délégués des Etats-Unis demandèrent en effet, de soumettre à une révision l'interprétation du mot « légitime » appliqué à l'opium et de ne considérer, à l'avenir comme légitime, que *l'usage médical et scientifique*.

Le délégué de l'Inde protesta avec indignation. Mais, dès la session suivante, M. Porter déposa deux propositions dont l'acceptation, dit-il, par la Société des Nations, lèvera les doutes sur la valeur et le sens réel de la Convention de la Haye :

(1) *La Convention internationale de l'opium*, p. 57. Bâle 1923, *Loc. cit.*

« 1<sup>o</sup> Il faut que l'usage des opiacés, pour des fins autres que des fins médicales, soit reconnu comme un abus et comme un usage non légitime.

« 2<sup>o</sup> Pour éviter les abus de ces produits, il est nécessaire d'exercer le contrôle de la production de l'opium brut, de manière à ce qu'il n'y ait pas d'excédent disponible pour des fins qui ne sont ni médicales ni scientifiques ».

Le délégué de l'Inde s'efforça de réfuter l'argumentation très serrée du délégué américain.

Sir Malcolm Delevingne (Grande-Bretagne) se tint, pendant toute la discussion, derrière le représentant du gouvernement hindou.

Quant au délégué de la France, il se prononça résolument contre toute limitation internationale de la culture du pavot et de la production de l'opium brut.

Finalement, on vota les propositions dont nous avons parlé plus haut. Elles sont déclarées, en principe, d'accord avec les propositions de la délégation des Etats-Unis ; mais en même temps, elles admettent la légitimité de l'emploi de l'opium préparé dans les limites prévues au Chapitre II de la Convention de la Haye, ainsi que la fabrication et l'exportation de l'opium brut destiné à cet usage (Résolution I).

D'autre part, la limitation recommandée dans la Résolution IV ne doit pas être étendue à la production et à l'exportation de l'opium brut, à destination des contrées dans lesquelles cet usage est temporairement



toléré par le Chapitre II de la Convention de la Haye.

« Le résultat de cette première phase de la lutte anglo-américaine est un compromis dans la forme mais en fait, une victoire très nette de l'Angleterre (1) ».

(1) *La Convention internationale de l'opium*, p. 60. Bâle 1923, *Loc. cit*

## CHAPITRE II

### LA QUATRIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'OPIUM.

Le 28 septembre 1923, l'Assemblée de la Société des Nations adoptait la proposition de convoquer à Genève une nouvelle conférence internationale de l'opium — *la quatrième* — dont les travaux s'étendraient à la *coca* et au *chanvre indien*.

Nous savons, par l'étude que nous avons faite des travaux préliminaires de la Commission consultative, combien vaste était son programme. Aussi la question se posait-elle vite de savoir si une conférence unique serait appelée à résoudre ces nombreux problèmes. C'était bien là l'avis de la Délégation française ; mais la Commission consultative décida de proposer la convocation de deux Conférences. La première s'occuperait de la partie concernant l'application du Chapitre II de la Convention de la Haye et de la préparation d'un Accord, en vue de favoriser, progressivement, et aussi rapidement que possible, la suppression de l'usage de

l'opium préparé dans « les Possessions ou Territoires d'Extrême-Orient des Puissances contractantes, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé ». Seules les nations intéressées à l'application du Chapitre II de la Convention de la Haye y seraient conviées. La deuxième, ouverte à toutes les nations, traiterait plus particulièrement des alcaloïdes et de leurs dérivés ou sels stupéfiants, ainsi que des matières extractives servant à leur fabrication.

La quatrième Conférence de l'opium avait, pour la guider dans son œuvre : a) les travaux de la Commission consultative, résumés sous forme de propositions ; b) le travail élaboré par le Comité préparatoire, nommé par la Commission consultative, qui l'avait chargé de rédiger un programme des travaux de la Conférence ; c) enfin, l'énorme dossier des enquêtes faites par les soins de la Commission consultative et par le Comité d'hygiène de la Société des Nations (1).

La seconde Conférence de Genève fut marquée par un incident regrettable : le retrait de la délégation des Etats-Unis d'Amérique — suivi du retrait de la délégation chinoise. Aussi, pour saisir — lorsque nous analyserons les travaux de cette Conférence —, le

(1) Tous ces documents sont publiés par les soins du Secrétariat général de la Société des Nations sous forme de rapports et de comptes-rendus. (Voir notre notice bibliographique).

vrai sens de certaines déclarations, pour apprécier la tournure des discussions et juger la portée de certains gestes, nous estimons qu'il importe, auparavant, de connaître quelle était la nature du mandat qu'avaient reçu les délégués des Etats-Unis, quelles instructions supérieures orientèrent le sens de leurs déterminations.

Nous lisons dans le Programme du Parti Républicain adopté à la Convention Nationale républicaine tenue à Cleveland, les 10-12 juin 1924 :

« L'œuvre de nos représentants en ce qui concerne les questions d'une importance universelle telle que... la production et la distribution des drogues narcotiques. démontre que nous pouvons effectivement faire notre part pour l'humanité et la civilisation, sans renoncer à notre liberté d'action nationale, ni la limiter, ni la restreindre ».

D'autre part, nous extrayons du Programme du Parti démocratique, adopté à la Convention nationale démocrate, tenue à New-York du 24 juin au 10 juillet 1924, la résolution suivante :

« Reconnaissant que l'habitude de l'usage des narcotiques, spécialement de l'héroïne, parmi la jeunesse, constitue un grave danger pour l'Amérique et pour la race humaine, nous nous engageons solennellement à prendre contre ce danger toutes les mesures légitimes en vue de l'éducation, du contrôle et de la suppression des narcotiques à l'intérieur, comme au-delà des mers ».

D'autre part, le Comité des Affaires Etrangères

(Chambres des Représentants) s'est réuni le 21 février 1924 en session exécutive, sous la présidence de l'Honor. Stephen G. Porter (Président du Comité), pour examiner la Résolution (n° 195) suivante : « Projet de loi autorisant les crédits pour la participation des Etats-Unis à deux Conférences internationales pour le Contrôle du Commerce des narcotiques.

« .... Attendu, dit cette Résolution, qu'à la suite des Conférences tenues en janvier, mai et septembre 1923 entre les représentants des Etats-Unis et les Gouvernements représentés par la Société des Nations, ces Gouvernements ont accepté l'interprétation américaine de la Convention de l'opium de la Haye... il fut décidé :

« 1° Si le but de la Convention de l'opium de la Haye doit être réalisé dans son essence et suivant les intentions réelles de la Convention, il y a lieu de reconnaître que l'emploi des produits d'opium pour tout autre usage que médicinal ou scientifique est un abus et constitue un acte illicite.

« 2° Afin de prévenir l'abus de ces produits, il y a lieu d'exercer le contrôle de la production de l'opium brut de façon qu'il n'en reste aucune quantité susceptible d'être employée pour un usage non médical ou non scientifique.

« Attendu qu'il fut de plus, décidé à ces Conférences que deux autres Conférences internationales devraient être convoquées pour la fin de l'année 1924, pour convenir d'un plan d'exécution dudit Traité suivant

les termes et l'interprétation ci-dessus, ne perdant pas de vue que la suppression graduelle du trafic et de l'usage de l'opium préparé, prévue au Chapitre II de la Convention n'est pas encore réalisée...

« Il est décidé par le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, que les crédits nécessaires... sont accordés, à condition que les représentants des Etats-Unis ne signent aucun accord ne remplissant pas les conditions nécessaires pour la suppression du trafic des drogues narcotiques, ainsi qu'il est indiqué plus haut (1) ».

Voici quelle était, sur ce projet, l'opinion de M. Charles E. Hugues, secrétaire d'Etat (2) :

« Ce projet a mon approbation la plus complète et j'estime que sa prompte adoption est nécessaire pour permettre à ce Gouvernement la poursuite de ses efforts, pour arriver à un accord international en ce qui concerne les restrictions qui doivent frapper la production et la distribution de l'opium et des feuilles de coca et de leurs dérivés... (3) »

Ainsi, l'Honor. Stephen G. Porter, Président du Comité des Affaires Etrangères avait jugé utile, avant de s'embarquer pour Genève, à la tête de la Délégation

(1) Ce projet a été adopté à l'unanimité par le Congrès.

(2) Lettre adressée par M. HUGUES à M. PORTER le 7 février 1924

(3) Consulter pour ces documents : Le trafic des narcotiques, House Document n° 380, Washington 1924.



*des Etats-Unis de se lier lui-même les mains en demandant au Congrès le vote d'un mandat impératif.*

#### A. — PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'OPIMUM DE GENÈVE.

Cette Conférence — dite de *l'opium préparé* (1) — s'est réunie, à Genève, le 2 novembre 1924. Elle fut présidée par M. van Wettum (Pays-Bas) et groupa les délégués de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon, de la Chine, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Inde et du Siam.

Son programme, élaboré par le Comité préparatoire de l'opium, comportait les travaux suivants :

a) Examen et étude de la situation actuelle, en ce qui concerne l'application, par les Puissances représentées à la Conférence, de la deuxième partie de la Convention internationale de l'opium de 1912, dans leurs territoires d'Extrême-Orient et examen des difficultés que ces puissances ont rencontrées, dans la mise en vigueur de cette deuxième partie.

b) Examen des mesures qui devraient être prises pour assurer plus efficacement l'application de la politique formulée dans cette deuxième partie, tendant à la suppression graduelle de l'usage de l'opium à fumer, en se référant spécialement aux suggestions présentées

(1) Voir définition, page 67, en renvoi.

dans la 2<sup>e</sup> Résolution, adoptée par la Commission consultative de l'opium de la Société des Nations, lors de sa session de mai 1923 (Annexe VII).

c) Préparation d'une Convention contenant les mesures que la Conférence pourrait adopter.

d) Examen de la situation actuelle de la Chine, en ce qui concerne l'opium dans les territoires avoisinants.

e) Mesures qui pourraient être suggérées au Gouvernement de la République chinoise pour aboutir à la suppression de la production et de l'usage illégitimes de l'opium en Chine.

Nous nous excusons de donner ici, avant d'entrer dans le détail de ces travaux, un résumé des déclarations faites par les délégués des Puissances représentées concernant la consommation de l'opium préparé dans leurs territoires d'Extrême-Orient (1).

**Indo-Chine.** — Pendant l'année 1921 la consommation d'opium préparé a été de 73.211 kilogrammes pour un nombre de fumeurs évalué à 110.000, sur une population de 20 millions d'habitants.

Un système de monopole officiel, s'inspirant des principes sur lesquels repose le monopole officiel des Etablissements du Détroit, a progressivement réduit la fabrication et la vente d'opium préparé ; les ventes sont, en effet, tombées de 136.300 kilogrammes à

(1) C.O.P.I. Genève, juillet 1924.

73.211 kilogrammes en 1921, soit une réduction de 42 % pour une période de 5 années.

M. Clinchant, (délégué français) définit ainsi la situation de cette colonie :

« La situation de l'Indo-Chine française est caractérisée par deux faits qu'il importe de mettre en lumière. D'une part, l'Indo-Chine n'est pas un pays producteur d'opium ; la culture du pavot est limitée à quelques districts du Laos et du Haut-Tonkin. Sa production moyenne ne dépasse pas cinq tonnes. Mais l'Indo-Chine est limitrophe de pays adonnés à la culture du pavot, dont elle est séparée par une longue frontière montagneuse.

« C'est ce qui explique pourquoi l'usage de l'opium n'a pu être interdit en Indo-Chine. La consommation moyenne est d'environ 65 tonnes par an, ce qui, pour une population de 20 millions d'habitants, donne trois grammes par habitant. Le pourcentage des fumeurs est seulement de trois millièmes de la population totale.

« Bien avant la Conférence de Shanghai, la France s'est engagée (dès 1883), dans la lutte contre l'opium. Elle y a persévéré, redoublant ses efforts, quand l'Edit impérial prescrivit en Chine la suppression de la culture du pavot dans un délai de dix années.

« Cette lutte s'est caractérisée par les mesures suivantes :

1<sup>o</sup> Majoration du prix de vente de l'opium.

2<sup>o</sup> Diminution de la vente dans les débits, (mesures

dont les effets sont malheureusement limités par la contrebande).

3<sup>o</sup> Interdiction de vente du « dross ».

4<sup>o</sup> Fermeture progressive des fumeries publiques.

5<sup>o</sup> Propagande, soit par affiches, soit par des Conférences.

« De 1884 à 1922, plus de 26 décrets et arrêtés ont été pris pour réglementer la matière.

« Les monopoles d'achat, de fabrication et de vente sont confiés à l'administration des douanes. Un système répressif très sévère a été organisé.

« L'ensemble de ces mesures financières, administratives et législatives a abouti à une réduction de la consommation de 45 %.

« Il n'existe plus aucune fumerie en Annam et au Tonkin. Cinquante-quatre fumeries ont été supprimées l'année dernière, en Indo-Chine. Le prix de la drogue est passé de 88 piastres à 187 piastres, et la consommation, de 128 tonnes en 1916 à 73 tonnes en 1923. »

Le délégué français conclut en ces termes :

« 1<sup>o</sup> L'Indo-Chine n'est pas un pays producteur d'opium ; elle ne veut pas le devenir, elle ne constitue donc pas un foyer d'infection ;

« 2<sup>o</sup> L'Indo-Chine n'est pas adonnée à l'opiomanie ; la consommation serait inexistante sur son territoire, n'était la présence de l'élément étranger immigré.

« 3<sup>o</sup> La culture du pavot est aussi florissante que par le passé dans les pays limitrophes ; c'est elle qu'il

faut limiter. La réglementation prohibitive la plus stricte, les prescriptions les plus rigoureuses, en Indo-Chine, sont inopérantes. Elles n'ont d'autre résultat que d'accorder une prime à l'opium de contrebande qui remplace celui de la régie.

« La seule solution pour les pays voisins d'un grand pays producteur, et qui ont le ferme dessein de diminuer sur leur territoire, la consommation de l'opium, consiste à obtenir la limitation de cette production ».

**Nord-Borneo britannique.** — Les fumeurs ne sont inscrits sur aucun registre ; pour une population d'environ 208.000 habitants, la consommation totale a été de 7.729 kilogrammes au cours de l'année 1920.

Le monopole officiel pour la préparation et la vente du « chandoo », date de 1914. La consommation a, depuis, augmenté de 27 %, malgré la hausse sensible du prix de vente.

Le Conseil d'administration de la Compagnie du Nord-Bornéo britannique estime que le rationnement fixé pour la population chinoise — qui seule consomme de l'opium — est en fait très modéré.

**Birmanie.** — Toute vente d'opium préparé, non destiné à des usages médicaux, est absolument interdite en Haute-Birmanie, alors qu'en Basse-Birmanie, l'opium peut être vendu, exclusivement aux Birmans inscrits comme consommateurs d'opium.

Le nombre de consommateurs inscrits s'est abaissé de 12.000, en 1912, à 5.405, en 1920.

Depuis 1921, le nombre des fumeurs semble avoir été systématiquement réduit par l'élimination des fumeurs birmans et par une diminution méthodique des quantités d'opium allouées à chaque consommateur. La consommation licite est descendue à une livre d'opium, pour cent habitants et par an, soit moins d'un sixième d'once d'opium par tête.

A la septième séance de la première Conférence, M. Clayton (Inde) déclare que la situation de la Birmanie est, à beaucoup d'égards, analogue à celle de l'Indo-Chine. Sa frontière terrestre, très montagneuse, est presque inhabitée. Le commerce y est libre. Pour ces raisons, les autorités de la régie ne peuvent recevoir aucune assistance de l'administration des douanes pour le contrôle de l'entrée de l'opium de contrebande.

**Ceylan.** — Une diminution dans la vente d'opium destiné à être mangé et d'opium préparé a été constatée en 1921. Une réduction de la consommation a suivi la réduction du nombre de consommateurs, causée par la mort d'un certain nombre de ceux-ci. Cette réduction est due, en outre, à la révision du registre des consommateurs et à la réduction de la quantité qu'il est permis, à chacun d'eux d'acheter.

**Formose.** — Les quantités d'opium préparé,



fabriquées à Formose, se sont abaissées de 106.206 kilogrammes en 1910, à 65.443 kilogrammes en 1920. Par contre, la fabrication de la morphine, qui était nulle en 1914, a été de 3.644 kilogrammes en 1920.

La consommation de l'opium préparé semble être limitée et restreinte à certains consommateurs autorisés. Des règlements prévoient des sanctions contre ceux qui font usage d'opium préparé sans permission. Le nombre de consommateurs autorisés s'est abaissé de 169.064, en 1900, à 49.031, en 1920.

« La disparition totale des fumeurs autorisés sera peut-être réalisée, dit le rapport du Gouvernement japonais, dans un délai de quinze ans ».

**Hong-Kong.** — Au cours de l'année 1921, le résultat total des ventes d'opium préparé a été le suivant :

|                                         |              |
|-----------------------------------------|--------------|
| Opium préparé provenant du Bengale. . . | 261.059 tael |
| »     »     »     de la Perse. . .      | 1.074     »  |
| Dross d'opium . . . . .                 | 672     »    |

soit environ 9.954 kilogrammes, pour une population totale de 625.166 habitants.

D'après un extrait du rapport du Contrôleur en chef des douanes de Hong-Kong (1) l'opium de provenance illicite employé dans les fumeries, consiste surtout en

(1) Cité par Sir Malcolm DELEVINGNE (Emp. brit.) à la huitième séance de la première Conférence de Genève.

opium brut chinois bouilli dans la colonie... Plus de 600.000 taëls ont été ainsi introduits en contrebande au cours d'une période de douze mois..... »

**Corée.** — L'importation et l'usage de l'opium préparé destiné aux fumeurs sont interdits.

**Territoire à bail de Kouang-Toung.** — Pas de statistique en 1920.

**Macao.** — Sur 20.500 kilogrammes d'opium préparé, fabriqué en 1920 dans la colonie, 9.500 kilogrammes ont été exportés au Chili ; ce qui laisse environ 10.900 kilogrammes disponibles pour la consommation intérieure, soit 147.297 milligrammes par tête d'habitant.

**Etats de Malaisie.** — I. — *Etats fédérés.* — Nous trouvons, pour 1921, une importation de 33.112 kilogrammes d'opium préparé, fourni par les Etablissements du Détroit, soit une augmentation de 5.981 kilogrammes sur 1910. Consommation par tête d'habitant : 32 grammes.

II. — *Etats non fédérés.* — Les Etablissements du Détroit leur fournissent annuellement 20.991 kilogrammes d'opium préparé, soit 348 grains par tête.

**Indes Orientales Néerlandaises.** — Les quantités

d'opium brut importées pendant les années 1920-21-22 ont été les suivantes :

|           |             |
|-----------|-------------|
| 1920..... | 472.932 kgr |
| 1921..... | 117.344 „   |
| 1922..... | 111.380 „   |

Les chiffres relatifs à la consommation ont été de 83.399 kilogrammes en 1921 et 64.450 kilogrammes en 1922.

**Siam.** — Les quantités d'opium préparé, disponibles pour la consommation intérieure, se sont élevées pour les années 1920-21 à 70.064 kilogrammes, soit un chiffre supérieur aux quantités signalées comme ayant été effectivement consommées au cours des années 1911, 1915 et 1919. La consommation moyenne, pour chaque fumeur, au cours de l'année 1920-21, semblerait être de 350.220 milligrammes, soit 7.680 milligrammes par tête, pour toute la population.

**Etablissements du Détroit.** — La fabrication, la vente et la distribution de l'opium préparé constituent un monopole officiel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1910.

Le Gouvernement, en vue de décourager les fumeurs de « chandoo », réduit graduellement, depuis 1910, grâce à son monopole, le nombre de permis accordés aux fumeries d'opium autorisées qui, en 1923 étaient au nombre de 211, contre 503 le 31 décembre 1909 ; le Gouvernement a également favorisé la réduction de

la consommation par des augmentations successives des prix de gros et de détail du « chandoo ». Ces prix sont passés de 3 dollars à 12 dollars.

Les chiffres fournis, quant à la fabrication et à la consommation de l'opium préparé dans les Etablissements du Détroit sont, pour les années 1910 à 1920 :

| DATES | FABRICATION<br>(en livres) | CONSOMMATION<br>(en livres) |
|-------|----------------------------|-----------------------------|
| 1910  | 323.633                    | 138.163                     |
| 1911  | 393.653                    | 148.209                     |
| 1912  | 414.579                    | 141.926                     |
| 1913  | 382.459                    | 125.338                     |
| 1914  | 309.065                    | 117.688                     |
| 1915  | 328.071                    | 121.644                     |
| 1916  | 353.938                    | 121.551                     |
| 1917  | 293.444                    | 108.524                     |
| 1918  | 335.038                    | 131.255                     |
| 1919  | 359.848                    | 141.728                     |
| 1920  | 370.688                    | 151.322                     |

**L'Inde.** — La situation, dans l'Inde, est ainsi définie par M. Campbell.

« ... Le problème de la consommation de l'opium à fumer ne se pose pas dans l'Inde. L'opinion publique est, et a toujours été, contraire à l'habitude de fumer l'opium. Il en résulte que le Gouvernement n'a eu aucune difficulté à restreindre cette habitude, à tel point qu'elle a pour ainsi dire disparu.

« La situation en Birmanie est différente. La Haute-

Birmanie a été annexée en 1886, et l'on a immédiatement interdit à tous les Birmans du pays de consommer de l'opium. Une interdiction analogue existe en Basse-Birmanie. Tous les consommateurs birmans sont enregistrés, et leur nombre est tombé de 34.000 à 3.500, pour une population de 13 millions d'habitants ».

« La situation de la Birmanie, fait observer M. Clayton (Inde) est, à beaucoup d'égards, analogue à celle de l'Indo-Chine française, à raison de ses frontières... On peut évaluer à 36.000 kilogrammes l'opium de contrebande introduit dans la province ».

Répondant aux objections des délégués des Pays-Bas, du Portugal et de l'Empire britannique, qui ont tous insisté sur le caractère sérieux du trafic illicite de l'opium, le délégué de la Chine, M. Sze « se permet de dire que le danger de voir l'opium de contrebande remplacer l'opium légitime, n'est pas aussi à craindre que ses collègues sont portés à le croire. Si l'on n'autorise pas la consommation de l'opium à fumer, dit-il, il sera beaucoup plus facile de découvrir l'opium, car si l'on fume l'opium, il est facile de le découvrir. L'odeur de la fumée est si forte qu'on peut la sentir à quelque distance. En outre, les fumeurs d'opium se distinguent toujours des non-fumeurs par leur teint, les taches qu'ils ont sur les mains et même, dans certains cas, par la voix ».

M. Sze ayant, au cours de son discours, attaqué la politique du Portugal à Macao, le délégué portugais,

M. Rodrigues, défendit son pays en affirmant qu'il ne pouvait encourir aucun reproche, étant donné la majorité de la population chinoise qui vit dans cette petite colonie, population qui a gardé ses habitudes de fumer l'opium.

« On a dit, ajouta-t-il que, pour arriver à supprimer l'habitude de fumer, il fallait d'abord supprimer le droit de fumer. Mais cela est une mesure absolument théorique.

« Il a paru aux autorités portugaises que la meilleure voie à suivre pour la suppression de ce vice était, tout d'abord, d'observer le protocole de la Conférence de la Haye, afin d'arriver à la suppression graduelle de la production de l'opium et, ensuite, d'employer, dans la mesure du possible, les revenus de l'opium à des buts propres à combattre ce vice dangereux et à faire l'éducation du peuple ».

**La Chine.** — Dans sa huitième séance (6 novembre 1924), la Conférence s'occupa plus particulièrement « de la situation actuelle de la Chine, en ce qui concerne la production de l'opium et ses effets sur le contrôle de l'usage de l'opium dans les territoires avoisinants ».

Le problème du contrôle et de la réduction de la consommation de l'opium en Extrême-Orient, se lie intimement au problème de la production de l'opium en Chine. La question de la production de l'opium en Chine a fait l'objet, nous l'avons vu, de longues et



âpres discussions à la Commission consultative de l'opium. Le Gouvernement chinois s'est engagé alors à procéder à une enquête spéciale sur la culture du pavot dans les Provinces où elle continue à se développer, *en collaboration avec les représentants d'organisations non officielles de Chine.*

Quels résultats a donné cette enquête ?

De l'avis même de la Commission consultative, il y a lieu de penser « que les commissaires chinois n'étaient pas accompagnés de représentants d'organisations indépendantes », et la cinquième Assemblée a adopté, à l'unanimité, une résolution dans laquelle figure cette phrase : « L'Assemblée enregistre le caractère peu satisfaisant que présentent, à son avis, les enquêtes officielles qui ont eu lieu et les rapports officiels soumis à la Société ».

En 1922, le Gouvernement chinois avait envoyé à la Société des Nations un rapport sur la culture du pavot en Chine, où il était dit ceci : « A l'heure actuelle il peut être permis de déclarer, avec certitude, que la culture du pavot *a complètement cessé en Chine* ».

A cette déclaration vraiment troublante, M. Malcolm Delevingne (Grande-Bretagne) opposa le rapport que son Gouvernement avait reçu de la délégation britannique à Pékin, daté du 30 juin 1924 et dans lequel nous relevons ces phrases qui mettent bien en évidence l'opposition des deux délégations :

« ... De nouveaux témoignages dignes de foi, datant

du mois de mai dernier, nous sont encore parvenus au sujet de la culture du pavot dans le district de Chihli, appelé Jehot, à 120 milles environ de Pékin.

« ... On sème le pavot autour de toutes les villes et de tous les villages, dans les meilleures terres irrigables ; et partout où la terre ne convient pas à la culture, des puits ont été creusés et les rivières ont été détournées, de façon à permettre l'irrigation, et le pavot y a été planté. La surface cultivée en pavots n'a eu d'autre limite que la crainte de ne pas trouver suffisamment de main-d'œuvre pour faire la récolte ».

D'autre part, et d'après les renseignements fournis par le Gouvernement des Etats Malais, les saisies d'opium à bord de vapeurs en *provenance de Chine*, fort rares avant 1921, ont été de 229 caisses, contre 21 venant de l'Europe et 15 venant de l'Inde. Pendant les huit premiers mois de 1924, on a saisi 345 caisses *venant de Chine*, contre sept venant de l'Europe et huit venant de l'Inde.

Malgré ces révélations, le délégué chinois M. Sze, affirme, quand même, sa confiance dans l'avenir.

« Lorsque, dit-il, le Gouvernement chinois jouira d'une position plus forte, qui lui permettra d'imposer sa volonté, il trouvera un appui dans une opinion publique plus puissante et plus éclairée qu'au cours de la période 1907-1917. L'instruction populaire fait de si rapides progrès, de même que la médecine, l'hygiène, etc...

« Les lois actuellement en vigueur en Chine sont très complètes et très rigoureuses. Quoi que l'on puisse dire contre les chefs militaires, aucun reproche ne peut être légitimement formulé contre la politique du Gouvernement Central... Le besoin d'argent a été l'une des causes qui ont poussé les chefs militaires à approuver ou à encourager la culture du pavot. Une grande partie de l'argent qu'ils se sont ainsi procuré a été utilisée pour acheter des armes provenant de l'étranger. Au fur et à mesure que la situation s'améliorera, le besoin d'argent diminuera, et en même temps la tentation de cultiver le pavot ».

Après cet examen de la situation en Extrême-Orient et notamment en Chine, la Conférence en arrive à l'étude des mesures qui pourraient être soumises au Gouvernement de la République chinoise pour aboutir à la suppression de la production et de l'usage illégitime de l'opium en Chine.

Bien qu'il puisse être impossible de remédier à la situation actuelle de la Chine, on se demande si le Gouvernement chinois ne pourrait pas adopter des mesures suffisamment effectives, en vue d'empêcher, tout au moins, l'opium de quitter son territoire.

De leur côté, les Puissances ayant des possessions en Extrême-Orient envisagent certains moyens de contrôle et de protection.

L'accord paraît se faire sans difficulté sur une pro-

position tendant à substituer le monopole gouvernemental absolu au système de l'affermage : le Gouvernement devant prendre en mains la fabrication, la vente et la distribution, en un mot, toutes les opérations relatives à l'opium.

Par contre, l'accord devient plus difficile lorsqu'il s'agit des mesures proposées par la Commission, relativement au rationnement et à l'enregistrement, leur adoption étant rendue difficile par l'énorme contrebande qui se fait en Extrême-Orient.

La Conférence se trouve finalement en présence de deux projets d'accord émanant, l'un de la délégation française, l'autre de la délégation britannique, et de propositions émanant de la délégation japonaise.

L'article 1<sup>er</sup> du projet britannique est ainsi rédigé :

« L'importation, la fabrication et la vente de l'opium brut et préparé, dans les possessions et territoires, constitueront un monopole du Gouvernement et ne pourront être effectuées que par le monopole. Le droit d'entreprendre l'importation, la fabrication, la vente ou le trafic de l'opium brut ou préparé ne sera pas cédé à bail, concédé ou délégué à une personne quelconque.

« Les fonctionnaires employés par le monopole, en vue de la vente de l'opium brut ou préparé, recevront un traitement fixe et non pas une commission sur les ventes ».

Voici d'autre part, l'article correspondant du projet français :

« Dans les pays où l'usage de l'opium est encore autorisé, une administration d'Etat peut seule être chargée de la constitution des approvisionnements et de la distribution aux consommateurs de l'opium qui leur est nécessaire ; le régime des fermes est interdit ».

Sir Malcolm Delevingne reproche au projet français de laisser la vente au public en dehors du monopole d'Etat.

Quant à la délégation japonaise, elle est d'avis que l'importation et la fabrication de l'opium doivent constituer deux monopoles d'Etat, mais qu'en ce qui concerne la vente, c'est l'administration de police, avec un régime privé d'enregistrement et de rationnement, qui doit en assumer la charge.

M. Kircher (France) estime que le système anglais, consistant à faire vendre l'opium au détail par des fonctionnaires d'Etat, serait impraticable en Indo-Chine. D'ailleurs, affirme à son tour M. Clinchant (France), toutes les garanties réclamées par la délégation britannique se trouvent réunies dans le fonctionnement actuel des débits en Indo-Chine. Toutefois, en vue de concilier les deux thèses, il consent à modifier ainsi l'article 2 du projet français :

« La vente de l'opium aux consommateurs ne peut s'effectuer que dans les établissements de l'administration. »

La discussion s'engage sur les articles 2, 3 et 7 du projet français et, 2 et 3 du projet britannique concernant la vente au détail. Elle fut longue et parfois

confuse (1). Les points de vue n'arrivant pas à se rapprocher, on renvoya la discussion pour permettre aux délégués de la France, de la Grande-Bretagne et du Japon de s'accorder par des conversations directes. L'entente finit par se faire et l'article suivant fut soumis au vote de la Conférence au cours de sa 19<sup>e</sup> séance, (le 16 novembre).

« 1. Sauf pour ce qui est prévu pour la vente au détail, l'importation, la vente et la distribution de l'opium constitueront un monopole d'Etat ; le droit d'importer, de vendre et de distribuer l'opium ne pourra être affermé, concédé ou délégué à des particuliers.

« 2. La fabrication de l'opium destiné à la vente devra faire l'objet d'un monopole d'Etat dès que les circonstances le permettront.

« 3. a) Le Gouvernement devra mettre à l'essai la rétribution des personnes, employées à la vente au détail et à la distribution, au moyen d'un salaire fixe et non d'une commission sur les ventes, dans les régions où l'autorité administrative peut exercer une surveillance efficace.

b) Partout ailleurs, la vente au détail et la distribution ne pourront se faire que par des personnes munies d'une licence du Gouvernement.

« Le paragraphe a) ne s'applique pas lorsque le

(1) Voir comptes-rendus des séances plénières, Société des Nations,



système des licences et du rationnement des consommateurs est en vigueur et donne des garanties équivalentes ».

Cet article est voté avec quelques corrections de détail et devient l'article 1 de l'Accord.

On passe alors à la discussion des articles 4 et 6 du projet français, 7 du projet britannique concernant l'interdiction de l'usage de l'opium aux mineurs et aux femmes.

M. Sugimura (Japon) propose de supprimer les mots « Européens » et « femmes » de l'article 6 du projet français ; pour ce qui concerne les mineurs, la délégation japonaise propose le texte suivant :

« Les Puissances contractantes interdisent aux mineurs l'usage de fumer de l'opium ».

Sir Malcolm Delevingne se rallie au projet français concernant les mineurs.

M. Sugimura insiste pour qu'on ne fasse pas de distinction entre les hommes et les femmes.

Le projet français vise surtout à interdire aux femmes l'accès de fumeries « pour une raison de décence ». Cependant M. Clinchant finit par accepter de supprimer de l'article 6 du projet français, l'interdiction aux femmes d'entrer dans les fumeries publiques, mais il ajoute : « cette interdiction restera néanmoins maintenue en Indo-Chine française ».

La Conférence se met enfin d'accord pour interdire la vente de l'opium aux mineurs et pour leur re-

fuser l'accès des fumeries (art. 2 et 3 de l'Accord).

L'article 5 du projet français vise les fumeries ; il se différencie très peu de l'article 5, paragraphe 2, du texte britannique.

D'après le texte français « le nombre de fumeries publiques ne peut pas être augmenté » ; suivant le texte anglais, « si les fumeries sont autorisées, le nombre de celles-ci sera aussi restreint que le permettent les nécessités administratives et, dans une mesure raisonnable, la convenance des consommateurs ».

On se rallia sans difficulté au texte anglais qui devient l'article 4 de l'Accord et est ainsi rédigé :

« *Article 4.* — Les Puissances contactantes restreindront, autant que possible, le nombre des magasins de vente au détail, ainsi que celui des fumeries, dans les pays où elles sont autorisées ».

L'article 5 réserve au monopole la vente du « dross ».

**Propagande.** — (Article 9 du texte français ; art. 5 alinéa 1 du texte britannique).

M. Campbell (Inde) affirme que la propagande officielle est inopérante.

M. Sze (Chine) prétend au contraire que le genre de propagande prévue dans les projets sera très utile et certifie que l'on fera, en Chine, tout le possible pour instruire la population des maux causés par l'opium et ses dérivés.

M. Clinchant (France) insiste pour le maintien des dispositions du projet français ou britannique. Si la propagande est mal faite on pourra la changer, et dans ce but, il suggère de spécifier :... « par une propagande opportune ».

Sir Malcolm Delevingne (Grande-Bretagne) dit « qu'il vaudrait mieux exprimer l'idée que les Gouvernements s'engagent à entreprendre une propagande, à moins qu'étant donné les conditions spéciales de leurs territoires, ils n'estiment cette propagande indésirable » Il propose donc le texte suivant : « Les Gouvernements des possessions et territoires feront tous leurs efforts, à moins qu'ils n'estiment de telles mesures inopportunes, dans les conditions où se trouvent leurs territoires, pour, etc... » Ce texte est adopté et devient l'article 7 de l'Accord.

Par l'article 8, les Puissances contractantes s'engagent à s'aider mutuellement dans leurs efforts pour arriver à la suppression de la contrebande, par des échanges directs de renseignements et de vues entre les chefs de services intéressés.

*Article 9.* Les Puissances contractantes examineront dans l'esprit le plus favorable, la possibilité de prendre des mesures législatives pour pouvoir punir les transactions illégitimes dont les éléments constitutifs auront été accomplis dans un pays étranger par une personne résidant sur leurs territoires.

Nous retrouverons une disposition analogue dans

le Chapitre VII de la Convention votée par la deuxième Conférence de l'opium de Genève.

Enfin, la question concernant le nombre de fumeries avait été réglée ainsi par le projet de la délégation française (art. 12) : « En raison de l'importance considérable de la contrebande, ainsi que de l'impossibilité où les Hautes Parties contractantes se trouvent actuellement de déterminer, d'une façon précise, le nombre de consommateurs d'opium, elles s'engagent à fournir, relativement à ce nombre, tous les renseignements dont elles peuvent disposer ». Ce projet est devenu, sans grands changements, le texte de l'article 10 de l'Accord.

**Propositions relatives au système d'enregistrement et de rationnement.** — M. Sugimura (Japon) présente la proposition suivante :

« La Conférence, considérant que le système d'enregistrement de licence des fumeurs habituels d'opium, ainsi que le rationnement des quantités de consommation journalière, joint au système du monopole d'Etat, constitue la méthode la plus efficace par laquelle on puisse aboutir à la suppression graduelle et complète de l'usage de l'opium préparé ;

« Recommande aux Gouvernements respectifs, représentés à la Conférence de l'opium, d'adopter ces mesures.

« Toutefois, les Puissances qui ne sont pas en état

d'adopter immédiatement ces mesures, introduiront ce système aussitôt que les circonstances le permettront ».

Sir Malcolm Delevingne (Empire britannique) présente de son côté un projet de vœu ainsi conçu :

« La Conférence estime qu'à l'exclusion de la prohibition, la méthode la plus efficace — sinon la seule — qui permette d'aboutir à la suppression de l'usage de l'opium préparé, est celle des licences (ou de l'enregistrement) et du rationnement. Elle recommande que les Gouvernements aient constamment présente à l'esprit la possibilité d'adopter ces mesures et prennent, en attendant, les dispositions préliminaires qu'il serait possible d'adopter, en vue de préparer les voies à l'introduction des dites mesures, dès que les circonstances le permettront ».

La Commission consultative avait, elle aussi, suggéré deux systèmes : le premier préconise le rationnement ; le second « consiste en ce que les Gouvernements intéressés se livrent à un examen approfondi en vue de déterminer s'il était possible d'introduire un système d'enregistrement ».

La question de rationnement est conditionnée actuellement par celle du commerce de contrebande. On se rend compte qu'un système de rationnement de l'opium fourni par le Gouvernement, tant que l'opium de contrebande est disponible en si grandes quantités, ne conduirait « qu'à stimuler le trafic illicite et ne produirait aucun résultat utile ». (Délégué britannique.)

Aussi M. Malcolm Delevingne a-t-il rédigé sa proposition, non pour qu'elle soit insérée dans l'Accord, mais comme un vœu que la Conférence pourrait accepter en principe.

La question est d'importance capitale. M. Sze (Chine) demande instamment à M. Delevingne de vouloir bien faire « quelque chose pour soulager les souffrances que l'humanité subit depuis si longtemps ». Il propose qu'on veuille au moins ajouter au texte britannique les mots suivants :

« Mais en tout cas, les puissances intéressées essaieront d'introduire ces mesures au plus tard avant le 1<sup>er</sup> janvier 1928 ».

M. Bourgeois (France) déclare que la délégation française maintient son texte, car il reflète fidèlement les conclusions du débat de la Commission.

Les délégations française et britannique priées d'accorder leurs vues, se sont présentées à la 15<sup>e</sup> séance avec le texte transactionnel suivant :

« Il a été signalé à la Conférence que, dans certains pays, le système des licences (ou de l'enregistrement) et du rationnement avait donné, en ce qui concerne la diminution du nombre de consommateurs, des résultats efficaces.

« Mais la Conférence a reconnu que, dans d'autres pays, la contrebande, qui égale et même qui dépasse le commerce licite, rend inutile, et parfois dangereuse, l'application de ce système.



« En conséquence, la Conférence déclare que la possibilité d'adopter ces mesures ou de les maintenir dans les territoires où elles donnent satisfaction, dépend principalement de l'extension de la contrebande.

« Elle laisse donc aux Puissances contractantes, qui n'ont pas encore appliqué ce système, le soin de choisir l'époque où les circonstances permettront de l'adopter et de prendre, en attendant, toutes mesures préparatoires qu'elles jugeront convenables ».

Le Texte ainsi rédigé est adopté par la Conférence, sous réserve que les délégués de la Chine, et du Siam feront connaître ultérieurement leur opinion.

Au cours de la 17<sup>e</sup> séance, la délégation du Siam donna son adhésion.

Quant au délégué chinois il se borna à faire la déclaration suivante :

« La délégation chinoise regrette profondément de ne pouvoir accepter la proposition de la délégation française.

« La délégation chinoise estime que la Conférence n'a pas été saisie de preuves démontrant, d'une manière concluante que, dans certains des territoires des Puissances d'Extrême-Orient, la contrebande de l'opium égale et, même, dépasse le commerce licite et rend inutile, et parfois dangereuse, l'application du système des licences (ou de l'enregistrement). En conséquence, la délégation chinoise regrette de ne pou-

voir s'associer à une déclaration considérant ce fait comme acquis.

« La délégation chinoise regrette également de ne pouvoir accepter la conclusion contenue dans le dernier alinéa, à savoir que la Conférence devrait approuver officiellement la proposition selon laquelle les Puissances contractantes, qui n'ont pas encore appliqué le système des licences (ou de l'enregistrement), n'auront à prendre aucun engagement d'appliquer ce système dans un délai déterminé, chacune des dites Puissances s'engageant simplement à choisir l'époque où les circonstances permettront de l'adopter et de prendre, en attendant, toutes mesures préparatoires qu'elles jugeront convenables ».

**Exportation, importation et transbordement de l'opium.** — (Art. 4 du projet britannique — Proposition japonaise — Art. 6 de l'Accord).

M. Sugimura (Japon) propose l'adoption du texte suivant :

« 1<sup>o</sup> L'exportation, l'importation et le transbordement de l'opium sont interdits :

« 2<sup>o</sup> Ils sont autorisés, lorsque l'opium est accompagné, ou d'un certificat d'importation, régulièrement délivré par les autorités compétentes d'un des Etats contractantes ou d'une pièce officielle qui garantit la légitimité de l'importation.

« 3<sup>o</sup> Les autorités des ports ont la stricte obligation

de s'abstenir de toutes mesures qui constitueraient une discrimination injuste à cause de la nationalité des navires ou l'origine des marchandises ».

Le délégué japonais fit suivre sa proposition d'un exposé dont nous extrayons les passages suivants :

« L'exportation, le transbordement et l'importation de l'opium forment un tout solidaire qui doit être régi par la justice et l'équité, c'est-à-dire : contrôle rigoureux et punition sévère de commerce illicite, mais facilités raisonnables et bienveillantes pour le commerce licite...

« Liberté du transit, liberté des ports maritimes, liberté du commerce légitime, voilà la grande trinité économique, proclamée solennellement par le Pacte même de la Société des Nations... Le trafic de l'opium n'est qu'un aspect de l'immense commerce international...

« Le système des certificats d'importation a été élaboré pour donner plein effet aux dispositions de la Convention de l'opium relatives au contrôle des importations et exportations. Il a pour but de restreindre l'exportation des stupéfiants aux seules personnes autorisées par le pays d'importation.

« Les règlements actuellement en vigueur à Hong-Kong accordent au Gouvernement des pouvoirs arbitraires et absolument discrétionnaires...

« La souveraineté ne peut être détournée de son but légitime pour détruire la justice au lieu de la soutenir...

« La question devient toute simple si chaque Gouvernement fait confiance aux autres Etats contractants, et reconnaît loyalement la validité des certificats dûment délivrés par eux »...

D'après Sir Delevingne, la proposition japonaise paraît tendre à diminuer et non à augmenter l'efficacité des mesures prises pour donner son effet au Chapitre II de la Convention. Si elle était acceptée, elle obligerait tous les Gouvernements à laisser passer, dans leurs ports, tout envoi d'opium qui serait accompagné d'un certificat d'importation. Or, tous les certificats d'importation ne présentent pas la même valeur.

« Un Gouvernement, interroge Sir Delevingne, est-il tenu de laisser passer un envoi d'opium ou de stupéfiants dont il soupçonne la destination illicite, simplement parce que cet envoi est accompagné d'un certificat émanant d'un autre Gouvernement ? »

D'autre part, le certificat d'importation, dans la forme où il a été recommandé par la Société des Nations ne contient aucune garantie contre la réexportation. La Commission consultative, lorsqu'elle discuta la question, négligea la clause de réexportation, parce qu'on espérait et comptait que tous les pays accepteraient le système de certificats d'importation, ce qui aurait rendu inutile une garantie contre la réexportation.

« Cet espoir et cette attente, conclut le délégué britannique, n'ont malheureusement pas été remplis,

et dans le système des certificats d'importation, tel qu'il existe aujourd'hui, rien ne garantit qu'une expédition, munie d'un certificat d'importation pour un pays donné, ne sera, ou ne pourra être réexportée de ce pays, vers un autre qui, lui, ne fournit aucun certificat d'importation... »

Mais le délégué du Japon reste intransigeant.

« La délégation japonaise, répond-il, estime qu'aussi longtemps que le respect mutuel et la confiance réciproque font défaut entre les Nations, un accord international devient inutile, voire même nuisible... Nous ne pouvons adhérer à un pareil accord qui, au fond, n'est qu'un désaccord ».

Sur la proposition de M. Bourgeois, (France) la suite du débat fut reportée à quelques jours. La discussion reprit à la séance du 24 novembre.

La Conférence se trouva alors en présence, d'une part, de la proposition britannique ainsi conçue :

« L'exportation de l'opium brut ou préparé, en provenance des possessions ou territoires, sera interdite ; »

et d'autre part, d'une nouvelle proposition japonaise ainsi rédigée :

« 1<sup>o</sup> L'exportation, l'importation et le transbordement de l'opium sont interdits.

« 2<sup>o</sup> L'exportation et l'importation seront permises lorsque les marchandises seront accompagnées d'un certificat d'importation distinct.

« 3<sup>o</sup> Le transbordement sera permis lorsque les marchandises seront, en plus, accompagnées d'un connaissement direct.

« 4<sup>o</sup> Les autorités des ports s'abstiendront, après constatation de l'authenticité de ces pièces, de toute mesure vexatoire qui constituerait une discrimination injuste, à cause de la nationalité des navires ou de l'origine des marchandises ».

Après nouveau renvoi de la question, les deux délégations, japonaise et britannique, se mirent enfin d'accord sur le texte suivant :

« 1<sup>o</sup> Est interdite l'exportation de l'opium, soit brut, soit préparé, hors d'une possession ou d'un territoire dans lesquels l'opium est importé pour y être fumé.

« 2<sup>o</sup> Est interdit dans toute possession ou territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium préparé.

« 3<sup>o</sup> Sera également interdit, dans toute possession ou territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium brut, consigné à une destination se trouvant en dehors de la possession ou du territoire, à moins qu'un certificat d'importation délivré par le Gouvernement du pays importateur et pouvant être accepté comme fournissant des garanties suffisantes contre la possibilité d'usage illicite, ne soit présenté au Gouvernement de la possession ou du territoire dont il s'agit ».



Ce texte, adopté à l'unanimité, est devenu l'article 6 du projet d'Accord.

**Examen périodique de la situation en ce qui concerne l'application du chapitre II de la Convention de la Haye.** (art. 11 du projet britannique) — « Les Etats contractants, dit cet article, conviennent d'examiner périodiquement, à des dates qu'elles fixeront d'un commun accord, la situation, en ce qui concerne l'application du Chapitre II de la Convention, dans leurs possessions ou territoires respectifs ».

Cet article du projet britannique répond à une suggestion de la Commission consultative qui, dans sa deuxième résolution, invitait les Puissances intéressées à « effectuer périodiquement une étude générale de la situation ».

Après un bref débat, il est décidé que la Conférence *recommandera* de réunir, dans cinq années au plus tard, la prochaine Conférence où sera examinée la situation générale. (art. 12 de l'Accord) (1).

**Emploi des ressources fiscales tirées de l'importation légale de l'opium brut et de la fabrication, vente et consommation de l'opium préparé.** — (Proposition de la délégation chinoise) M. Sze (Chine) demande aux

(1) Nous verrons que cette question a fait un pas de plus avec la seconde Conférence. (parties I et II du Protocole de la Deuxième Convention de l'opium de Genève).

Gouvernements, « au nom des principes humanitaires, de consacrer la majeure partie, sinon la totalité des recettes provenant de l'opium, à l'amélioration de la catégorie de la population qui fume l'opium ».

On fait remarquer au délégué de la République chinoise que la situation financière de la plupart des Puissances empêche l'adoption de sa proposition.

Quant aux considérations humanitaires dont se prévaut cette proposition, M. Bourgeois fait observer qu'on les retrouve dans la phrase suivante du projet de protocole : « Désireux pour des raisons d'humanité et en vue d'assurer le bien-être social et moral des peuples intéressés, de prendre toutes mesures utiles pour réaliser, dans le délai le plus bref possible, la suppression de l'usage de l'opium à fumer, etc... »

L'article 13 (1) traduit une clause de style que nous retrouvons dans la Convention élaborée par la deuxième Conférence et qui tend plutôt à diminuer la portée de l'Accord.

(1) Art. 13. Le présent accord ne s'applique qu'aux possessions et territoires d'Extrême-Orient des puissances contractantes, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé.

Lors de la ratification, chaque puissance contractante pourra déclarer que son adhésion à l'accord ne s'étend pas à un territoire quelconque sur lequel elle n'exerce qu'un protectorat, et elle pourra adhérer ultérieurement à l'accord pour tout protectorat ainsi exclu, au moyen d'une notification d'adhésion déposée entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera immédiatement ce dépôt à toutes les autres puissances contractantes.

Les délégués du Japon et de la Chine ont critiqué sa rédaction et prétendu que le Comité de rédaction avait dépassé ses pouvoirs.

Le Président protesta et fit observer « que la clause en discussion figure habituellement dans la plupart des Conventions établies sous les auspices de la Société ».

L'article 14 s'occupe des ratifications et de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

L'article 15 vise la possibilité de dénonciation.

**Préambule.** — Le premier paragraphe du préambule est adopté sans opposition. Il est ainsi rédigé

« Fermement résolu à effectuer la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue au Chapitre II de la Convention internationale de la Haye du 23 janvier 1912, dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est encore autorisé... »

Au deuxième alinéa le délégué japonais propose de remplacer les mots « désireux, pour des raisons d'humanité, etc., » par les mots : « désireux, pour des raisons humanitaires et de santé sociale, de prendre toutes mesures utiles en vue de la suppression complète et absolue de l'usage illicite de l'opium dans un avenir aussi proche que possible ».

Sir Malcolm Delevingne (Grande-Bretagne) estime

que l'expression « usage illicite de l'opium » figurant dans l'amendement japonais n'est pas approprié.

Les deux délégués se mettent finalement d'accord sur le texte suivant qui est accepté :

« Désireux, pour des raisons humanitaires et en vue de développer le bien-être social et moral des peuples intéressés, de prendre toutes mesures utiles pour réaliser, dans le délai le plus bref possible, la suppression et l'usage de l'opium à fumer, etc... »

**Protocole.** — Dans le protocole il est pris acte « de ce que la deuxième Conférence de l'opium a décidé d'adopter un Protocole par lequel certaines Puissances devront établir, dans un délai maximum de cinq ans, un contrôle efficace sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut, de manière à empêcher le commerce illicite ».

L'Article I<sup>er</sup> reconnaît que le présent accord a pour but de renforcer les obligations résultant, pour les Etats signataires, des stipulations de l'article VI<sup>e</sup> de la Convention de la Haye de 1912.

Cet article VI concerne les mesures que les Puissances contractantes devront prendre « pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglementé la matière ».

L'Article II stipule que les Etats signataires, renforceraient les mesures déjà prises et en prendront de nouvelles, si c'est nécessaire, pour réduire la consommation de l'opium préparé dans les territoires soumis à leur autorité, de manière que cet usage soit complètement supprimé dans un délai maximum de quinze ans, à dater de la décision visée à l'article suivant.

L'Article III dit qu'une Commission nommée par la Société des Nations sera chargée, le moment venu, de constater l'exécution effective des dispositions que doivent prendre les pays producteurs « pour empêcher que l'importation de l'opium brut, hors des territoires soumis à leur autorité, ne constitue un obstacle sérieux à la réduction de la consommation, dans les pays où l'usage de l'opium préparé reste temporairement autorisé ».

Article IV. — Un état signataire peut dénoncer au Conseil de la Société des Nations un pays producteur qui, à un moment quelconque de la période de quinze ans, cesserait d'appliquer les mesures prévues par l'article II. Si les faits signalés sont exacts, les Etats intéressés auront le droit de dénoncer le présent Protocole, et une nouvelle Conférence se réunira immédiatement.

Article V. — A l'expiration du délai de quinze ans, des mesures spéciales seront envisagées vis-à-vis des fumeurs invétérés.

L'Article VI fait appel aux pays producteurs pour établir une collaboration entre tous les Etats intéressés

en vue d'arriver à mettre fin au trafic illicite de l'opium.

Article VII. — Le présent Protocole entrera en vigueur pour chacun des Etats signataires en même temps que l'Accord relatif à l'usage de l'opium préparé, signé à la date d'aujourd'hui.

Article VIII. — Tout Etat représenté à la Conférence où a été élaboré le présent Protocole peut y adhérer à tout moment, après sa mise en vigueur (1).

#### ACTE FINAL

Dans l'acte final nous trouvons la Résolution concernant la contrebande de l'opium chinois, dont il a été déjà parlé et à laquelle la délégation chinoise a refusé d'adhérer.

Il enregistre aussi les réserves formulées par certains Gouvernements (Grande-Bretagne, Portugal et Siam).

#### B. — DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'OPIUM DE GENÈVE.

La deuxième Conférence de l'opium, convoquée en exécution d'une Résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, datée du 27 septembre 1923 (2),

(1) L'accord et le protocole ont été signés à Genève le onze février 1925.

(2) Cette résolution se trouve reproduite dans l'Acte final qui accompagne la Convention élaborée par la II<sup>e</sup> Conférence.



s'est réunie le 17 novembre 1924, au Palais des Nations, à Genève.

Elle a tenu ses séances entre le 17 novembre 1924 et le 19 février 1925 et a été présidée par Son Excellence M. Herluf Zahle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Danemark à Berlin.

Après le discours du Président, l'ordre du jour suivant fut adopté :

« Examen des mesures qui peuvent être prises pour appliquer la Convention de l'opium de 1912, en ce qui concerne :

« a) la limitation des quantités à fabriquer de morphine, d'héroïne ou de cocaïne et de leurs sels respectifs ;

« b) la limitation des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui peuvent être importées à cet effet, ainsi que pour d'autres besoins médicaux et scientifiques ;

« c) la limitation de la production d'opium brut et de feuilles de coca, en vue des exportations, aux quantités requises pour ces besoins médicaux et scientifiques. »

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique, qui étaient partisans d'une conférence unique, manifestent le désir de faire ajouter, au programme des Travaux de la deuxième Conférence, la question de l'opium préparé qui subissait en ce moment, un temps d'arrêt devant la 1<sup>re</sup> Conférence.

« Le bon sens exige, dit l'Honor. Stephen G. Porter, que l'on reconnaisse franchement le dilemme dans

lequel cet échec de la première Conférence a placé la seconde ; il importe que l'on examine s'il ne serait pas à la fois possible et sage d'élargir le cadre de la discussion, afin d'y faire entrer la question de la suppression progressive du trafic de l'opium préparé. La Convention de la Haye met à la charge des Puissances contractantes, sans distinction, toute responsabilité en la matière ».

Mais la Conférence ne partagea pas la manière de voir du délégué américain.

La discussion générale étant ouverte sur les Propositions de la Commission consultative, chacun des principaux délégués fait connaître son opinion sur l'ensemble des questions à l'ordre du jour.

« Vous conviendrez, dit le délégué de la Perse, qu'on ne peut, d'un seul trait de plume, priver des milliers de cultivateurs et d'autres gens de leur gagne-pain. Il faut aussi penser au sort des innombrables familles des producteurs et ouvriers et remplacer la culture du pavot par autre chose. Il faut réfléchir sérieusement aux moyens de ce changement... »

Le délégué du Japon déclare « que le principe directeur qui l'inspire est la suprématie donnée aux considérations d'ordre humanitaire et à la santé publique. Nous ne reculerons devant aucun effort pour atteindre notre but élevé.

« Notre intérêt, dans cette matière, consiste surtout, pratiquement, dans la possibilité de limiter strictement

l'importation et la fabrication des drogues nuisibles aux quantités nécessaires pour les usages médicaux et scientifiques.

« Le Gouvernement japonais ayant ratifié la Convention internationale de l'opium, les lois et règlements du Japon ont été amendés le 1<sup>er</sup> janvier 1921, conformément aux dispositions de la Convention, de telle sorte que l'importation des matières premières et des substances auxquelles s'applique la Convention, ainsi que la fabrication des stupéfiants, ont été limités aux quantités requises pour les besoins légitimes.

« Nous devons trouver la solution du problème de l'abus des stupéfiants, non pas seulement dans des mesures de répression, assurant le contrôle du trafic des stupéfiants, mais aussi dans un plan rationnel de traitement des intoxiqués qui sont déjà victimes de l'habitude des stupéfiants.

« Mon avis, enfin, est qu'on devrait adopter des mesures analogues à celles qui ont été examinées à la première Conférence ».

M. Chodzko (Pologne et Ville libre de Dantzig), parlant à son tour, s'exprime ainsi :

« S'il y a des abus qui ne peuvent être supprimés que graduellement, il faut avouer ce fait, en toute franchise, et indiquer les moyens efficaces d'en délivrer, le plus vite possible, les peuples malheureux qui en sont victimes.

« Nous sommes tous unanimes à croire qu'aucun

Etat, aucune communauté, aucun individu, n'a le droit de baser sa prospérité matérielle sur le malheur d'un être humain, quelle que soit sa race, sa religion ou sa position sociale ».

Nous connaissons déjà la position prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le Très Révérend Charles H. Brent, la précisa « dans les termes mêmes de la Convention de la Haye amendée et élargie ».

« L'histoire du progrès de la race humaine, observe Mgr Brent, est un récit d'aventures ; c'est l'histoire de ceux qui ont refusé de rester inactifs parce qu'un lien leur barre le chemin. Il est deux forces capables de détruire la puissance et la beauté d'un idéal : l'une, c'est le refus de tenter l'aventure ; l'autre, c'est l'admiration qui n'est pas suivie d'imitation. Ces deux dangers menacent cette Conférence.

« Ne laissons pas cette Conférence s'ajourner sans affirmer, sous une forme tangible, devant le monde entier, notre résolution de poursuivre, jusqu'à ce que nous l'ayions atteint, l'idéal que nous avons accepté ».

Le délégué de la Chine, M. Sze, fait l'éloge de Mgr Brent, et loue la noblesse des sentiments qui l'inspirent et qu'il a si éloquemment exprimés.

« Le monde entier, ajoute-t-il, a appris à connaître les effets pernicieux, tant au physique qu'au moral, de l'usage de l'opium, de ses dérivés et des autres narcotiques lorsqu'ils ne sont pas employés strictement à des fins médicales et scientifiques.

« Au nom du Gouvernement et du peuple chinois, je puis m'engager à aider, dans toute la mesure de nos moyens, les efforts concertés que pourront faire les Puissances pour atteindre le but visé par cette Conférence.

« Quand viendra le jour heureux où le Gouvernement de Pékin sera de nouveau en mesure d'exercer intégralement son autorité administrative et exécutive, une de ses premières tâches sera de prendre toutes les dispositions possibles pour libérer le pays du fléau de l'opium, de ses dérivés et de tous les autres narcotiques et drogues ».

Quant au délégué de l'Egypte, il se préoccupa surtout du hachisch qu'il voudrait voir figurer sur le même tableau que les autres stupéfiants.

Sir Malcolm Delevingne définit brièvement la position prise par la Grande-Bretagne :

« La Grande-Bretagne est persuadée, dit-il, que le trafic illicite, ainsi que l'abus des stupéfiants, durera tant que ces drogues seront fabriquées en quantités de beaucoup supérieures aux besoins légitimes du monde entier.

« La Commission consultative a estimé que tous les projets doivent prendre pour base les évaluations des besoins médicaux du monde entier ; ces besoins, à leur tour, doivent être calculés d'après les estimations des quantités requises pour la médecine, dans chaque pays considéré séparément ».

Après l'audition de ces déclarations d'ordre général, la Conférence nomma un Comité des travaux qui proposa la désignation de deux Commissions générales.

La tâche de la première Commission devra consister à « élaborer un projet en vue de limiter la quantité nécessaire pour les besoins médicaux et scientifiques, la fabrication de la morphine, de l'héroïne et de la cocaïne, d'une part, et d'autre part, la production destinée à l'exportation des matières premières dont sont extraits ces stupéfiants (*« Section I du programme de la Commission consultative »*).

La deuxième Commission aura pour mission « de réviser la Convention de la Haye, révision qui sera rendue nécessaire par l'adoption de tout projet tendant à la limitation de la fabrication des stupéfiants, de la production des matières premières, ou des deux ensemble. » (*Section II du programme de la Commission consultative.*)

Le Président de la Conférence est désigné pour présider les travaux des deux Commissions générales.

Six sous-commissions, désignées par les lettres A, B, C, D, E et F, sont chargées d'un premier examen des questions à l'ordre du jour.

La Conférence se trouve en présence : a) *des propositions de la Commission consultative*, b) *des propositions faites par la délégation des Etats-Unis d'Amérique*, c) *de diverses propositions présentées par les Gouvernements invités.*



Enfin, on procéda, non sans difficulté, à la répartition des travaux entre les diverses sous-commissions.

**Définitions** (Chapitre 1<sup>er</sup>). — La rédaction de ce chapitre fut confiée à la sous-Commission F (1) qui a, fort heureusement, mis au point certaines définitions trop vagues ou incomplètes de la Convention de la Haye.

La définition de l'*opium brut* reproduit celle de la Convention de 1912, mais avec cette addition : *quelle que soit la teneur en morphine*.

La définition de l'*opium médicinal* n'a guère été modifiée non plus, sauf qu'on a supprimé la condition de teneur en morphine, laissant à chaque pharmacopée nationale « le soin de la fixer selon ses exigences. »

Le mot « héroïne » ayant fait l'objet d'un dépôt de marque de la part d'un fabricant, il est convenu de la désigner par son nom scientifique : la *diacétylmorphine*.

Pour la *morphine* rien de changé.

La définition de la *feuille de coca* est modifiée de façon à y englober toutes les variétés d'*erythroxylon* et autres espèces du même genre dont la cocaïne pourrait être extraite directement, ou obtenue par transformation chimique.

(1) Voir Doc. O. D. C. 71. Rapport de M. le Professeur Em. PERROT (France).

La *cocaïne*, suivant la définition donnée par la Convention de la Haye, était le principal alcaloïde de l'*erythroxyton coca*, répondant à la formule chimique :  $C^{17}H^{15}NO$ . Cette définition laissant en dehors de la Convention d'autres produits extraits de la feuille de coca, et pouvant servir à la fabrication de la cocaïne (*cocaïne brute*, *ecgonine gauche* et ses dérivés), il a fallu combler cette lacune. La sous-Commission y a songé et la nouvelle Convention définit tout à la fois, la cocaïne, la cocaïne brute et l'ecgonine (1).

Le *chanvre indien*, visé aussi par la Convention, étant généralement désigné par de nombreuses appellations, variant suivant les pays : *Bombay tops*, *bang*, *gunja*, *guazà*, *bing*, la sous-Commission a proposé de compléter sa définition par la mention : « sous quelque dénomination que la drogue soit présentée dans le commerce ».

Notons que la sous-Commission F a été chargée, en outre de la mise au point du Chapitre des Définitions, d'étudier la Rapport du Comité d'hygiène de la Société des Nations, relatif aux besoins médicaux en stupéfiants, et d'examiner les matériaux de travail recueillis par le Comité préparatoire, ainsi que tous autres renseignements disponibles sur cette question. Elle était exclu-

(1) « Il importe, dit M. Em. PERROT, pour éviter la fabrication clandestine, que ne puissent circuler librement tous produits pouvant servir industriellement à la préparation directe ou indirecte de la cocaïne. » (*Bulletin des Sciences pharmaceutiques*, avril 1925, p. 235.)

sivement composée de médecins, de pharmaciens et autres savants des divers Etats représentés.

Notre délégué, M. Em. Perrot, Professeur à la Faculté de Pharmacie de Paris, qui fut désigné comme rapporteur, y a laissé le plus sympathique souvenir et ses remarques, ainsi que ses rapports, furent hautement appréciés par ses collègues.

Une motion de la délégation des Etats-Unis d'Amérique. — Pendant que les sous-Commissions travaillent à résoudre les problèmes qui leur sont soumis, la Conférence aborde la discussion de la motion suivante présentée par les délégués des Etats-Unis :

« Au nom de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, j'ai soumis à l'examen de la Conférence, le Chapitre II des suggestions formulées par les Etats-Unis d'Amérique et je demande que les propositions contenues dans ce chapitre soient renvoyées, par la Conférence, à une Commission compétente aux fins d'examen (1) ».

C'est la question de l'opium préparé qui est ainsi posée devant la seconde Conférence.

Déjà, le 22 novembre, lors de l'adoption du rapport du Comité des travaux, les délégués des Etats-Unis avaient élevé des objections et fait les réserves suivantes :

« La délégation des Etats-Unis estime que le rapport

(1) Voir projet de la délégation des Etats-Unis O. D. C. 34.

du Comité ne peut indûment limiter le domaine de la Conférence ; la délégation des Etats-Unis, n'ayant aucun désir de retarder les débats, votera cependant, en faveur de l'adoption de ce rapport, mais à la condition expresse qu'elle sera autorisée à soumettre, soit à la Conférence, soit aux Commissions compétentes de cette dernière, et pour qu'elles fassent l'objet d'un examen quant au fond, les propositions des Etats-Unis, ou toutes les parties de ces propositions qui sembleront présenter des affinités avec l'objet de la Conférence. Nos instructions sont de telle nature que nous éprouverions des difficultés à participer plus longtemps à la Conférence, si ce point n'était pas nettement précisé. »

Il s'agit, en l'espèce, de l'article 1, du Chapitre premier, et des articles 6, 7 8 et 9 A, du Chapitre II, du projet de la délégation des Etats-Unis qui, s'ils étaient adoptés, modifieraient profondément la Convention de la Haye (1).

(1) Projet de la délégation des Etats-Unis chapitre I<sup>er</sup>, Art. 1  
« Les parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut et des feuilles de coca, de manière qu'il ne puisse se constituer un excédent disponible pour des usages qui ne soient pas strictement médicaux ou scientifiques.

La disposition prédédente n'aura pas pour objet d'empêcher la production, en vue de l'exportation, ou l'exportation de l'opium brut destiné à la fabrication de l'opium préparé dans les possessions où il est encore temporairement autorisé conformément au Chapitre II de la présente Convention.

Chapitre II, Art. 6. Les parties contractantes prendront des me-

La question de compétence est immédiatement posée par M. van Wettum (Pays-Bas).

« La question posée, dit-il, est en dehors du cadre des travaux de la présente Conférence.

« Je tiens à ce que la Conférence comprenne qu'il serait absurde, de sa part, de déclarer nuls et nonavenus les résultats auxquels a abouti une autre Conférence (la Première) et d'entreprendre, à la légère, la rédaction d'une nouvelle Convention relative à un problème, à l'égard duquel la plupart des membres, ici assemblés, n'ont aucune expérience.

« A mon avis, la Conférence n'a ni le droit, ni la

sures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce et de l'usage de l'opium préparé.

Art. 7. Les parties contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé.

Article 8. Chaque partie contractante, sur le territoire de laquelle l'emploi de l'opium préparé est actuellement autorisé temporairement, s'engage à réduire chaque année, pendant une période de dix ans, à partir de la date à laquelle elle aura ratifié la présente convention ses importations d'opium brut destiné à la manufacture de l'opium préparé, d'une quantité égale à 10 % de son importation actuelle ; chaque partie contractante s'engage, en outre, à ne pas compenser la réduction ainsi effectuée par de l'opium produit sur son territoire et, enfin, s'engage, à l'expiration de la dite période de dix ans, à interdire l'importation de l'opium brut destiné à la fabrication de l'opium préparé. Par importation actuelle on entend les quantités importées au cours de la période de douze mois précédant immédiatement la date à laquelle la partie contractante aura ratifié la présente Convention.

Art. 9, A. Les parties contractantes seront tenues de promulguer des lois et règlements efficaces prohibant la fabrication et la distribution de l'héroïne.

compétence de se saisir à son tour, d'une matière qui a été épuisée par la première Conférence ».

Sir Malcolm Delevingne (Grande-Bretagne) fait cette simple observation : « La délégation des Etats-Unis, qui se trouvait à Genève l'année dernière, a fait entendre qu'elle n'était pas intéressée au programme de la première Conférence ; les Etats-Unis n'ont pas avisé les autres pays intéressés qu'ils avaient l'intention de soulever la question à cette Conférence. Dans ces conditions, je ne puis comprendre pourquoi cette proposition a été présentée ».

Répondant à ces objections, M. Steph. G. Porter (Etats-Unis d'Amérique) déclara :

« La Convention de l'opium de la Haye a été signée, il y a plus de dix ans, et elle a été appliquée, en ce qui concerne l'opium préparé, par la plus grande partie des signataires ; nous demandons simplement ici, non pas que vous décidiez des mérites de cet instrument, mais que vous examiniez si le temps est venu, ou non, où nous aurons le droit de demander que les Nations, qui n'ont pas satisfait aux dispositions du Chapitre II, fixent la date précise à partir de laquelle elles appliqueront les dites dispositions.

« Les Etats-Unis et d'autres Etats ont pris des mesures pour s'acquitter des obligations contractées en vertu de l'article 6 de la Convention de la Haye. Peut-être même, peut-on dire, que l'usage de l'opium préparé a été effectivement supprimé dans tous les pays,



sauf dans les territoires de l'Extrême-Orient, appartenant aux pays représentés à la première Conférence.

« Les Etats-Unis et toutes celles des Nations signataires de la Convention de la Haye, qui se sont acquittées de bonne foi des obligations qui découlent de cette Convention, ont incontestablement le droit, non seulement de rechercher si les autres Puissances signataires ont également rempli leurs engagements, mais aussi d'exiger, le cas échéant, que les dites Puissances prennent les mesures nécessaires à cet effet.

« Les Etats-Unis ne peuvent reconnaître à aucune Puissance signataire de la Convention de la Haye, aussi longtemps que cette Convention reste en vigueur, le droit de se libérer, par un accord additionnel, des obligations contractées en vertu de l'article 6 de la Convention, article par lequel elles se sont engagées à prendre des mesures pour la suppression graduelle et efficace du commerce de l'opium préparé...

« Il ne faut pas qu'il y ait une morale pour l'Occident et une autre pour l'Orient... Il ne faut pas que ce qui est interdit et sévèrement puni dans les pays occidentaux, soit légitimé, non défendu et développé en Orient.

« Nous estimons que si la Chine, ou tout autre pays, n'a pas réussi, par suite de désordres intérieurs ou pour d'autres causes, à réprimer efficacement le trafic illicite de l'opium, la situation ainsi créée ne libère pas les autres Puissances, parties à la Convention, de

l'obligation de remplir les engagements qu'elles ont solennellement contractés...

« Quant à la question de compétence, je n'ai aucune hésitation à déclarer que la seconde Conférence, en vertu de la Résolution n<sup>o</sup> VI de l'Assemblée, est qualifiée pour examiner la question de l'opium préparé. La Conférence a, en outre, été convoquée pour adopter les mesures propres à donner effet aux principes suivants :

« 1. Si l'on veut atteindre, conformément à son esprit et à sa véritable portée, le but que se propose la Convention de la Haye sur l'opium, il faut que l'usage des produits opiacés, pour des fins autres que des fins médicales et scientifiques, soit reconnu comme abus et comme usage non légitime.

« 2. Pour éviter l'abus de ces produits, il est nécessaire d'exercer le contrôle de la production de l'opium brut, de manière qu'il n'y ait pas d'excédent disponible pour des fins qui ne sont ni médicales, ni scientifiques. »

M. Bourgeois (France) est d'avis que ces questions, ayant été traitées par la Première Conférence, « ne paraissent pouvoir être reprises par la Seconde Conférence. » Il tient cependant à faire remarquer que le Gouvernement français, prévoyant ce qui arrive aujourd'hui, avait proposé, l'année dernière, une seule Conférence. Il défendit cette idée avec obstination devant la Commission consultative, puis au Conseil, puis à la cinquième Commission de l'Assemblée, et il

ne s'inclina que devant la décision unanime de l'Assemblée.

M. de Agüero y Bethancourt (Cuba) appuie la proposition de la délégation des Etats-Unis et, touchant la question de compétence, exprime l'avis suivant :

« L'invitation a été adressée par la Société des Nations aux Puissances « afin de donner leur effet aux principes formulés par les délégués des Etats-Unis d'Amérique ». Or, l'Article 8 fait partie des dites propositions américaines : il entre, par conséquent, dans le cadre de nos attributions. »

La proposition des Etats-Unis recueille de nombreuses adhésions parmi les délégués des Puissances. Mais les délégations de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon, des Pays-Bas, du Portugal et de l'Inde ont pris nettement position contre ; elles déclarent que si cette proposition est prise en considération, elles s'abstiendront de participer à sa discussion. Le succès de la Conférence paraît donc compromis.

Le délégué espagnol propose alors « d'ajourner la discussion de la Proposition de la Délégation des Etats-Unis, dans le but de permettre aux délégués opposants de saisir leurs Gouvernements de la question et de demander de nouvelles instructions. » Un renvoi de trois jours fut voté.

Trois jours après, le 16 décembre, la Conférence se réunit à nouveau ; mais elle se trouve en présence

d'une motion d'ajournement présentée par son Président.

Elle décide à l'unanimité :

« 1<sup>o</sup> De profiter de la période de vacances qui approche, pour ajourner toutes les séances plénières qui seront reprises le 12 janvier, avec comme première question, à l'ordre du jour, la continuation de la discussion sur la motion présentée par la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

« 2<sup>o</sup> De demander à ses diverses sous-commissions de continuer pendant la présente semaine, la discussion des questions actuellement examinées, afin que les résultats auxquels elles auront abouti, puissent être communiqués à une date aussi rapprochée que possible et examinés d'une manière approfondie pendant la durée de suspension de la Conférence, sous réserve, toutefois, du droit, pour les présidents des sous-commissions, d'ajourner les débats selon les vœux des membres de ces sous-commissions. »

Ultérieurement, sur la proposition de la délégation de la Grande-Bretagne, cet ajournement fut prorogé jusqu'au 19 janvier.

Le 19 janvier, dès l'ouverture de la Conférence, le vicomte Cecil — le nouveau délégué de la Grande-Bretagne — prononce un long discours pour justifier la politique de l'opium de son pays ; il défend l'œuvre de la première Conférence de Genève contre les critiques très vives que lui a adressées Mgr Brent.

« A notre avis, ajoute-t-il, si vous voulez priver ces territoires (1) de l'opium qui a été appelé « Opium de l'Etat », sans atteindre en même temps, par votre réforme, l'opium de contrebande, vous n'aboutirez à aucun résultat. Vous ne ferez qu'accroître les profits des contrebandiers. »

Passant à la question de procédure, l'honorable délégué de la Grande-Bretagne « estime qu'il est de la plus haute importance que les Nations, lorsqu'elles acceptent de participer à une Conférence, puissent absolument être assurées qu'aucune tentative ne sera faite pour étendre la portée de la Conférence, au delà, des termes de l'invitation qui leur a été adressée...

« Dans ces conditions, conclut-il, je puis seulement dire, en tant que représentant du Gouvernement britannique, que je me sentirai tenu de voter contre la proposition qui a été présentée à la Conférence. »

Le nouveau délégué français, M. Daladier, ministre des Colonies, « regrette, pour sa part, que la question de l'opium préparé ait été traitée à part, alors que, ajoute-t-il, j'ai la conviction, fondée à la fois sur les travaux des savants et sur l'expérience des hommes pratiques, que, si vous me permettez cette expression peut-être un peu vulgaire, *la seringue à injection est beaucoup plus dangereuse et plus mortelle que la pipe d'opium du fumeur* ».

(1) Où l'usage de l'opium préparé est temporairement toléré par la Convention de la Haye.

Lasse de tant de discussions, la Conférence, dans sa séance du 24 janvier, finit par se rallier à une proposition du délégué de la Finlande, tendant à soumettre la proposition de la délégation des Etats-Unis à une délégation composée de huit représentants des Gouvernements qui n'ont pas pris part à la Première Conférence et de huit membres de celle-ci.

**Délégation des Seize.** — La Délégation se trouve en présence : a) de la proposition présentée par la délégation des Etats-Unis ; b) de la déclaration de la délégation britannique ; c) de la déclaration de la délégation française.

M. P. Porter (Etats-Unis) propose, en vue de « réduire au minimum le champ des questions en litige », d'essayer de se mettre d'accord sur la question la plus controversée, c'est-à-dire, celle de savoir : *quand le délai de quinze ans commencera à courir.*

« Nous avons accepté, dit M. Daladier, le délai fixe de quinze ans, pour supprimer graduellement l'usage de l'opium. Un grand progrès a été réalisé dans la Convention élaborée par la Première Conférence de Genève. Les Nations signataires, renonçant aux prérogatives laissées, par l'article 6 de la Convention de la Haye, à chaque Nation qui restait seule juge des conditions devant lui dicter sa décision, se soumettent, désormais, à une *décision extérieure.*

Une seule garantie est demandée par les Puissances



intéressées : « C'est la garantie, dit M. Daladier, que les pays producteurs ne viendront pas empoisonner les peuples soumis à mon autorité. »

C'est là le *leit-motiv* qui revient sans cesse.

Parlant des mesures prises pour supprimer l'abus de l'opium préparé, M. van Wettum (Pays-Bas) estime qu'il est du devoir de son Gouvernement de ne pas prendre de mesures plus restrictives, tant qu'il ne sera pas certain que l'opium illicite n'arrive pas à pénétrer, en quantité toujours plus grande, sur son territoire.

Les points de vue restant très éloignés, on se décide à nommer une sous-commission. Mais celle-ci ne fut pas plus heureuse dans ses tentatives de conciliation. Et, à la quatrième et dernière séance de la Commission des Seize (6 février 1925), le Président donna lecture de la lettre suivante, par laquelle le chef de la Délégation des Etats-Unis annonçait que sa Délégation avait décidé de se retirer de la Conférence.

« J'ai l'honneur de vous informer, écrit-il, conformément à l'autorisation qui nous a été donnée par le Président des Etats-Unis, que sa Délégation, à son plus grand regret, ne peut continuer à participer aux délibérations de la Conférence de l'opium. Les raisons de cet acte sont expliquées en détail dans le mémorandum ci-joint. En prenant congé de vous, qu'il me soit permis, au nom de la Délégation, de dire combien j'ai été sensible à l'amabilité et à la bonté que nous ont témoignées nos collègues, et d'exprimer aux

fonctionnaires du Secrétariat, notre appréciation pour le zèle qu'ils ont mis à faciliter notre tâche. »

Dans une allocution prononcée à la séance plénière du lendemain, le Président, M. Herluf Zahle, dit le vif regret que causait à la Conférence la décision de la Délégation des Etats-Unis ; puis il ajouta :

« Nous touchons au port ; j'espère même que nous y entrerons avec notre pavillon flottant au haut des mâts. Mais en ce moment même un de nos collaborateurs, l'un des plus énergiques nous quitte. Ce départ nous affecte profondément, mais je forme les vœux les plus sincères pour que nos travaux, même sans son aide, jusqu'ici précieuse, puissent aboutir à une solution heureuse et effective des problèmes si graves qui font l'objet de la Conférence. Le front uni dans la lutte contre le fléau de l'opium n'est pas rompu. »

De fait, la Conférence, débarrassée de cette question irritante de l'opium préparé, put continuer et mener à bonne fin l'œuvre entreprise (1).

Il convient de dire que, pendant tant de séances plénières perdues en de vaines discussions, les travaux avaient beaucoup avancé dans les sous-commissions, et il est juste de constater que la collaboration de la Délégation des Etats-Unis y avait laissé des traces profondes.

(1) Le même jour, la Conférence enregistrait le retrait d'une autre délégation qui se solidarisait avec celle des Etats-Unis d'Amérique : la délégation de la République chinoise.

**Chanvre indien.** (Chapitre IV). — La Commission consultative de l'opium avait été saisie par une Proposition du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, tendant à n'autoriser l'exportation du chanvre indien que pour des buts purement médicaux, prouvés par des certificats émanant des Gouvernements des pays importateurs.

« Du point de vue de l'Union Sud-Africaine, dit cette proposition, le plus important de tous les narcotiques, entraînant des habitudes dangereuses, est le chanvre indien ou « dagga », narcotique dont le nom ne figure pas sur la liste internationale... » (Annexe 8, O. C. 163).

La Commission vota, après discussion, la résolution suivante :

« IV. — En ce qui concerne la proposition du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine tendant à ce que le chanvre indien (*cannabis indica* ou *cannabis sativa*) soit considéré comme une des drogues nuisibles, la Commission consultative recommande au Conseil que les Gouvernements soient invités, en premier lieu, à transmettre à la Société des renseignements sur la production, l'usage et le commerce de cette substance dans leurs territoires, ainsi que leurs observations sur la proposition soumise par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. La Commission recommande, en outre, que la question soit examinée à la session

annuelle de la Commission consultative de 1925 (1). »

La question du hachisch se présenta à l'ordre du jour de la Deuxième Conférence de l'opium, sous la forme d'une proposition de la Délégation du Gouvernement égyptien. Elle fut renvoyée, pour étude, à la Sous-Commission F.

M. le professeur Perrot (France), chargé, par ses collègues, de rédiger le rapport de la Sous-Commission, s'est très consciencieusement acquitté de sa tâche et a brillamment soutenu ses conclusions devant la Conférence.

« Le chanvre indien, a-t-il dit, est non pas une préparation, mais simplement la partie supérieure des pieds femelles du chanvre qui pousse principalement dans l'Inde.

« La question est extrêmement délicate, parce que le chanvre qui sert à fabriquer les toiles que vous connaissez, est, au point de vue botanique, produit par la même espèce. Ainsi, la suppression de la culture qui paraît très facile pour le pavot, devient, ici, extrêmement difficile. Si mes chiffres sont exacts, l'Inde exporte environ 100.000 tonnes de fibres de chanvre par an.

« L'abus des préparations dérivées du chanvre indien (hachisch, chara, chira, etc.). prises par la bouche, et la consommation de la drogue à fumer, sont

(1) Procès-verbal de la VI<sup>e</sup> session C. 397 M. 146, 1924 XI.

des plus dangereux, car l'usage immodéré entraîne, par l'accoutumance, des désordres pour le moins aussi graves que ceux qu'occasionnent, dans les mêmes conditions, l'opium et ses dérivés...

« La plupart des nations l'ont interdit ; dans certains cas un monopole a été établi ; en Tunisie, par exemple, la situation de la France est la suivante : Nous avons édicté des lois précises afin que les préparations dites hachisch, ou autres préparations contenant des produits nocifs, soient complètement interdites.

« En Egypte, les lois sont extrêmement sévères.

« Quant aux préparations pharmaceutiques, les lois françaises, de même que la loi italienne, sauf erreur, ont mis sous des règlements identiques à ceux de l'opium, la préparation du chanvre indien.

« La culture du chanvre indien est interdite par le Gouvernement ottoman, par celui de l'Egypte, par celui de la Grèce et ceux de quelques autres pays.

« ...La limitation de la culture ne paraît pas comme facile à obtenir ; toutefois, il convient de chercher à prendre les mesures les plus sévères pour que les variétés, plus particulièrement toxiques, soient prosrites, et le trafic de la résine, résolument interdit. »

En conséquence, la Sous-Commission F. propose à la Conférence :

1<sup>o</sup> D'ajouter à l'article 4 (chapitre III, Contrôle intérieur des drogues manufacturées qui débute ainsi :

*Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux substances suivantes) :..... f) Aux préparations galéniques (extrait et teinture) de chanvre indien.*

2<sup>o</sup> D'introduire le texte suivant dans le Chapitre IV :

« I. — Les dispositions du Chapitre V (Contrôle et Commerce international) de la présente Convention, s'appliqueront au chanvre indien. En outre, et sous réserve des autres dispositions du Chapitre V, les Parties contractantes s'engagent :

« a) En ce qui concerne la résine extraite du chanvre indien, à en prohiber l'exportation, sauf à destination de tout pays importateur qui n'aurait pas interdit l'usage de ce produit ; dans ce cas, il sera exigé la production d'un certificat d'importation spécial, délivré par le Gouvernement importateur, certifiant que l'importation est approuvée pour les fins spécifiées dans le certificat et garantissant que la marchandise ne sera pas réexportée.

« b) En ce qui concerne le chanvre indien, à exiger avant de délivrer le permis d'exporter visé à l'art. 13 de la présente Convention, la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le Gouvernement du pays importateur, et certifiant que l'importation est approuvée et destinée exclusivement à des fins médicales ou scientifiques.

« II. — Les parties contractantes exerceront un contrôle effectif en vue d'empêcher le trafic illicite du



chanvre indien et particulièrement de la résine. »

M. Walton (Inde) déclare ne pouvoir accepter les modes de contrôle proposés par la Sous-Commission F qui n'a d'ailleurs pu examiner la question que du point de vue médical et scientifique. Il faudrait l'examiner aussi au point de vue administratif. L'une des plus grandes difficultés provient, dit-il, du fait que la plante, avec laquelle la drogue est préparée, croît à l'état sauvage, et que la drogue est extraite de la plante, à l'aide de procédés très simples ; il est par conséquent difficile d'en contrôler la préparation.

Sur sa demande, une commission spéciale fut désignée pour étudier la question du chanvre indien, ainsi que le projet proposé par la Sous-Commission F.

Le projet qu'elle apporta à la Conférence donna lieu à discussion, notamment sur la partie concernant l'exportation. On finit par se mettre d'accord, pour « interdire l'exportation de la résine obtenue du chanvre indien, et des préparations usuelles dont la résine est la base (hachisch, esrar, chira, djamba) », art.11.

Fut aussi acceptée la définition suivante proposée par la sous-commission F.

« Par « Chanvre Indien », on entend la sommité séchée, fleurie ou fructifiée, des pieds femelles du *cannabis sativa* L. de laquelle la résine n'a pas été extraite, sous quelque dénomination qu'elle soit présentée dans le commerce ».

**Héroïne (Diacétylmorphine).** — La délégation des Etats-Unis d'Amérique propose, avec l'article 9 A de son projet, la suppression radicale de l'héroïne. Conséquemment, elle prévoit la suppression du paragraphe c) de l'article 14 de la Convention de la Haye (1).

Sur la demande de M. de Myttenære (Belgique), la proposition de la délégation des Etats-Unis fut renvoyée à la sous-commission F.

Devant la sous-commission, l'honorable délégué belge proposa de soumettre à la prescription médicale toutes les préparations à base de diacétylmorphine, en vue, dit-il, « d'en limiter la consommation au strict minimum et d'arriver, par le fait, à la réduction d'abord, puis éventuellement, à la suppression de la fabrication de cet alcaloïde ».

La délégation française demande, au contraire, « de garder à l'héroïne la place qu'elle a dans la Convention de la Haye, » c'est-à-dire de lui conserver la tolérance dont elle jouit, tolérance dont bénéficient certaines préparations qui contiennent moins de 0,1 % d'héroïne.

La proposition de la délégation des Etats-Unis tendant à la suppression totale et radicale de l'héroïne

(1) Art. 14 (convention de la Haye). Les puissances contractantes appliqueront les lois et règlements de fabrication, d'importation, de vente ou d'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs.

. . . . .  
c) A l'héroïne, ses sels, et préparations contenant plus de 0,1 % d'héroïne.

a été écartée par la sous-commission. Celle-ci a pensé, en effet, que cette suppression était impossible, et, qu'en tout cas, elle n'entraînait pas dans sa compétence.

Restait la proposition de la délégation belge.

M. Perrot, au nom de la délégation française, combattit énergiquement cette proposition et insista pour qu'on ne fit pas à l'héroïne un traitement spécial.

Certains Etats, notamment : Le Canada, la Pologne, le Brésil, la Norvège, l'Etat libre d'Irlande, sont d'accord avec les Etats-Unis d'Amérique pour déclarer que la diacétylmorphine est un médicament dont on peut se passer et qui n'a, vis-à-vis de la morphine, qu'un seul avantage, celui d'être, à des doses beaucoup moindres, un stupéfiant de premier ordre (1).

Pour d'autres délégués, la diacétylmorphine « possède des propriétés spéciales : elle agit plus rapidement et à dose plus faible que la morphine ». Elle est, suivant M. Coutière, « indubitablement utile dans les maladies des voies respiratoires, où son action est trois fois plus intense que celle de la morphine. Elle a de réels avantages sur cette dernière, car elle exagère le peristaltisme intestinal, tout en respectant les fonctions digestives, et ne provoque ni nausées, ni vomissements (2) ».

(1) Voir aussi Comar et Buvat cités plus haut.

(2) Prof. H. COUTIÈRE. *Bulletin de l'Académie de Médecine*. Paris, janvier 1925 : « Le trafic des stupéfiants et la Conférence internationale de l'opium de Genève. »

Le délégué de la Belgique oppose l'argument suivant :

« Ne ressort-il pas à l'évidence de la conception française de la valeur thérapeutique de la diacétylmorphine qu'il convient absolument que ce médicament soit prescrit, selon les cas, par le médecin, et non introduit dans des préparations officinales, lancées dans le monde sous la forme de spécialités pharmaceutiques et servies à tout requérant, sans examen et sans prescription du médecin ? » Et pour terminer il cite la déclaration suivante de la Section d'Hygiène de la Société des Nations : « La diacétylmorphine (héroïne) est un médicament très dangereux, plus toxique encore que la morphine et qui présente, à un degré plus marqué encore que celle-ci, tous les dangers de l'accoutumance. Comme beaucoup de pharmacologues et de cliniciens admettent que la thérapeutique peut se passer de l'héroïne, la sous-commission mixte recommande d'envisager la possibilité d'en interdire complètement la fabrication. » (Doc. O. D. C. 73).

Malgré le zèle apporté à les défendre par M. Perrot les spécialités pharmaceutiques, renfermant moins de 0,1 % de diacétylmorphine, ne purent être sauvées.

La sous-commission F « impressionnée par les terribles ravages de l'héroïne, notamment aux Etats-Unis d'Amérique... adopta la suppression du pourcentage, en vue d'amener en pratique, l'impossibilité de vendre au public, sans une ordonnance médicale, toute prépa-

ration renfermant, en si petite quantité que ce soit, de l'héroïne »,

Finalement, l'article 4, rédigé conformément à la proposition de la délégation belge, fut voté. Désormais, *toutes les préparations à base de diacétylmorphine seront soumises aux dispositions du Chapitre III.*

**Contrôle intérieur de l'opium brut et des feuilles de coca.** (Chapitre II). — L'assimilation de la feuille de coca à l'opium brut, proposée à la fois par la Commission consultative et par la délégation des Etats-Unis, n'a pas rencontré d'opposition, et l'article 3 a été ainsi rédigé :

« Les Parties contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports, ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut ou de feuilles de coca sera permise ».

En ce qui concerne le contrôle de l'opium, nous savons à quelles discussions a donné lieu l'article premier du Projet de la délégation des Etats-Unis.

La délégation des Etats-Unis voulait lier la question du contrôle de l'opium préparé, qui avait été traitée par la première Conférence, à la question du contrôle de l'opium brut, qui était de la compétence de la deuxième Conférence.

Pour l'opium brut, l'article premier de la délégation des Etats-Unis stipulait : « Les Parties contractantes

édicteront des lois ou des règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut et des feuilles de coca, *de manière qu'il ne puisse se constituer un excédent disponible pour des usages qui ne soient pas strictement médicaux ou scientifiques.*

« La disposition précédente n'aura pas pour objet d'empêcher la production en vue de l'exportation, ou l'exportation de l'opium brut destiné à la fabrication de l'opium préparé dans les territoires où l'usage de l'opium préparé est encore temporairement autorisé, conformément au Chapitre II de la présente Convention, *aussi longtemps que cette exportation est conforme aux dispositions de la présente Convention* ».

Si l'on rapproche les dispositions finales des deux paragraphes de cet article, des articles 6 et 7 du même projet américain (1), on voit vers quelles solutions radicales la Conférence se sentait entraînée.

Mais, invoquant l'impossibilité de contrôler la production et l'exportation de l'opium en Chine, les Puissances intéressées se refusèrent à suivre la délégation américaine dans cette voie. Et l'article 2, conforme aux intérêts de ces Puissances fut ainsi rédigé :

(1) Art. 6. (Projet américain). Les parties contractantes prendront les mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé.

Art. 7. (même projet). Les parties contractantes prohiberont l'importation de l'opium préparé.



Art. 2. — Les Parties contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements, si cela n'a pas encore été fait, pour assurer un contrôle efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut ; elles s'engagent également à réviser périodiquement et à renforcer, dans la mesure où cela sera nécessaire, les lois et règlements sur la matière qu'elles auront édictées en vertu de l'article premier de la Convention de la Haye de 1912 ou de la présente Convention.

Dans cet article il n'est nullement question de la feuille de coca. Vaguement assimilée à l'opium brut, la feuille de coca échappe donc au contrôle institué par l'article 2.

**Contrôle intérieur des drogues manufacturées.** (Chapitre III). — On a commencé tout d'abord par se préoccuper de fixer la liste des produits auxquels les dispositions de ce chapitre doivent s'appliquer.

Cette liste, dans la Convention de 1912, figure à l'article 14.

L'article 14 du Projet de la délégation des Etats-Unis, était ainsi conçu : (les amendements introduits sont en italique) :

« Les *Parties* contractantes appliqueront les lois et règlements de fabrication, d'importation, de vente, de *distribution, de livraison* ou d'exportation de la morphine, de la cocaïne, de leurs sels respectifs et de leurs *dérivés* :

« a) A l'opium médicinal ;

« b) A toutes les préparations (officinales et non officinales), y compris les remèdes, dits « anti-opium » contenant de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels ou dérivés ;

« c) (ce paragraphe concernant l'héroïne est supprimé).

« d) A tout nouveau dérivé de la morphine ou de la cocaïne ou de leurs sels respectifs et à tout autre alcaloïde de l'opium ou des feuilles de coca et à tout stupéfiant de nature à engendrer des habitudes funestes, qui pourrait à la suite de recherches scientifiques, généralement reconnues, donner lieu à des abus analogues et avoir pour résultats, les mêmes effets nuisibles. »

Dans un exposé très précis, M. Em. Perrot (France) démontre tout d'abord, que les mots « dérivés respectifs » ne sauraient être maintenus dans la nouvelle rédaction, « parce que, dans les dérivés de la morphine et de la cocaïne, mais surtout de la morphine, il existe des séries de dérivés qui ne peuvent nullement être mis dans le groupe des stupéfiants ou narcotiques ».

Par contre, la sous-commission F accepte sans difficulté, l'addition des mots « distribution et livraison » proposée par la délégation des Etats-Unis.

Passant à l'examen de la liste suggérée par cette délégation, la sous-commission F propose le maintien de l'opium officinal.

Elle propose, en outre, d'ajouter, à cette liste, la cocaïne brute et l'ecgonine qui doivent être consi-

dérées « comme des matières premières, et non comme des stupéfiants ». (paragraphe *b.*)

Dans le paragraphe *c*) sont mentionnés : la morphine, la diacétylmorphine et leurs sels respectifs.

Le paragraphe *d*) devra comprendre : les préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes dits « anti-opium ») contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne.

Nous avons vu plus haut que ce régime de faveur avait été refusé à l'héroïne (paragraphe *e*).

La sous-commission F avait proposé de rédiger ainsi le paragraphe *f*) : « A tout nouveau dérivé de la morphine ou de la cocaïne, tout alcaloïde de l'opium ou de la feuille de coca et tout autre stupéfiant auxquels la présente Convention peut s'appliquer, conformément à l'article 10. »

Cette rédaction fut vivement discutée en séance plénière et le mot « nouveau » fut particulièrement attaqué.

Finalement, sur la proposition de M. de Palacios (Espagne), on finit par accepter la rédaction suivante :

« A tout autre stupéfiant auquel la présente Convention peut s'appliquer conformément à l'article 10 » ; (ce paragraphe devient le paragraphe *g*).

Enfin, le paragraphe *f*) ajoute à la liste les « préparations galéniques (extrait et teinture) du chanvre indien ».

L'article 4 ainsi rédigé est adopté : Il modifie assez

profondément l'article 14 de la Convention de la Haye qu'il remplacé dans la nouvelle Convention.

L'article 9 de la Convention de la Haye se trouve reproduit sans grand changement, dans le projet de la délégation des Etats-Unis. Aucune opposition ne s'étant manifestée, l'article proposé a été adopté, presque sans modification, par la Conférence et il devient, dans la nouvelle Convention, l'article 5 :

Article 5. — Les Parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces de façon à limiter exclusivement aux usages médicaux et scientifiques, la fabrication, l'importation, la vente, la distribution, l'exportation et l'emploi des substances auxquelles s'applique le présent chapitre. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces substances pour tout autre objet.

Dans son article 10, la Convention de la Haye stipule que les Puissances contractantes *s'efforceront de contrôler ou de faire contrôler...* » Sur la proposition de la délégation des Etats-Unis (article 10 de son Projet), il est décidé que désormais : « Les Puissances contractantes *contrôleront* tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent les substances auxquelles s'applique le présent chapitre, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce. » (Article 6 de l'Accord).

A cet effet, les Parties contractantes devront :

a) limiter aux seuls établissements ou locaux, pour

lesquels une autorisation existe à cet effet, la fabrication des substances visées par l'article 4 b), c), g) ;

b) Ce paragraphe (article 10 b) de la Convention de la Haye), reproduit le paragraphe proposé par la délégation américaine : les Parties contractantes devront exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent les dites substances, *soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations.*

Le paragraphe c) exige de ces personnes (qui fabriquent, exportent, vendent etc...) la consignation, sur leurs livres, de toutes ces opérations. La dernière phrase exonère de ces formalités, les prescriptions médicales, exécutées par des pharmaciens ou par des médecins « dûment autorisés », à condition que les ordonnances soient « dûment conservées » par eux. La délégation des Etats-Unis avait demandé, sans succès, la suppression de cette partie du paragraphe.

Un amendement de la délégation française tendant à imposer ces obligations à certaines autres personnes « autorisées », telles que dentistes, vétérinaires, etc., fut repoussé.

L'article 11 de la Convention de la Haye, devenu l'article 7 de la nouvelle Convention, est modifié seulement en ce sens, qu'aux mesures à prendre contre toute cession, dans le commerce intérieur, à des personnes non autorisées, de substances auxquelles s'applique le présent Chapitre, il faudra ajouter des me-

sures contre la *détention* de ces mêmes substances.

Article 8 de la nouvelle Convention. — Les préparations contenant les stupéfiants visés dans le présent Chapitre, pourront échapper au régime de la présente Convention, si le Comité d'Hygiène de la Société des Nations déclare « qu'elles ne peuvent donner lieu à la toxicomanie ».

Cet article atténue dans une certaine mesure, la rigueur avec laquelle la diacétylmorphine a été traitée par l'article 4.

Une autre atténuation du même genre se retrouve dans l'article 9.

Article 9. — « Toute partie contractante peut autoriser les pharmaciens à délivrer au public, de leur propre chef et à titre de médicament pour l'usage immédiat, en cas d'urgence, les préparations officinales opiacées suivantes : teinture d'opium, laudanum de Sydenham, poudre de Dower ; toutefois, la dose maximum qui peut, dans ce cas être délivrée, ne doit pas contenir plus de 0 gr. 25 d'opium officinal et le pharmacien devra faire figurer dans ses livres, conformément à l'Article 6 c), les quantités fournies.

Cette disposition ne figurait pas dans la Convention de la Haye et nous n'en trouvons pas trace, non plus, dans le Projet de la délégation des Etats-Unis.

Elle a été suggérée à la Conférence, d'abord par le souci de donner au public quelques facilités de se procurer certains remèdes calmants, en cas d'urgence



ensuite, par cet autre souci, non moins louable, d'éviter au pharmacien de se trouver pris parfois, entre les devoirs que lui impose la loi, et ceux, non moins impérieux, que lui dicte sa conscience chaque fois qu'un malade, torturé par la souffrance, s'adresse à lui pour le soulager. Désormais tout Gouvernement aura la faculté d'autoriser ses pharmaciens à délivrer certaines préparations officinales opiacées, sans ordonnance, à condition qu'elles ne renferment pas plus de 25 centigrammes d'opium officinal.

Article 10. — Si la science vient à découvrir un stupéfiant nouveau, « capable de produire des effets aussi nuisibles que les substances visées par ce chapitre de la Convention », l'article 10 prévoit la procédure, grâce à laquelle il sera possible de le soumettre à la réglementation du présent Chapitre, sans recourir à une nouvelle Conférence. La décision sera prise par le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avis du Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris, et communiquée au Conseil de la Société des Nations. Celui-ci sera chargé d'en informer les Parties contractantes. Chaque partie reste libre d'accepter la recommandation ou de n'en pas tenir compte.

**Contrôle du commerce international.** (Chapitre V). — L'article 12 n'a pas donné lieu à de longues discussions. Il reproduit, dans leur principe, les propositions de la

délégation américaine et de la Commission consultative qui étaient à peu près identiques. Celles-ci, cependant, débutaient par ces mots : « Chaque Partie contractante interdira le transport, par navire portant son pavillon, de tout envoi de substances visées par la présente Convention ». Tandis que l'article adopté par la Conférence débute ainsi : « Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'importation soit obtenue pour chaque importation... »

Dans un second paragraphe, il est ajouté que « l'autorisation d'importation spécifiera le délai dans lequel devra être effectuée l'importation ; elle pourra admettre l'importation en plusieurs envois ».

Article 13. — Cet article, d'ailleurs très long, règle en ses sept paragraphes, le mécanisme des importations et des exportations, et vise à organiser un contrôle méticuleux.

1. Chaque Partie contractante devra exiger une autorisation d'exportation distincte, pour toute exportation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention

2. Le Gouvernement de l'agent exportateur, ne devra accorder son autorisation d'exporter que sur présentation d'un certificat d'importation approuvé par le Gouvernement de l'agent importateur.

Un modèle unique de certificat d'importation, dont un exemplaire est joint à la présente Convention, est recommandé aux Parties contractantes qui

« s'engagent à l'adopter dans la mesure du possible ».

3. Le paragraphe 3 proposé par la sous-commission était ainsi rédigé : « L'autorisation d'exportation spécifiera dans quel délai doit être effectuée l'exportation ».

Le délégué espagnol proposa d'ajouter : « L'autorisation devra, en outre, mentionner le numéro, la date et la durée de l'autorisation d'importation correspondants, ainsi que l'indication de l'autorité dont elle émane ».

Le paragraphe 2 de l'article 13 stipulant que le certificat d'exportation ne devra être délivré que contre présentation d'un certificat d'importation de l'autorité du pays importateur, aucune raison ne s'opposait à ce que de telles précisions fussent énoncées sur le certificat d'autorisation d'exportation.

Aussi, le paragraphe 3, ainsi amendé, fut adopté par la Conférence.

4. Une copie d'autorisation d'exportation devra accompagner l'envoi, et une seconde devra être adressée au Gouvernement du pays importateur.

5. Une fois l'exportation effectuée, ou si elle ne s'est effectuée qu'incomplètement, le Gouvernement du pays importateur devra retourner l'autorisation d'exportation, endossée, au Gouvernement du pays exportateur. L'endos spécifiera la quantité effectivement importée.

6. Si la quantité exportée est inférieure à celle prévue sur l'autorisation d'exportation, le Gouverne-

ment du pays exportateur devra le mentionner sur l'autorisation d'exportation et sur toute copie officielle de cette autorisation.

7. Si la demande d'exportation concerne un envoi destiné à être déposé dans un *entrepôt de douane*, un certificat spécial, spécifiant ce détail, et émanant du Gouvernement intéressé pourra, dans ce cas, remplacer le certificat d'exportation.

Article 14. — Cet article concerne les *ports francs et les zones franches*. Il est la reproduction presque littérale de l'article 20-H des propositions présentées par la délégation des Etats-Unis. Le texte proposé par la Convention consultative n'en diffère guère non plus (Partie II, n° IX) :

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer aux zones franches et aux ports francs, situés sur leur territoire, les lois et règlements en vigueur dans le pays et concernant les substances visées par la présente convention.

Toutefois, et en vue de répondre au désir exprimé par l'Italie d'interdire l'accès de ses ports francs à ces substances, il est stipulé que « cet article n'empêche pas, une des Parties contractantes, d'appliquer, aux dites substances, des dispositions plus énergiques dans les ports francs et les zones franches que dans les autres parties de son territoire ».

Article 15 (*Transit*). — Le premier paragraphe reproduit, avec quelques corrections, l'article 20-I des

propositions présentées par la délégation des Etats-Unis : Un envoi de l'une quelconque des substances, visées par la présente Convention, ne sera autorisé à traverser un pays — autre que le pays exportateur — à destination d'un troisième pays — « que cet envoi soit ou non, transbordé du navire ou du véhicule utilisé » — que si la copie de l'autorisation d'exportation — ou le certificat de déroutement, s'il en existe un — est soumis aux autorités compétentes de ce pays.

Le paragraphe 2 réglemeute le *déroutement* :

Toutes mesures devront être prises pour empêcher le déroutement vers une destination autre que celle figurant sur la copie de l'autorisation d'exportation qui accompagne l'envoi. Toutefois, le Gouvernement du pays, par où un envoi est autorisé à passer, peut autoriser le déroutement. Il délivrera, dans ce cas, un certificat de déroutement qui sera soumis aux dispositions de l'article 13.

« En outre, le Gouvernement du pays autorisant le déroutement de l'envoi devra conserver la copie d'exportation (ou certificat de déroutement) qui accompagnait le dit envoi, au moment de son arrivée sur le territoire du dit pays, et le retourner au Gouvernement qui l'a délivré en notifiant en même temps, à celui-ci, le nom du pays à destination duquel le déroutement a été autorisé ».

En ce qui concerne le transport aérien, le présent article s'appliquera « dans la mesure où les circons-

tances le permettront », lorsque l'aéronef atterrira.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au transport de substances par la poste.

Article 16 (*Entrepôt*). — Tout envoi de l'une des substances visées par la présente Convention, débarqué sur le territoire d'une partie contractante et déposé dans un entrepôt de douane, ne pourra en être retiré que sur présentation d'un certificat d'importation délivré par le Gouvernement du pays de destination, certifiant que l'importation est approuvée.

Article 17 (*Manipulation*). — L'une quelconque des substances visées par la présente Convention qui traverse en transit les territoires d'une Partie contractante, ou y est déposée en entrepôt de douane, ne pourra être soumise à aucune opération qui modifierait soit sa nature, soit — sauf permission de l'autorité compétente — son emballage.

L'Article 18 prévoit une dérogation, dans le cas où une des Parties contractantes, estime impossible de faire application de l'une quelconque des dispositions du présent Chapitre à son commerce avec un autre pays, à raison du fait que ce dernier n'est pas Partie à la Convention.

Voilà le système de contrôle du commerce international des stupéfiants auquel a abouti le travail de la deuxième Conférence.

Il offre incontestablement de sérieuses garanties, et il constituerait même une barrière infranchissable



à l'abus, si toutes les Nations l'acceptaient et, l'acceptant, si toutes voulaient réellement ou pouvaient en appliquer rigoureusement toutes les prescriptions.

**Comité central permanent.** (Chapitre VI). — La Commission consultative s'était préoccupée, en vue d'assurer un contrôle de la production et de la consommation des divers stupéfiants, de l'organisation d'un système de déclaration (1) et de la création d'un Bureau Central permanent, chargé de recevoir et de classer ces déclarations (2).

Quant aux propositions de la délégation américaine concernant ce Chapitre, on les trouve inscrites dans les articles 20 A, 20 B, 20 C, 20 D, 20 E de leur Projet (3).

L'organisation du Comité Central permanent fournit la matière à neuf articles de la présente Convention :

Article 19. — L'article 19 stipule qu'un Comité permanent sera nommé dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la Convention.

Il comprendra huit personnes qui, « par leur compétence technique, leur impartialité et leur indépendance inspireront une confiance universelle ».

Le délégué de la Pologne, M. Chodzko, critique cette rédaction ; il lui reproche d'être trop vague.

« Si, dit-il, nous analysons par exemple, le mot

(1) Art. 1. Section I, p. 13 du projet de la commission consultative.

(2) Art. 3. Section I du projet de la commission consultative.

(3) Projet de la délégation américaine O. D. C. 34.

« impartialité », qu'est-ce que ce terme veut dire en l'occurrence ? Ainsi, appellerons-nous « impartial », celui qui partage les opinions américaines, ou les opinions de la majorité des Commissions consultatives de l'opium ?

« Ensuite que signifie l'expression : « leur indépendance ? » De quoi ou de qui les membres du Comité doivent ils être indépendants ? L'article dit également : « ces personnes seront choisies sur une liste présentée par les puissances signataires ». Ces personnes, seront-elles indépendantes de leurs Gouvernements ?... »

En conséquence, l'honorable délégué proposa de mieux définir les expressions qu'il trouve trop vagues et d'ajouter : « Le Comité comprendra huit personnes, dont quatre désignées par les pays producteurs et manufacturiers de stupéfiants, et quatre par les pays consommateurs ».

Il demanda, en outre, que le Président soit élu par le Comité et que le mandat des membres du Comité soit d'une durée de cinq ans (et non de trois ans) afin de mieux assurer leur indépendance.

Le délégué polonais finit par obtenir que le Président soit élu par le Comité et que la durée du mandat de ce Comité soit de cinq ans.

Quant à sa suggestion concernant le choix des membres du Comité, elle a été repoussée par la Conférence.

La sous-commission dans son rapport sur cette question s'exprimait ainsi : « Il est indispensable,

d'une part, que les membres du Comité soient absolument impartiaux et indépendants et que, d'autre part, ils possèdent une connaissance approfondie des questions qu'ils seront appelés à traiter. S'ils ne remplissent pas ces deux conditions, ils ne pourront pas s'imposer à la confiance générale de tous les pays intéressés et du monde entier, confiance dont dépend le succès de leur activité ».

Comme il importe d'écarter toute circonstance de nature à laisser soupçonner que le Comité est choisi dans un groupe déterminé de pays, la Conférence, s'inspirant d'une proposition de la délégation italienne décide que « les membres du Comité central seront nommés par le Conseil de la Société des Nations (1) ».

« En procédant à ces nominations, on prendra en considération l'importance qu'il y a à faire figurer dans le Comité central, en proportion équitable, des personnes ayant une connaissance de la question des stupéfiants dans les pays producteurs et manufacturiers d'une part, et dans les pays consommateurs, d'autre part, et appartenant à ces pays ».

Les États-Unis d'Amérique et d'Allemagne, ne faisant pas partie de la Société des Nations, seront invités à désigner chacun une personne pour participer à ces nominations.

La proposition de la délégation des États-Unis,

(1) Proposition italienne, C. R. 35, p. 13.

concernant ce chapitre, prévoyait un Comité formé de représentants de certaines Nations choisies par la présente conférence, et qui aurait toute faculté pour choisir son siège. Ce Comité aurait eu pouvoir de nommer un Comité exécutif de cinq personnes au plus (1).

Cette proposition ne fut pas acceptée.

Article 20. — Cet article est un témoignage du souei qu'a eu la Conférence d'assurer l'indépendance du Comité (2).

La première rédaction de cet article prévoyait, en outre (ainsi que le faisait l'article 20 C (dernier paragraphe) de la proposition américaine), des dispositions à prendre pour « répartir des dépenses du Comité entre les Parties contractantes ».

Sir Malcolm Delevingne (Empire britannique), critiqua cette disposition.

« A mon avis, dit-il, le Conseil est beaucoup mieux placé que nous pour régler cette question... La rédaction de cet article a été très soigneusement arrêtée, de concert avec le Secrétaire Général lui-même. Sir

(1) Art. 20 C Propositions de la délégation des Etats-Unis O. D. C. 34.

(2) Art. 20. Le conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Comité, prendra les dispositions nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du Comité, en vue de garantir la pleine indépendance de cet organisme dans l'exécution de ses fonctions techniques, conformément à la présente Convention, et d'assurer, par le Secrétaire Général, le fonctionnement des services administratifs du Comité.

A l'article 19 on lit déjà : « Les membres du Comité central n'exerceront pas de fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leur Gouvernements »

Eric Drummond en est tout à fait satisfait ; elle lui confère le contrôle administratif du personnel, tout en laissant ce personnel libre, en ce qui concerne l'exécution de ses fonctions techniques, d'agir conformément aux ordres et sous le Contrôle du Comité ».

Article 21. — Cet article stipule que chacune des Parties contractantes devra envoyer chaque année, avant le 31 décembre, au Comité Permanent, les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention, à importer sur leur territoire, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante, pour des fins médicales, scientifiques ou autres.

Ces chiffres bien entendu sont révisibles en cours d'année, si les circonstances l'exigent.

Article 22. — (*Statistique annuelle de production et de fabrication*) 1. — Les parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année au Comité Central, trois mois, (dans les cas prévus au paragraphe 6) ; cinq mois, au plus tard, après la fin de l'année et de la manière qui sera indiquée par le Comité, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente ;

a) De la production d'opium brut et de feuilles de coca.

M. El Guindy (Egypte) propose de faire ajouter le Chanvre indien.

M. Perrot (France), qui s'était particulièrement

occupé de cette question du chanvre indien, s'élève contre l'adoption de la proposition du délégué égyptien.

« Je ne crois pas, dit-il qu'on puisse assimiler le chanvre indien aux feuilles de coca et à l'opium brut. Les feuilles de coca, qu'elles soient à l'état sauvage ou cultivées, sont des plantes bien connues, parfaitement définies et qui ne servent qu'à un seul usage : la fabrication de la cocaïne. Le chanvre indien est une plante qui, à un degré plus ou moins grand, peut être plus ou moins néfaste. Mais le chanvre est cultivé partout pour différents usages, et le délégué de l'Égypte que j'ai beaucoup appuyé dans cette question du chanvre indien (il faut qu'il me rende cette justice), me permettra de lui dire que je ne vois pas du tout comment, dans l'Inde et dans l'Asie Centrale, qui sont les seuls pays producteurs de cette plante, il sera possible d'établir des statistiques pour cette plante ».

(36<sup>e</sup> séance plénière).

La conférence repousse la proposition du délégué de l'Égypte.

b) Ce paragraphe prévoit l'envoi, dans les mêmes conditions que précédemment, des statistiques de la fabrication des substances visées au chapitre III, art. 4, b), c), g), (1) de la présente Convention et des

(1) b) concerne la cocaïne brute et l'ecgonine.

c) concerne la morphine, la diacétylmorphine, la cocaïne et leurs sels respectifs.

g) concerne tout autre stupéfiant.



matières premières employées pour cette fabrication.

Ici se pose la question de la *codéïne*. La délégation des États-Unis avait demandé l'introduction de la codéïne, dans l'article 4 de la nouvelle convention, en se basant sur ce fait que d'importantes quantités de morphine pourront être utilisées dans la fabrication de la codéïne et échapperont ainsi à tout contrôle.

Pour répondre à ces préoccupations, il fut décidé d'ajouter au paragraphe *b*) en question, la phrase suivante :

« La quantité de ces substances employées à la fabrication d'autres dérivés (on a en vue la codéïne et la dionine), non visés par la Convention, sera déclarée séparément ».

*c*) Statistique annuelle des stocks de substances visées par les chapitres II et III de la présente Convention détenus par les négociants en gros ou par l'État, en vue de la consommation, dans le pays, pour des besoins autres que les besoins de l'État (1).

*d*) De la consommation en dehors des besoins de l'État, des substances visées aux chapitres II et III de la présente Convention.

*e*) Pour les substances confisquées, les statistiques indiqueront « la manière dont on en aura disposé ».

2. — La deuxième partie de l'article 22 concerne

(1) Les statistiques visent l'opium brut, les feuilles de coca et les substances énumérées à l'article 4.

l'envoi de statistiques *trimestrielles* d'importation et d'exportation. La sous-commission A avait proposé l'établissement de statistiques trimestrielles. MM. El Guindy (Egypte) et Kircher (France) combattirent la proposition de la sous-commission en essayant de démontrer que l'obligation d'établir des statistiques tous les trois mois, entraînerait un travail formidable tant pour le Gouvernement que pour le Comité central.

« Nous devons veiller, insista M. Kircher, à ce que le Comité ne soit pas ridiculisé, dans le monde, en provoquant une comparaison, sur ce qu'il va produire, avec le travail formidable que nécessiteront ces statistiques, et les sommes énormes qu'elles coûteront ».

La proposition de la sous-commission fut énergiquement défendue par Sir Malcolm Delevingne.

« Pourquoi, dit-il, tenons-nous tant à ce que ces statistiques soient fournies tous les trimestres ? En voici la raison : Le but unique de ce Comité est de surveiller le mouvement du marché international, afin de savoir où sont expédiées les substances ; en outre, dans le cas où des quantités excessives sont exportées à destination d'un pays, ou d'un endroit particulier, et où ce pays, ou cet endroit risque de devenir un centre de trafic illicite, le Comité doit pouvoir agir, premièrement, en demandant des explications au pays intéressé et, si les explications ne sont pas satisfaisantes, en recommandant aux pays exportateurs de suspendre leurs exportations.

« La Conférence conviendra avec moi que le Comité ne pourra s'acquitter de ses fonctions que s'il reçoit les statistiques des importations et des exportations à intervalles relativement fréquents. Il serait de peu d'utilité, au Comité Central, de ne recevoir ces statistiques que deux fois par an. Tout le mal pourrait s'accomplir entre temps ». (36<sup>eme</sup> séance plénière C. R. p. 7).

La conférence se rallia à la proposition de sa sous-commission. Les parties contractantes devront envoyer au Comité central, dans les quatre semaines qui suivront chaque période de trois mois, et pour chacune des substances visées par la présente Convention, les statistiques de leurs importations et de leurs exportations, en provenance ou à destination de chaque pays, au cours des trois mois précédents. Pour certains cas, l'envoi de statistiques devra se faire par télégramme.

3. Les quantités importées ou exportées pour le compte des États, devront être indiquées séparément, à moins qu'elles ne soient destinées à être cédées à des particuliers.

Article 23. — Les statistiques prévues aux articles précédents seraient insuffisantes et ne permettraient pas de contrôler tout l'opium existant dans le monde, si on négligeait de soumettre au contrôle du Comité central la fabrication et la consommation de l'opium préparé. Aussi la conférence a décidé que, trois mois au plus à la fin de chaque année, les États intéressés

devront communiquer les statistiques, « aussi complètes et exactes que possible », de la fabrication et de la consommation d'opium préparé de l'année précédente. Le Comité devra se borner à enregistrer ces déclarations, et les mesures prévues à l'article suivant (art. 24) n'interviendront que dans le cas où il « constatera l'existence, dans une mesure appréciable, de transactions internationales illicites ».

Article 24. — Le rôle du Comité central ne se borne pas seulement à recevoir et à collationner les diverses statistiques prévues à la présente convention ; il devra aussi les analyser et tirer de leur confrontation des conclusions qu'il jugera opportunes. En un mot, il surveillera, d'une façon constante, le mouvement du marché international. Si de tous les renseignements qu'il reçoit, il résulte « qu'un Pays donné accumule des quantités exagérées d'une substance visée à la présente Convention, et risque ainsi de devenir un centre de trafic illicite, il aura le droit de demander des explications au Pays en question par l'entreprise du Secrétaire Général de la Société des Nations ».

Si apaisement ne lui est pas donné, il recommande de suspendre toute nouvelle exportation vers ce pays, jusqu'à ce que satisfaction ait été donnée au Comité.

Le pays intéressé, de même que le pays exportateur, peuvent en appeler devant le Conseil de la Société des Nations.

En dernière analyse, si le Pays exportateur refuse

d'obéir au Comité, la procédure de coercition se borne à la publication par le Comité Central, d'un rapport sur la question.

Article 25. — Toutes les parties contractantes auront le droit, à titre amical, d'appeler l'attention du Comité sur toute question qui leur paraîtra nécessiter un examen. Toutefois, le présent article ne pourra être interprété comme étendant les pouvoirs du Comité.

Article 26. — De l'examen des documents qu'il reçoit, le Comité central peut induire « qu'un pays donné, *non partie à la Convention*, risque de devenir un centre de trafic illicite : dans ce cas, il prendra les mesures indiquées dans l'article 24 ».

La faiblesse des sanctions prévues à l'article 24 se révèle ici avec encore plus de netteté. La Société des Nations sait, par expérience, l'accueil que ses recommandations ont reçu parfois — en Russie soviétique, par exemple...

Article 27. — « Le Comité Central présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport sur ses travaux. Ce rapport sera communiqué à toutes les Parties contractantes ».

Il ressort des discussions qui sont nées au sujet de la question de publication des statistiques, que la Conférence a voulu surtout éviter que ces statistiques, publiées trop tôt, ne pussent favoriser des actes de concurrence déloyale.

Plusieurs délégations, et particulièrement la délé-

gation japonaise, ont estimé que les statistiques trimestrielles pourraient contenir des renseignements très importants, dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux pays qui les auraient fournis.

Pour obvier à cet inconvénient, le deuxième paragraphe de l'article 27, spécifie :

« Le Comité Central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations statistiques, renseignements et explications dont il dispose, conformément aux articles 21, 22, 23, 24, 25 ou 26 de la présente Convention, ne soient pas rendus publics d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes. »

**Dispositions Générales.** (Chapitre VII). — L'article 28 engage les parties contractantes à rendre possibles des sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, contre les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention.

A la 27<sup>e</sup> séance plénière, Sir Malcolm Delevingne prenant part à la discussion sur l'article 28, fit la déclaration suivante :

« On peut avoir diverses opinions sur le point de savoir quelle est la méthode la plus efficace à adopter à l'égard d'un commerçant qui se livre au trafic illicite.



« L'avis de la plupart des Gouvernements, auquel s'est ralliée la sous-commission E, est que la méthode la plus efficace consiste à imposer des peines très sévères. La sous-commission recommande à la Conférence d'établir une disposition prévoyant que les Gouvernements doivent s'engager à infliger des peines appropriées pour toutes les infractions aux stipulations de la Convention.

« En Grande-Bretagne, la peine maximum que l'on peut infliger, pour infraction à la loi sur les drogues dangereuses, est de dix ans de travaux forcés et de mille livres d'amende ».

Le délégué de la Pologne avait proposé comme garantie, contre tout acte de commerce illicite, un système comportant une caution qui aurait été saisie en cas d'infraction ; mais son système, combattu notamment par les délégués français et britanniques, fut repoussé.

L'Article 30 concerne les communications entre toutes les parties contractantes, par l'intermédiaire du Secrétaire de la Société des Nations, « de leurs lois et règlements concernant les matières visées par la présente Convention, ainsi que les lois et règlements publiés pour les mettre en vigueur ».

L'Article 31 déclare que la présente Convention remplace, entre les parties contractantes, les dispositions des chapitres I, III et V de la Convention signée à la Haye, le 23 janvier 1912.

L'Article 32 indique la procédure à suivre pour régler, à l'amiable, les différents qui viendraient à naître entre les parties contractantes, à propos de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique.

Conformément à l'Article 33 « la présente Convention sera ouverte jusqu'au 30 septembre 1925, à la signature de tout État représenté à la Conférence, de tout membre de la Société des Nations et de tout État à qui le Conseil de la Société des nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention ».

Elle n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix puissances, y compris sept des États qui participeront à la nomination du Conseil Central.

La présente Convention pourra être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective au bout d'un an.

L'Article 39, et dernier, stipule que « tout État, participant à la présente Convention, pourra déclarer au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectotats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souverai-

neté ou à son autorité, ou pour lequel il a accepté un mandat de la Société des Nations. »

La Convention a été signée à Genève le 19 février 1925.

**Protocole.** — Après s'en être référé au Protocole signé le 11 février 1925 par les signataires de l'Accord relatif à l'usage de l'opium préparé, les Parties contractantes conviennent des dispositions suivantes :

Les États signataires du présent Protocole s'engagent à exercer un contrôle sévère sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut, afin d'en arrêter le trafic illicite ; elles s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher complètement, *dans un délai de cinq ans*, à dater de ce jour, que la contrebande de l'opium ne constitue un obstacle sérieux à la suppression de l'usage de l'opium préparé, dans les territoires où cet usage est temporairement autorisé.

Une *commission spéciale*, nommée par le Conseil de la Société des Nations, sera chargée de dire au bout de ce délai, *si la contrebande a cessé de constituer un empêchement sérieux aux dites mesures*.

Le Protocole a été signé à Genève, le même jour que la Convention.

#### ACTE FINAL.

L'Acte final, signé également le même jour que la

Convention et le Protocole, renferme seulement des vœux et quelques recommandations.

La Conférene exprime l'espoir que les dispositions de la Convention seront rendues applicables, dans le délai le plus rapproché, au plus grand nombre possible de colonies, possessions, protectorats et territoires, dont il est fait mention à l'article 29.

Dans la Partie II, les Etats signataires sont engagés à exercer un contrôle sur les navires portant leur pavillon, en vue d'interdire le transport de l'une quelconque des substances visées par la Convention, à moins qu'elle ne soit accompagnée des documents prévus par la Convention.

La Partie III recommande à tous les Etats de coopérer aussi étroitement que possible en vue de la suppression du trafic illicite, et de donner aux autorités compétentes, chargées de l'application des lois sur la repression du trafic, l'autorisation d'entrer en communication directe avec les autorités compétentes des autres pays.

La Partie IV reproduit, sous forme de recommandation, l'amendement de la délégation égyptienne qui tendait à exiger, comme garantie, une caution du commerçant autorisé à faire le commerce des stupéfiants.

La Partie V recommande une suggestion de la délégation de Perse tendant à la nomination d'une Commission qui serait chargée de visiter, s'ils le désirent,

certains pays producteurs d'opium, en vue de procéder en collaboration avec eux, à une étude attentive des difficultés qu'entraîne la limitation de la production de l'opium dans ce pays, et de donner son avis sur les mesures qui pourraient être prises pour permettre de limiter cette production aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques.

Le Conseil de la Société des Nations est invité à faire participer, aux dépenses du Conseil Central permanent, tous les Etats contractants.

L'Acte final enregistre, enfin, deux déclarations : l'une émanant du Délégué de la Perse qui déclare ne pouvoir signer la Convention qu'*ad referendum* ; l'autre émanant du Délégué du Siam qui « formule une réserve au Chapitre III, en ce qui concerne les préparations galéniques du chanvre indien et aux Chapitres IV et V uniquement en ce qui concerne le chanvre indien. »

Ont signé les Délégués des Nations suivantes :

Albanie, Allemagne, Australie, Belgique, Bolivie, Empire britannique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et Siam.

En outre des Etats signataires, ont pris part aux travaux de la Conférence les délégués des Etats suivants : Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Cuba, Danemark, Ville libre de Dantzig, République Dominicaine, Egypte, Finlande, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Nicaragua, Roumanie, Royaume

des Serbes-Croates et Slovènes, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Turquie, Uruguay, Venezuela.

## C. COMMENTAIRES

### I. — ACCORD DE GENÈVE RELATIF A L'OPIUM PRÉPARÉ

La Convention internationale de la Haye de 1912 a consacré son Chapitre II à la question de l'opium préparé. Aux termes de cette Convention, l'usage de fumer l'opium en Extrême-Orient a été « temporairement toléré », là où il existait déjà. Mais « les Puissances contractantes se sont engagées à prendre des mesures efficaces pour la suppression graduelle de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays ; elles en prohiberont l'importation et l'exportation... » (*articles 6 et 7*).

Pour les concessions et territoires à bail des Puissances en Chine, les mesures effectives sur la réduction graduelle seront prises *pari passu*, avec les mesures effectives que le Gouvernement chinois prendra dans ce même but.

Cette Convention, que le vicomte Cecil a qualifiée de « quelque peu nébuleuse (1) » n'a malheureusement pas réalisé toutes ses promesses. La production de l'opium brut et la fabrication de l'opium préparé n'ont

(1) Vicomte CÉCL. C. R. 26<sup>e</sup> séance plén. 11<sup>e</sup> Conf. p. 6.



guère baissé depuis, et les divers monopoles d'Etat, secondés par une contrebande effrénée, se chargent, d'approvisionner les amateurs de « divine fumée ».

Un moment, on a eu l'espoir d'atteindre le but assigné par la Convention : c'est en 1917. Le Gouvernement chinois fit constater officiellement qu'il était parvenu à supprimer totalement la culture du pavot en Chine. Mais, hélas, depuis, la Chine a été bouleversée par des troubles intérieurs, et le Gouvernement Central, ayant perdu tout pouvoir de contrôle sur l'administration de plusieurs provinces, les Gouverneurs militaires de celles-ci se sont empressé de reprendre et de développer fiévreusement la culture du pavot, afin d'en tirer les ressources dont ils ont besoin pour l'entretien de leurs armées (1). Cet état de choses n'était certes pas de nature à faciliter les travaux de la Première

(1) « A mesure que s'affaiblissait le Pouvoir Central, dont rien ne peut suspecter les bonnes intentions, la culture du pavot s'était propagée de plus belle. Toujours rémunératrice (elle rapporte près de 50 % de plus, par hectare, que n'importe quelle céréale), elle l'était devenue davantage encore depuis que, l'importation étant limitée, les prix remontaient à proportion de la demande. Les Gouverneurs de province trouvaient là un facile moyen de payer les troupes sur lesquelles s'appuie leur indépendance : quand ils ne les payaient pas en opium, ils les payaient sur le revenu de l'opium, taxant une culture qu'ils avaient commencé par rendre obligatoire, ou qui seule procurait au paysan de quoi faire face à l'impôt. Il arrivait que ceux qui se refusaient à le cultiver fussent mis à l'amende, quand ils n'étaient pas mis à mort. Des graines de pavot étaient distribuées par la poste. Les commissaires préposés à la répression de l'opium servaient désormais à recueillir l'argent qu'on en tirait. » Augustin LÉGER. *La Revue de Paris* p. 398. (15 sep. 1925).

Conférence de l'opium qui s'est réunie à Genève le 3 novembre 1924, et dont le but était, « de prendre toutes mesures utiles pour réaliser, dans le délai le plus bref possible, la suppression et l'usage de l'opium à fumer (1). »

Il semble, à première vue, que le meilleur moyen de déraciner l'habitude de fumer l'opium consiste à contrôler la production, de façon à la limiter *aux besoins purement médicaux et scientifiques*.

C'était la solution qu'apportait la délégation des États-Unis d'Amérique. Mais comme cette délégation n'était pas admise à siéger à la première Conférence, elle dut se borner à tenter d'évoquer la question devant la deuxième Conférence où elle siégeait. Ainsi, le problème de l'opium préparé, qui était de la compétence exclusive de la première Conférence, se trouva être débattu âprement devant la seconde Conférence, et c'est là que l'effort libérateur de la délégation des États-Unis vint échouer lamentablement, après d'interminables discussions.

Quel était le point de vue des États-Unis ?

L'article 7 de leur Projet stipule : *les Parties contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé.*

Et l'article 8 ajoute : *Chaque Partie contractante, sur*

(1) Préambule de l'Accord sur l'opium, signé à Genève le 11 février 1925.

*le territoire de laquelle l'emploi de l'opium préparé est actuellement autorisé temporairement, devra s'engager à réduire chaque année, pendant une période de dix ans, à partir de la date à laquelle elle aura ratifié la présente Convention, ses importations d'opium brut, destiné à la manufacture de l'opium préparé, d'une quantité égale à 10 % de son importation actuelle (1).*

Le Très Révérend Charles H. Brent, évêque de l'Eglise épiscopale protestante, dans un discours prononcé le 25 mai 1923, s'exprime ainsi sur l'attitude de son pays :

« ... Dans tout ce que je viens de dire, je n'ai pas perdu de vue que les principes maintenus par mon pays, lesquels je me suis efforcé de vous présenter fidèlement et suivant ma conscience, entraîneraient dans leur application, de grosses difficultés et de sérieux problèmes administratifs. C'est là une considération cependant qui, malgré le frisson qu'elle nous donne au moment d'agir, ne doit pas nous décourager de faire le plongeon audacieusement et promptement. Notre action doit être conforme aux principes irréfutables de la Science, de la Morale et de la Religion. Je m'adresse ici à des représentants de nations qui, hier encore, ont si bien reconnu l'importance d'obéir à un idéal, qu'elles n'ont même pas essayé de penser au prix qu'il en coûterait, lorsqu'elles se sont jetées sans hésiter dans

(1) O. D. C. 34 p. 5 et 6.

l'enfer de la Guerre. Le plus sage, parmi nous, songeait bien peu à ce qu'il y aurait de l'autre côté de la Victoire (1) ».

Ce sont là les nobles considérations qui ont inspiré les propositions américaines ; mais il était difficile à la délégation des Etats-Unis de les faire adopter par les Nations intéressées, car celles-ci ne voulaient pas s'engager, dès maintenant, à fixer un point de départ irrévocable, au délai de dix ans, pendant lequel l'opium préparé devra disparaître progressivement.

La délégation des Etats-Unis conteste l'importance attribuée à la contrebande de l'opium venant de Chine ; elle ne redoute pas que cet opium vienne se substituer à « l'opium d'Etat » là où celui-ci aura été supprimé. Le fait, dit-elle, que la Chine est dans l'impossibilité de remplir les obligations qu'elle a souscrites en signant la Convention de la Haye, ne dispense pas les autres Etats signataires de remplir les leurs.

Dans cette controverse, les Etats-Unis ont trouvé en face d'eux les Nations qui ont des possessions et des territoires en Extrême-Orient, et notamment la Grande-Bretagne qui est la plus intéressée au maintien du libre commerce de l'opium.

Nous avons vu quelle a été la politique de l'opium de la Grande-Bretagne, avant et après les fameux Edits des Empereurs chinois, jusqu'à à nos jours.

(1) Le trafic des drogues narcotiques. House Document, n° 380, p. 72.

L'Etat hindou, grand producteur et exportateur d'opium n'a pas intérêt à en voir interdire l'usage parmi les fumeurs d'Extrême-Orient (1). Aussi, a-t-on toujours accusé la Grande-Bretagne d'avoir fait avorter, de façon plus ou moins avouée, toutes les tentatives esquissées en vue de réaliser le contrôle et la limitation effectifs de l'usage de l'opium *préparé*.

Il y a plus. On prétend que sa politique vise à créer un monopole de fait en faveur de l'Inde. L'opium hindou ne pouvant pratiquement servir qu'à la fabrication du « chandoo », le Gouvernement de l'Inde voudrait rester seul à alimenter les diverses bouilleries et les nombreux monopoles de distribution d'opium, à la faveur d'un système de *contrasts uniformes* qu'il s'efforce d'imposer aux Etats intéressés.

Cela paraît bien ressortir en effet d'un Document très confidentiel que nous avons sous les yeux, et où nous relevons cette phrase : « ... *C'est que l'Angleterre cherche à s'assurer le monopole de la production de l'opium et le privilège de la vente des matières premières nécessaires à la fabrication des produits opiacés, et ceci explique la campagne menée par elle contre*

(1) Il a déjà obtenu comme premier résultat que l'opiophagie — forme sous laquelle l'opium est consommé dans l'Inde — soit déclarée légitime et question « d'ordre intérieur ». Voir discours de M. J. C. WALTON (Inde) *C. R.*, 15<sup>e</sup> séance plénière, II<sup>e</sup> conférence, p. 7 ; voir aussi Discours du Vicomte CÉCIL, *C. R.*, 19<sup>e</sup> séance, II<sup>e</sup> conférence, p. 2, 3, 4 et 5.

*l'Indo-Chine qu'elle a cherché vainement à rendre tributaire de l'opium indien ».*

Si la Grande-Bretagne ne recule devant aucun effort pour instaurer au profit de l'opium de l'Inde, un monopole de fait, c'est que probablement elle est convaincue que nous sommes encore bien loin du jour, où en Extrême-Orient, le dernier fumeur d'opium aura *« cassé sa pipe »*.

Contrôler l'usage de l'opium à fumer, c'est bien, dit-elle ; je ne demande pas autre chose. Et en vue d'assurer ce contrôle, elle propose son système de monopole (1).

Mais le supprimer cela paraît bien difficile. Et d'ailleurs, fumer l'opium est-ce un vice si dangereux ? Voici, sur ce sujet, ce que nous lisons dans une note déposée par le Gouvernement hollandais à la Commission consultative de l'opium : « Si l'on fume encore dans les Indes Néerlandaises, la consommation de l'opium, sous d'autres formes, a peu pénétré dans le pays : *c'est heureux, car il est généralement reconnu que fumer constitue l'usage le moins nuisible qui puisse être fait de l'opium*, surtout quand la drogue, comme

(1) L'Inde n'exporte que sur demandes certifiées des Gouvernements signataires de la Convention de la Haye. Qu'il y ait partout contrôle et l'on serait vite maître du mal. Jusqu'à nouvel ordre, le principe britannique de la personnalité locale est le seul qui vaille quelque chose. L'action internationale ne peut rien dans la pratique » (Augustin LÉGER *La conférence de l'Opium. La Revue de Paris*, p. 405, 15 sept. 1925).



c'est le cas ici, est de bonne qualité. Le Docteur Hook, l'un des anciens directeurs de la fabrique de la Régie de l'opium à Batavia, un chimiste qualifié, estime qu'un usage modéré et convenable de bon opium à fumer *n'a pas d'effet préjudiciable, ni au physique, ni au moral* ».

Il paraît difficile de supprimer l'usage de fumer l'opium parce que cet usage est trop invétéré. « Pour qui connaît un peu les choses d'Extrême-Orient, écrit M. le Professeur Coutière, il est clair que des habitudes plusieurs fois séculaires, telle que celle de fumer l'opium ne disparaîtront point par la vertu magique d'une Convention internationale décidant brutalement que la culture du pavot est interdite. Même en admettant la possibilité de méthodes restrictives dans les contrées d'organisation politique et administrative insuffisante ou instable, il y faudrait plusieurs générations, et l'énorme chiffre de quinze mille tonnes, auquel on évalue la production de la Chine en opium brut, ne paraît pas près de baisser de façon sensible (1) ».

Insensiblement, l'attention est ainsi détournée de la question de l'opium qui passe au second plan, pour la fixer sur celle plus grave, qu'on éclaire d'un jour puissant : l'abus des autres stupéfiants.

« La seringue à injection, a dit M. Daladier, est plus mortelle que la pipe d'opium du fumeur (2) ».

(1) Prof. H. COUTIÈRE, *Bulletin Acad. Médéc.*, janvier 1925.

(2) Cité plus haut.

Nous avons parlé des visées d'hégémonie de l'Empire britannique, en ce qui concerne le commerce de l'opium.

Pour être impartial, nous devons ajouter qu'on a accusé aussi la Chine de nourrir de pareils desseins. On a dit notamment qu'elle aspirait à supplanter l'Inde sur le marché de l'opium, afin de s'attribuer un monopole dont les revenus énormes lui auraient permis de s'affranchir de la servitude économique et politique que les grandes Puissances lui ont imposée.

L'attitude du Gouvernement chinois n'a cependant jamais prêté à une pareille accusation. Sa bonne foi a été maintes fois reconnue, et, on ne peut raisonnablement le déclarer responsable de la situation où se débat la Chine en ce moment.

Son délégué à la Conférence, qui n'a jamais cessé d'affirmer la pureté des sentiments de son Gouvernement, a soutenu, — avec une vivacité parfois trop grande — les propositions de la délégation des Etats-Unis. (Parlant de lui, M. Em. Perrot (France) s'exprime ainsi : « Le chef de la délégation de Chine, ambassadeur de son pays à Washington, a souvent abusé de la patience de ses collègues, avec des discours répétés, contenant des affirmations sans contrôle possible, et souvent, sur les sentiments de certaines nations, des jugements téméraires pour ne pas dire plus (1) ».)

(1) Contrôle international du Commerce des stupéfiants (*Bulletin des Sciences pharmaceutiques*, avril 1925, p. 213 et 214).

En résumé, la proposition de la délégation des Etats-Unis se heurte, d'une part à une conviction intime — beaucoup plus qu'à une déclaration formelle des Etats intéressés — basée sur la croyance que l'usage de l'opium n'est pas très nocif en Extrême-Orient, et que, le serait-il, il n'est pas possible de le supprimer par le moyen d'une simple Convention internationale : elle se heurte, d'autre part, à cet argument beaucoup plus solide, que la Chine, s'étant remise à cultiver le pavot en grand, sa production inonderait vite les territoires et possessions que l'on aurait eu la légèreté de soumettre aux restrictions proposées.

Nous assistons donc au dialogue suivant :

— Supprimez graduellement l'usage de l'opium dans les possessions où il est actuellement toléré, disent les délégués des Etats-Unis, et ne vous préoccupez pas de ce qui se passe en Chine. La contrebande n'a pas l'importance que vous lui attribuez.

— Pardon, répondent les Etats intéressés, toutes les restrictions que nous imposerons à nos fumeurs seront vaines, étant donné que nous sommes dans l'impossibilité de nous protéger efficacement contre la contrebande. Le résultat certain de vos mesures serait d'inciter la Chine à persévérer dans la voie d'une production toujours plus grande de l'opium, et de nous priver, sans aucun avantage, de ressources importantes qui alimentent actuellement nos budgets coloniaux.

L'opposition entre ces deux conceptions apparaît irréductible.

D'autre part, nous avons vu que la délégation des Etats-Unis était investie, par le Congrès, d'un mandat impératif. Or, dans toute négociation, si l'un des négociateurs est lié par un mandat de ce genre, ses compétiteurs n'ont d'autre ressource que de céder ou de rompre... On rompit ; la délégation américaine quitta, nous l'avons vu, la Conférence, le 6 février 1925.

On serait tenté d'appliquer à ce geste, cette appréciation que nous lisons dans le numéro du 5 mai 1925, du journal « *L'information* » (Rubrique : Bourse de Paris) : « La diplomatie américaine conserve la désinvolture déconcertante qui l'a caractérisée déjà après la guerre, quand elle a pris quelques libertés avec les engagements du Président Wilson ».

Dans ce même journal nous relevons également ce jugement, sous la signature de M. Jean George, sur l'attitude de la délégation américaine :

« On a publié de différents côtés que la Conférence de l'opium avait échoué définitivement. Cela n'est pas exact. La collaboration des Etats-Unis a cessé, et voilà tout. Il était à prévoir que les choses finiraient ainsi. Le plus étonnant, c'est qu'on ait mis trois mois à s'en apercevoir. M. Porter était venu de Washington muni d'un mandat impératif du Congrès des Etats-Unis qui exigeait la suppression du trafic des narcotics et des stupéfiants, sauf en ce qui concerne les

besoins médicaux et scientifiques... M. Porter ne pouvait consentir aucune concession... Les entraves constitutionnelles, que le jeu des Pouvoirs suscite en Amérique, obligent souvent la diplomatie des Etats-Unis à travailler, soit dans le vide, soit dans l'absolu, ce qui revient au même (1) ».

Donnant une note moins sévère, le *Journal de Genève*, qui a rendu compte au jour le jour, des travaux de la Conférence, écrit dans son numéro du 8 février 1925 : « Après cent jours exactement d'une existence agitée et laborieuse, la Conférence de l'opium vient d'entrer dans la crise suprême. Le départ des délégués des Etats-Unis est un événement très fâcheux pour la Société des Nations. Mais il se produit dans des conditions telles que ses conséquences pourront être limitées, et il faut savoir gré à M. Porter d'avoir choisi son moment de façon à ne pas faire à la Société des Nations un tort irréparable... »

« Si M. Porter était parti il y a quinze jours, au moment où se posait la question de compétence, il aurait été suivi par la moitié, et peut-être par la majorité de la Conférence. Aujourd'hui, sur la question de fond, les objections de lord Cecil ont porté, et le délégué américain s'en va seul. Il faut lui en être reconnaissant. »

Quoi qu'on puisse penser du retrait de la délégation

(1) *Journal l'Information*. Paris, 9 février 1925. Les États-Unis et la Société des Nations, par M. Jean George.

américaine, il fut le signal d'une activité fiévreuse de la part des délégués et des experts de la Conférence.

Voyons quels moyens ont été retenus, par la première Conférence de l'opium « en vue de renforcer les obligations du Chapitre II de la Convention de la Haye ».

« Prenant acte, dit le Préambule de l'Accord, du fait que l'augmentation de la contrebande de l'opium dans la plus grande partie des territoires d'Extrême-Orient, depuis la ratification de la Convention, entrave, dans une mesure très sensible, la réalisation de la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue dans la Convention, et que cette augmentation rend même moins efficaces certaines des mesures déjà prises à cette fin ; et tenant compte de la situation différente des divers pays », la Conférence décide :

Désormais, l'importation, la vente et la distribution de l'opium constitueront un monopole d'Etat, qui ne pourra être exercé que par l'Etat lui-même.

La fabrication de l'opium préparé devra aussi, dans la mesure du possible, faire l'objet d'un monopole d'Etat.

La vente en détail exigera, de celui qui s'y livre, une licence de l'Etat, et le salaire fixe, payé aux employés, devra tendre à remplacer la commission ;

L'opium brut ou préparé importé dans les territoires ou possessions où l'usage de l'opium préparé est toléré,



ne peut être exporté. Le transit et le transbordement de l'opium préparé dans ces territoires sont interdits.

Le délai de quinze ans (1) pendant lequel la consommation de l'opium à fumer devra être graduellement supprimée, ne commencera à courir, conformément à la thèse britannique, que du jour « où les pays qui cultivent le pavot auront assuré l'exécution effective des dispositions nécessaires pour empêcher que l'exportation de l'opium brut, hors des territoires soumis à leur autorité, ne constitue un obstacle sérieux à la réduction de la consommation, dans les pays où l'usage de l'opium préparé reste temporairement autorisé ». (art. 12 du Protocole).

Une commission nommée à cet effet par le Conseil de la Société des Nations, sera chargée, le moment venu, de constater l'exécution effective des dispositions visées au précédent article.

C'est là une concession importante faite par l'Angleterre aux exigences de la délégation des Etats-Unis. Désormais, il ne dépend plus des Etats, ayant des possessions en Extrême-Orient, de décider que la Chine a rempli les obligations que lui impose la Convention.

Allant plus loin, et toujours sous la pression des efforts faits par la délégation des Etats-Unis, la

(1) La délégation des États-Unis qui, dans son projet, avait proposé initialement un délai de 10 ans, s'était, par la suite, ralliée à une proposition, fixant ce délai à 15 ans.

deuxième Conférence a stipulé que cette Commission sera appelée à se prononcer dans un délai ferme de *cinq années* (art. 2 du Protocole de la Convention des stupéfiants et autres drogues nuisibles de Genève).

Ainsi, si la Chine parvient, dans un délai de cinq années, à instituer chez elle un contrôle efficace de la production, de la vente et de la distribution de l'opium, la Commission spéciale, prévue par la Convention, devra constater ce résultat, et automatiquement, — sa décision étant sans appel, — le délai de quinze ans commencera à courir.

C'est à l'usage que le contrôle, tel qu'il a été imaginé par la Conférence de l'opium, démontrera son efficacité. Si les États intéressés ont réellement le désir de supprimer l'usage de l'opium dans leurs possessions d'Extrême-Orient, et si, d'autre part, la Chine arrive à dominer les événements qui troublent son économie intérieure et si elle fait preuve de bonne volonté, le jour viendra peut-être où Mrg Brent, l'apôtre infatigable de la guerre à l'opium, pourra enfin chanter : *Hosanna*.

## II. — CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES DE GENÈVE.

Après les longs développements que nous avons donnés à l'étude des travaux de la deuxième Confé-

rence, nous jugeons superflu de nous attarder à de longs commentaires sur la Convention qu'elle a élaborée.

La Conférence est partie de ce double point de vue : « que la contrebande et l'abus des substances visées par la Convention de la Haye, ne peuvent être supprimés qu'en réduisant d'une façon plus efficace la production et la fabrication de ces substances, et en exerçant, sur le commerce international, un contrôle et une surveillance plus étroits que ceux prévus par la dite Convention (1) ».

Le but proposé sera donc de prendre de nouvelles mesures en vue de compléter et de renforcer les dispositions de la Convention de la Haye. Pour cela, la Conférence fait appel à la coopération des Parties contractantes.

La Convention élaborée par la deuxième Conférence de l'opium de Genève se divise en sept chapitres. Elle est complétée par un Protocole et suivie d'un Acte final.

**Chapitre I<sup>er</sup>.** — Le Chapitre premier concerne exclusivement les définitions.

*L'opium* conserve sa définition, mais il n'est plus tenu de renfermer 10 % de morphine.

*L'héroïne* s'appellera désormais de son nom scientifique, la *diacétylmorphine*.

(1) Préambule.

La *feuille de coca* est celle qui provient de toutes les variétés d'*erythroxylon* dont on peut extraire la cocaïne.

La définition de la cocaïne englobe désormais, outre la cocaïne répondant à la formule chimique  $C^{17} H^{21} NO$ , la cocaïne brute et l'ecgonine gauche ainsi que ses dérivés.

Le chanvre indien est le pied femelle du *cannabis sativa* L. dont les sommités fleuries ou fructifères se présentent avec leur résine — quelque nom qu'on donne à celle-ci.

**Chapitre II.** — Quelques délégations, et notamment la délégation des Etats-Unis, avaient demandé l'assimilation complète de la coca à l'opium brut. La Conférence accepta de l'inscrire dans la Convention, mais se refusa catégoriquement à une assimilation complète.

L'article 1<sup>er</sup>, proposé par la délégation des Etats-Unis, demandait aux Puissances contractantes « d'édictier des lois et règlements efficaces pour contrôler la production et la distribution de l'opium brut et des feuilles de coca, de manière qu'il ne puisse se constituer un excédent disponible pour des usages qui ne soient pas strictement médicaux et scientifiques. »

Le Vicomte Cecil critiqua cette disposition en ces termes :

« Il est certain que si nous adoptons simplement l'article premier sous la forme proposée par la délégation américaine, il s'applique aux feuilles de coca

toutefois, la sous-commission C a indiqué d'une manière très nette, dans son rapport, qu'il était impossible de traiter la coca de la même manière que l'opium brut, car la coca croît à l'état sauvage, et dans un certain nombre de pays, il n'existe aucun moyen d'en contrôler la production... » (1)

La Conférence se rallia à l'avis de sa sous-commission et l'art. 2 qu'elle vota, exclut la coca du contrôle prévu pour l'opium brut. Mais, par contre, les feuilles de coca figurent à l'article 3 où il est dit que « Les Parties contractantes limiteront le nombre de villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut et des *feuilles de coca* sera permise. »

**Chapitre III.** — Le chapitre III débute par le fameux article 4 (article 14 de la Convention de la Haye) qui fixe la liste des substances auxquelles les dispositions de la présente Convention devront s'appliquer.

« L'article 4 devient désormais, pour les Puissances signataires, la base de toutes les législations internes sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie en ce qui concerne les drogues, stupéfiants et leurs préparations. » (2)

En outre des substances énumérées par la Conven-

(1) C. R., 27<sup>e</sup> séance plén., II<sup>e</sup> conférence de Genève.

(2) EM. PERROT, *Bulletin des Sciences pharmaceutiques*. Paris, avril 1925, p. 236.

tion de la Haye, l'article 4 soumet aux dispositions du chapitre III, *la cocaïne brute et l'écgonine, les préparations quelconques à base de diacétylmorphine, les préparations galéniques (extrait et teinture) du chanvre indien.*

La question de l'héroïne a retenu assez longtemps l'attention de la Conférence, après avoir donné lieu à de vifs débats à la sous-commission. Les délégués des Etats-Unis avaient demandé l'interdiction pure et simple de sa fabrication, à raison des ravages que l'héroïnomanie fait chez eux (1).

« Les Etats-Unis d'Amérique, écrit M. Coutière, se trouvent, il faut le dire, devant une situation exceptionnellement grave, par le fait de l'héroïnomanie. Malgré les défenses les plus draconiennes concernant l'importation et le trafic de la funeste drogue, l'abus s'en est répandu partout avec rapidité, et la criminalité s'est accrue de son fait de telle façon que les statistiques accusent, parmi les criminels, *le pourcentage invraisemblable de 90 % d'héroïnomanes.* » (2)

Désarmés contre la contrebande, les Etats-Unis se plaignent de l'intérêt que certaines puissances ont à les inonder de ce poison.

(1) Article 9 A du projet des Etats-Unis : « Les Parties contractantes seront tenues de promulguer des lois et règlements efficaces *prohibant la fabrication et la distribution de l'héroïne* ».

(2) Professeur H. COUTIÈRE, *Bulletin Acad. Médecine*. Paris, janvier 1925.



Malgré la sympathie que la Conférence témoignait à leur cause, elle ne put se résoudre à priver les malades, notamment les tuberculeux, d'un remède à qui, certains médecins, attribuent des vertus précieuses.

La proposition américaine se heurte en effet, à de sérieuses objections.

« La séance plénière, écrit M. Perrot, rapporteur, a renvoyé à la sous-commission F la question de l'héroïne au point de vue de sa suppression ou de sa limitation. Notre sous-commission d'experts, après discussions, sauf les réserves de M. Blue, a pensé que nous n'avions pas le droit de supprimer l'héroïne, parce qu'aussi longtemps qu'un médecin, dans un pays, désirera employer cette drogue, il ne nous appartient pas de la supprimer ; mais tenant compte des particularités dangereuses de l'usage de l'héroïne — qui est extrêmement nocive — nous avons pensé qu'il était bon de la soumettre à un régime spécial et nous avons proposé de supprimer, dans la Convention Internationale de la Haye de 1912, les mots « contenant plus de 0,1 % d'héroïne » et de les remplacer comme suit : « à l'héroïne, ses sels et ses *préparations* », ce qui signifie que, dorénavant, aucune préparation, même si elle renferme moins de 0,1 % d'héroïne, ne pourra plus être mise en circulation que sur prescription médicale et suivant règlement intérieur. »

Mais cette dernière disposition, proposée par la sous-commission, devait donner lieu à un sérieux débat

devant la Conférence. La délégation française demanda le maintien de la libre circulation des préparations renfermant moins de 0, 1 % d'héroïne.

La France exporte, en effet, beaucoup de spécialités pharmaceutiques, et l'intervention de sa délégation contre l'adoption d'une disposition, tendant à restreindre ce commerce d'exportation, est inspirée du souci de défendre les intérêts d'une industrie nationale, d'ailleurs très florissante.

Il est juste d'ajouter que ce qui fait la vogue de ses spécialités à l'étranger, c'est leur bonne présentation et, pour beaucoup d'entre elles, le soin avec lequel les fabricants s'appliquent à en contrôler la préparation et à en doser méticuleusement les éléments judicieusement choisis.

Malheureusement, la délégation française se trouvait en mauvaise posture pour défendre les spécialités pharmaceutiques, attendu que leur vente est interdite en France, dans l'intérêt de la santé publique (1). Et,

(1) *Loi du 21 Germinal an XI* (11 avril 1803), articles 32 et 36.

Article 32. — Les Pharmaciens ne pourront livrer et débiter les préparations médicinales ou drogues composées quelconques, que d'après les prescriptions qui en seront faites par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé, et sur leur signature. *Ils ne pourront vendre aucun remède secret.* Ils se conformeront pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigées ou le seront dans la suite par les Ecoles de Médecine..

Article 36. — Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalage

malgré l'éloquente intervention de M. Perrot, la Conférence se rallia à la proposition de sa sous-commission. Désormais, il ne reste aux fabricants de spécialités à base d'héroïne, que la ressource de les remplacer par des préparations à base de morphine ou de cocaïne. A moins toutefois, et c'est là leur planche de salut, qu'ils ne parviennent à faire légitimer leurs préparations, par le Comité d'Hygiène de la Société des Nations (article 8).

Les dispositions du chapitre III s'appliqueront aussi désormais, à la cocaïne brute, à l'ecgonine et au chanvre indien. La délégation des Etats-Unis a été

dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiqueraient des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibés.

*Loi du 29 pluviôse, an XIII.* — Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI, relatif à la police de la pharmacie, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle et punis d'une amende de 25 à 600 francs et, en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins et de dix ans au plus.

*Ordonnance royale du 20 décembre 1820.* Article 2. — Cette Académie (de médecine) sera spécialement constituée pour répondre aux demandes du gouvernement sur tout ce qui intéresse la santé publique et principalement sur... l'examen des remèdes nouveaux et des remèdes secrets, tant internes qu'externes...

*Définition des remèdes secrets.* « On doit considérer comme remèdes secrets, les préparations qui ne sont pas conformes au Codex, ni achetées ni rendues publiques par le Gouvernement, ni approuvées par l'Académie de Médecine, ni composées pour chaque cas particulier sur prescription spéciales d'un médecin ». E. ROUX et L. GUIGNARD, *Guide de l'Inspecteur des Pharmacies*. Maloine, Paris, p. 29.

Notons que malgré la loi de Germinal, la spécialité pharmaceutique, non autorisée, est néanmoins tolérée en France.

impuissante à faire étendre ces dispositions à la feuille de coca.

Il faut se louer d'avoir vu, avec l'article 9, les Pharmaciens autorisés à délivrer en cas d'urgence, et sans ordonnance médicale, certaines préparations à base d'opium.

Notons enfin la possibilité de pouvoir ajouter, dans l'avenir, à la liste des drogues contrôlées, les stupéfiants nouveaux, à condition d'entourer leur inscription de garanties édictées par la Convention.

Le *contrôle intérieur des drogues manufacturées*, prévu au chapitre III, se résume en ceci :

1. Limitation exclusive aux usages médicaux et scientifiques de la fabrication, de l'importation, de la vente et de la distribution des substances auxquelles s'applique le présent Chapitre.
2. Contrôle de ceux qui fabriquent, vendent, distribuent ou exportent ces mêmes substances, ainsi que des bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

**Chapitre IV.** — La limitation et le contrôle du *chanvre indien* sont apparus comme présentant de sérieuses difficultés et de non moins sérieux inconvénients. Le chanvre indien pousse à l'état sauvage ; et d'autre part, son utilisation ne se limite pas à la préparation du hachish et de certaines com-

positions galéniques : l'industrie de la toile en réclame aussi de très grosses quantités.

Par conséquent, il convient de ne procéder à sa réglementation qu'avec la plus extrême prudence.

Par contre, un contrôle sévère s'impose de la vente et de l'exportation de ses préparations galéniques, qui sont très actives (extrait et teinture, Article 4).

Quant à « la limitation de la culture, elle n'apparaît pas comme facile à obtenir » dit M. Perrot dans son rapport.

La Conférence décide donc d'appliquer au Chanvre indien les dispositions du Chapitre V, relatives au contrôle du commerce international.

Un certificat spécial sera exigé pour toute exportation.

Des mesures plus sévères sont édictées concernant la résine :

L'exportation de la résine est prohibée dans les pays où l'usage en est interdit ; ailleurs l'obligation du certificat d'importation est imposée.

**Chapitre V.** — Le Chapitre V organise un contrôle assez rigoureux du commerce international des substances visées par la Convention.

Toute demande d'importation devra être accompagnée d'un certificat d'importation délivré par le gouvernement de l'agent importateur. Ce certificat devra indiquer la quantité de chaque substance à importer

les noms et adresses de l'importateur et de l'exportateur ; le délai dans lequel l'importation devra être, effectuée.

*Toute exportation*, pour être autorisée, devra se soumettre à ces mêmes règles, et de plus, être accompagnée d'un certificat d'importation.

*Les zones et ports francs* seront assimilés, quant au contrôle à exercer sur le commerce international des stupéfiants visés par la Convention, au reste du Pays.

*Le transit* ne sera autorisé que contre présentation de l'autorisation d'exportation.

*Le déroutement* ne sera permis que si l'envoi est accompagné d'un certificat de déroutement.

Enfin, en cas de *dépôt* dans un entrepôt de douane, l'envoi ne pourra être retiré sans un certificat d'importation délivré par le Gouvernement du pays destinataire.

Voilà, à grands traits, le système de contrôle du commerce international des stupéfiants, institué par la Convention.

Si on néglige les quantités assez faibles qui traverseront les mailles de ce filet, à la faveur de l'insuffisance du contrôle postal, on peut affirmer que ce système offre de réelles garanties, à condition que *toutes les nations* l'appliquent consciencieusement. Mais hélas ! il faudra du temps avant que la Convention soit ratifiée par l'ensemble des Gouvernements. Il suffira, en effet qu'une seule nation échappe au contrôle de la



production, pour que la contrebande puisse s'y approvisionner tout à son aise, et nous savons avec quelle audace et quelle ingéniosité elle parvient à s'insinuer jusqu'au consommateur.

« Il ne faut pas se faire d'illusion, dit M. Coutière ; quelle que soit leur bonne volonté, les nombreux pays qui ne sont pas actuellement organisés pour exercer, comme la France, par exemple, un contrôle sévère de leur commerce intérieur, ne pourront appliquer, comme il convient, les règles internationales que la Conférence aura fixées... (1) »

Ajoutons à cela que certains Etats ont intérêt à faire échec au contrôle de la production, d'abord à raison des profits qu'ils en tirent et ensuite, à raison de l'intérêt politique que, parfois, ils croient avoir à favoriser la toxicomanie dans certaines Nations dont ils redoutent la puissance (2).

(1) Prof. COUTIÈRE. *Bulletin Acad. Médec.* Paris, janvier 1925.

(2) Rappelons qu'avant la guerre — et peut-être encore aujourd'hui — l'Allemagne employait son génie diabolique à favoriser chez nous le développement de la cocaïnomanie.

Rappelons aussi la plainte élevée à Genève par les États Unis qui prétendent être impuissants à se protéger contre les flots d'héroïne que de bons voisins introduisent chez eux, sous forme de contrebande.

Rappelons, enfin, l'attitude de la Russie vis-à-vis de la Société des Nations, et le soin qu'elle prend de développer, dans ses possessions asiatiques, la culture de l'opium qu'elle destine à l'exportation, ou plutôt à alimenter le commerce de contrebande.

M. Augustin Léger écrit à ce sujet : « Alors que le gouvernement tsariste avait aboli la culture du pavot au Turkestan et punissait d'em-

Quoi qu'il en soit, un grand pas a été fait dans cette voie. Cette Convention est, tout comme l'Accord concernant l'opium préparé, une pierre d'attente. L'édifice sera achevé, lorsque toutes les nations y auront adhéré sincèrement.

**Chapitre VI.** — « Une préoccupation de la Conférence, qui avait déjà retenu l'attention de la Commission Consultative, fut l'organisation de la statistique (1) ».

Comment arriver, en effet, à réduire la production des matières premières et la fabrication des produits manufacturés, si l'on ne connaît pas les besoins licites et réels de chaque Nation ?

Or, ces besoins, on a essayé pendant les longs travaux préliminaires de la Commission Consultative et du Comité d'Hygiène de la Société des Nations, de les déterminer. La Conférence s'en est occupée, mais les renseignements recueillis auprès des divers Etats étaient si incomplets et si contradictoires, qu'elle a dû renoncer à fixer d'avance des besoins si mal définis.

prisonnement le recel et le trafic de l'opium, les autorités soviétiques, ayant besoin de valeurs en marchandises, ont, au contraire, encouragé la culture, monopolisé le commerce, exporté au point de provoquer une baisse de prix sur le marché chinois » (*La Revue de Paris*, p. 399 15 sept. 1925).

(1) Em. PERROT. *Bulletin des Sciences pharmaceutiques*, Paris, avril 1925, p. 241.

« Les statistiques dont nous disposons, avait déclaré M. Bustamente (Espagne), sont peu complètes et peu étendues et on a même supprimé quelques-uns de leurs facteurs. Pour que les statistiques puissent servir de base pour en déduire les usages médicaux et scientifiques, elles doivent se référer à trois ans au minimum, et enregistrer toutes les préparations qui exigent des matières premières. »

De nombreux plans de contrôle ont été successivement envisagés ; mais après examen, ils ont été abandonnés les uns après les autres.

On a d'abord proposé la limitation de la fabrication, mais on y a renoncé à cause de la contrebande.

On a proposé aussi le contrôle des importations et des exportations. Mais des objections nombreuses ont été élevées et finalement « on a dû s'arrêter à un plan se bornant à établir une surveillance, et un contrôle sur le mouvement du marché international des substances visées par la Convention » (2).

Dans ce but un Comité Central permanent, composé

(2) Sir Malcolm DELEIVINGNE, *C. R.*, II<sup>e</sup> conférence, n<sup>o</sup> 36.

Ajoutons, à ce sujet, que l'Australie avait demandé à la sous-commission D que les pays qui ne sont pas actuellement producteurs devraient être empêchés de le devenir. La sous-commission adopta la proposition, mais sous condition que les pays producteurs devraient s'engager à réduire graduellement leur production.

Les membres des pays producteurs de la sous-commission B<sub>2</sub> ayant refusé d'accepter cette condition, la proposition ne put être prise en considération.

de huit membres, a été prévu qui s'identifie, dans une large mesure, avec le Secrétariat Général de la Société des Nations.

Ses membres seront choisis à raison de leur érudition et de leur compétence technique, et on s'efforcera de les rendre indépendants de leurs Gouvernements.

Les Parties contractantes conviendront d'envoyer chaque année au Comité central permanent :

1<sup>o</sup> Les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention, à importer sur leurs territoires, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante, pour des fins médicales, scientifiques et autres ;

2<sup>o</sup> Les statistiques de leur production et fabrication.

On reste perplexe lorsqu'on songe aux statistiques qui seront produites par certains Pays, par exemple la Chine, pour la production de l'opium, et par d'autres pour la production de feuilles de coca...

Il sera aussi assez difficile, malgré l'article 22 *b*) (dernier paragraphe), de contrôler le commerce total de la morphine, en tant que matière première, la codéine et la dionine n'étant pas incluses dans la liste de l'article 4.

3<sup>o</sup> Tous les trois mois, les Parties contractantes enverront au Comité Central permanent leurs statistiques d'importation et d'exportation.

Cette disposition a été combattue pour cette raison qu'il ne convient pas de demander un travail aussi énorme que sera celui de l'établissement de statistiques trimestrielles pour un résultat à obtenir très mince (1).

Un autre inconvénient a été relevé, notamment par le délégué japonais, résultant de la publication de ces statistiques.

L'article 27 a essayé d'y remédier en stipulant « que le comité central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations..... ne soient pas rendues publiques d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs, ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes. »

4<sup>o</sup> Enfin, les Gouvernements des Pays, où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé, fourniront chaque année au Comité, les statistiques des quantités d'opium employées à la fabrication de l'opium préparé, et des quantités d'opium préparé consommées pendant l'année écoulée.

Mis en possession de toutes ces informations, le Comité central permanent sera à même de contrôler à tout instant, le mouvement du marché mondial des stupéfiants, dans la mesure, bien entendu, où les

(1) Voir intervention de M. Kircher (France) C. R., II<sup>e</sup> conférence, n<sup>o</sup> 36, p. 6.

statistiques fournies seront « complètes et exactes », et dans la mesure aussi où la contrebande ne viendra pas en diminuer la valeur. Car, il ne faut pas ignorer que tous les Gouvernements ne sont pas Partie à la Convention, et que même, parmi ceux qui y ont adhéré, il s'en trouve dont le pouvoir de contrôle intérieur est très faible.

Quant aux pouvoirs de coercition attribués au Comité, vis-à-vis des Etats récalcitrants ou de mauvaise foi, ils se résument, en dernière analyse et selon la conception anglo-saxonne, en la publication d'un simple rapport.....

Nous devons avouer, cependant, que le Comité central permanent est un organe précieux, appelé à rendre de grands services, et qui complète fort heureusement le système de contrôle issu des travaux de la Conférence. Souhaitons qu'à l'usage il justifie les espoirs que la Conférence a mis en lui (1).

**Chapitre VII.** — Dispositions générales. — Nous avons vu, au Chapitre II de la présente convention (contrôle intérieur de l'opium brut et de la feuille de coca) que les Parties contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements pour assurer un contrôle

(1) « La clé de voûte de ce contrôle est le Comité central » a dit M. Zahle, Président de la 2<sup>e</sup> conférence (Discours de clôture).



efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut.

De même, au Chapitre suivant (contrôle intérieur des drogues manufacturées), il est stipulé (art.5) : « Les parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces de façon à limiter exclusivement aux usages médicaux et scientifiques, la fabrication, l'importation, la vente, la distribution, l'exportation et l'emploi de substances auxquelles s'applique le présent Chapitre. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces substances pour tout autre objet. »

Ces dispositions sont complétées et précisées par celles qui font l'objet du Chapitre VII.

L'article 28 (le premier de ce Chapitre) est d'ordre tout à fait général. « Chacune des Parties contractantes s'engage à rendre possibles des sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, contre les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention. »

L'article 29 s'inspire de la législation britannique. Il engage les Parties contractantes à « prendre des mesures législatives pour punir des actes commis dans le ressort de leur juridiction, en vue d'aider ou d'assister à la perpétration, en tout lieu situé hors de leur juridiction, d'un acte constituant une infraction aux lois en vigueur en ce lieu et ayant trait aux objets visés

par la présente Convention. » L'article 20 F du projet de la délégation des Etats-Unis faisait de cette recommandation une obligation formelle (1).

Nous avons déjà vu que la procédure instituée par l'article 32, pour régler les différends pouvant s'élever entre les Parties contractantes, au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, s'inspire d'un règlement amiable. L'arbitrage ne peut jamais être imposé à une partie, à moins qu'elle ne consente à l'accepter, ou qu'un traité d'arbitrage ne la lie à la partie adverse.

La Convention reste ouverte à l'adhésion de tout Etat ayant, ou non, participé à la Conférence et, même s'il n'est pas membre de la Société des Nations, pourvu « qu'il lui ait été fait communication », par le Conseil de la Société des Nations, d'un exemplaire de la présente Convention.

Enfin, on sort de la Convention aussi facilement qu'on peut y entrer : il suffit d'adresser une dénonciation écrite au Secrétaire Général de la Société des Nations, laquelle prend effet, après un délai d'un an.

**Protocole.** — Nous avons vu quels efforts la délégation américaine a tentés, en vue de faire adopter le principe de la suppression de l'opium préparé. Nous savons aussi que ces efforts ont été vains, malgré les

(1) Article 20 F. Projet : de la délégation des États-Unis O.D.C. 34.

tentatives de la délégation des Seize, en vue d'arriver à une transaction.

Il a été affirmé que la délégation américaine s'est retirée de la Conférence parce qu'elle a constaté que l'accord devenait impossible du fait que les *Etats* possédant des territoires où l'usage de l'opium à fumer est temporairement autorisé, ont, à l'exception du Japon, refusé de réduire la consommation de l'opium à fumer, tant que la contrebande sera rendue possible par l'état d'anarchie qui règne actuellement en Chine. (Partie I du Protocole.)

Ces états sont, cependant, allés loin dans la voie des concessions, puisqu'ils acceptent (Partie II du Protocole) qu'un Comité, *désigné par le Conseil de la Société des Nations*, soit chargé de dire, dans cinq ans au plus, si les conditions, permettant enfin d'envisager la suppression — évidemment progressive — de l'usage de l'opium à fumer, partout où il est actuellement toléré, *sont réalisées*.

La délégation des Etats-Unis se fut probablement contentée de cette demi-mesure, si elle n'avait été liée, comme nous l'avons déjà fait remarquer, par un mandat impératif du Congrès. Nous sommes d'autant plus porté à le croire, qu'elle avait obtenu de réelles satisfactions dans les questions qui intéressent plus particulièrement les Etats-Unis, à savoir : la limitation, aux besoins médicaux légitimes, de la production et de l'importation des drogues stupéfiantes. Par contre,

les Etats-Unis « n'avaient aucun *intérêt primordial* à mettre fin à la consommation de l'opium dans les pays d'Extrême-Orient (1) ».

*L'Acte final* reproduit, sous forme de vœux et de recommandations, certaines propositions ou suggestions qui n'avaient pas trouvé place dans la Convention.

(1) *Journal de Genève*, 8 février 1925.

## CONCLUSION.

Le *Journal de Genève* termine la série des articles qu'il a consacrés à l'œuvre de la Conférence de Genève par cette conclusion : « La nouvelle Convention renforce considérablement les dispositions de la précédente sur l'importation et l'exportation et elle s'applique à un plus grand nombre de produits nocifs... En outre, l'institution du Comité Central permanent permettra à la Société des Nations d'exercer, sur l'exécution de la Convention, un contrôle constant (1) ».

M. Kircher, parlant au nom de la délégation française a déclaré à la séance de clôture : « Nous pouvons nous séparer avec la conscience du devoir accompli, sans redouter les critiques ou les sarcasmes de ceux qui, n'ayant pas connu les graves difficultés que nous avons eu à surmonter, seraient tentés de nous accuser d'avoir

(1) *Journal de Genève*, 20 février 1925.

failli à notre mission en n'édicant que des mesures anodines vouées à la stérilité... »

L'honorable délégué qui a apporté dans les nombreuses discussions auxquelles il a pris part, sa haute compétence et un esprit très large, peut dédaigner les sarcasmes, mais il fera certainement cas des critiques qui seront adressées à l'œuvre à laquelle il a collaboré.

Nulle œuvre humaine, en effet, n'est parfaite et celle-ci moins que toute autre. Une Convention où tant d'idéalisme se mêle à tant d'intérêts nationaux, parfois même privés, ne peut prétendre rester à l'abri de la critique.

Les Nations dont l'idéalisme se double, en cette matière, d'un entier désintéressement, ont droit à beaucoup d'égards, toutes les fois qu'on essaye d'apprécier les critiques qu'elles adressent aux Nations qui mêlent à l'or pur de leurs louables intentions, le vil plomb de leurs intérêts matériels.

Pour rendre hommage à la vérité, nous devons avouer cependant, que ces critiques perdent une partie de leur force, lorsqu'on songe aux difficultés dont parle M. Kircher et, notamment, à la carence du Gouvernement chinois vis-à-vis des engagements qu'il a souscrits à la Haye en 1912.

Nous dirons donc que l'Œuvre de Genève a fait faire un grand progrès à la question du contrôle et de la limitation des stupéfiants ; nous y découvrons les



fondations d'un grand édifice qui s'achèvera avec le temps...

Et nous concluons avec l'honorable Président de la Conférence, M. Zahle.

« Le problème des stupéfiants est maintenant posé devant l'opinion universelle et il restera posé devant elle jusqu'à ce qu'il soit résolu... La question des stupéfiants est maintenant engagée dans le mécanisme de la Société des Nations ; elle ne saurait s'en échapper (1) ».

(1) O. D. C. C. R., 38.

Vu et approuvé,

*Le Président de la thèse,*

GEOUFFRE de LA PRADELLE.

Vu :

*Le Doyen,* H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur*

de l'Académie de Paris,

P. APPELL.



## BIBLIOGRAPHIE

- AVRIL (Eugène). — *La Cocaïnomanie*. Thèse de Lyon, 1908.
- AUCHER (Dr. Louis). — *Le Rêve morphinique*. Thèse méd. Montpellier, 1910.
- ALMOND (Ct. d'). — *Six années de morphinomanie*. Paris, édition du Livre moderne, 1910.
- BAUDELAIRE (Charles). — *Les Paradis artificiels*. Paris, Calmann-Lévy 1899, t. IV des œuvres complètes.
- BEHAL (Prof.). — *Traité de Chimie organique*. Paris.
- BIENVENU (Dr.). — *Un livre d'actualité, romanciers et médecins*.
- BOISSIÈRE (Jules). — *Fumeurs d'opium*, 1909.
- BOISSIÈRE (Jules). — *Propos d'un intoxiqué*, 1911.
- BONNASIES. — *La suggestion dans le hachisch*. *Revue physiologique*, 1886, t. XXI.
- BONNETAIN (Paul). — *L'opium*, 1886.
- BORYS (Daniel). — *Le royaume de l'oubli*, 1906.
- BOSC de VEZE (Ernest). — *Traité théorique et pratique du hachisch des substances psychiques et des plantes magiques*. Nice, 2<sup>e</sup> édition, 1904.
- BRIAND (Marcel) et VINCHON. — *Les priseurs de cocaïne (Bulletin de la Société chimique de médecine mentale.)* Novembre 1912.
- BROUARDEL (Dr Paul). — Cours de médecine légale à la Faculté de Médecine de Paris. Opium ; morphine, cocaïne. 1906.
- BRUNET (Dr F.). — *Une avarie d'Extrême-Orient*. *Le Bulletin médical*, 17<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 27, 4 avril 1903. *La mort des fumeurs d'opium* id, n<sup>o</sup> 80, 14 octobre 1903.
- Bulletin de l'association générale des pharmaciens de France* N<sup>o</sup> 4, 5 et 9 (1925).
- Bulletin des sciences pharmaceutiques*, avril 1925.

- Bulletin des Etudiants en Pharmacie (La pharmacie française)*, mai 1925.
- BURROUGHS (H.). — *Le chanvre indien*. Thèse méd. Lyon, 1896.
- CABUCHE. — *Le Cocaïnisme aigu et chronique*. Thèse Paris, 1901.
- COLLARD. — *L'opium*. Thèse pharm. 1912-1913. (Montpellier).
- COLLIN (Eugène). — *Précis de matières médicales*. O. Doïn, Paris, 1918.
- COMAR (G.) et BUVAT (J. B.). — *Les toxicomanes*. La presse médicale, 6 juillet 1904.
- La convention internationale de l'opium*. — Octobre 1923. Impr., Schweitz, Bâle.
- COURTOIS SUFFIT (Dr) et GIROUX (René). — *La Cocaïne*, Masson 1918.
- Le trafic de la cocaïne d'après les documents judiciaires récents*.  
Extrait de la Gazette des hôpitaux, 25 juin 1921.
- COITIÈRE (Prof. H.). — *Le trafic des stupéfiants*. Imp. Maretheux.  
Paris 1925 et *Bulletin de l'Acad. de Méd.*
- CROLAS et MOREAU. — *Précis de Pharmacie chimique*. Maloine Paris.
- A. DARDANNE. — *Contribution à l'étude du chanvre indien*. Thèse de doctorat Phie, Paris, 1924.
- DIODORE de SICILE. — *Œuvres*.
- DORVAULT. — *L'officine*. Mot : chanvre. Paris. Vigot Frères, 1923.
- DU SAUSSAY (Victorien). — *La Morphine*. Albert Héricaut, Paris.
- DUPOUY (Dr Roger). — *Les opiomanes*, 1912.
- FARRERE (Claude). — *Fumées d'opium et Les petites alliées*.
- FAUCHIER. (Dr Louis). — *Contribution à l'étude du rêve morphinique et de la morphinomanie*. Montpellier, imp. de Firmin et Montave, 1910.
- FONSSAGRIVES (Prof. J. B.). — *Opium*. Dictionnaire encyclop. des sciences médicales de Dechambre. 2<sup>e</sup> série, t, 16, 1 Partie.
- GAUDICHARD (Dr). — *La morphine, ses rêves, ses supplices*. Imp. Rivière à Chatelleraut, 1910.
- GAUTIER (Théophile). — *Le Club des hachichins (Romans et contes)*. Paris, Charpentier, 1863-1887.
- GAUTIER (Théophile). — *La pipe d'opium*, 1863-1887.
- GIDE (Ch.). — *Le monopole de l'opium en Indo-Chine*. Rev. pol. et parlem., t. 81, p. 5.
- GIDE (Paul). — *L'opium*. Thèse doctorat droit, Paris.
- GIRAUD. — *L'art de faire varier les effets du hachisch*. *L'encéphale*, 1881
- GODARD (E.). — *Le Hachisch en Egypte et en Palestine*. Paris, 1867.
- GOUJON (Henri). — *De la législation des toxiques en général*. Thèse doctor. droit. Montpellier, 1918.
- GRIMAUUX (E.) *Du hachisch*. Th. Paris, 1891.

- GUILLAIN (Dr Georges). — *L'intoxication par la cocaïne*. *Journal médical français*. 15 juin 1914.
- ICARD. — *Contribution à l'étude du cocaïnisme*. Thèse de Montpellier, 1912.
- L'informateur des aliénistes et des neurologistes*. 25 septembre 1909.
- JANNIARD (G). — *L'opium*. *Revue bleue*, Nov. 1907. *Fumeurs et mangeurs d'opium*. *Revue générale des sciences pures et appliquées*. 18<sup>e</sup> année, n° 1, 15 janvier 1907.
- JENNINGS (Dr Oscar). — *Morphinisme et morphinomanie*. Traduit de l'anglais par le Dr Mignon. Paris, Vigot, Fres, 1910.
- Journal de Genève*. *Comptes rendus journaliers des deux Conférences de l'opium*.
- KIPLING (Rudyard). — *Les portes des cent mille peines*. Contes choisis, traduits par Louis Fabulet et Rob. d'Humières, Paris, G. Crès, 1918.
- La cité de l'épouvantable nuit*. — Traduit par Alb. Savine. Paris, Delamain, Boutelleau et C<sup>ie</sup>, 1922.
- La Pharmacie française*. — (*Bulletin des Eudiants en pharmacie*) mai 1925.
- LEFÈVRE (René). — *Contribution à l'étude de la morphinomanie*. Paris, 1905.
- LEFÈVRE (Dr). — *Les fumeurs d'opium dans la littérature contemporaine*. — *La Revue (ancienne Revue des revues)*, n° 19, 1<sup>er</sup> octobre, 1911.
- LÉGER (Augustin). — *La Conférence de l'opium*. *La Revue de Paris* 15 septembre 1925.
- LEGRAND (Tita). — *Confession d'une opiomane*. Michel Albin, Paris, 1925.
- LEVALLÉE (Morel). — *Revue de Médecine*, Novembre et décembre 1900 et, *Revue de neurologie*, 1901, p. 476.
- MARTIN (E.). — *Les abus de l'opium, morphinomanie, opiophagie, fumage*. *Revue scientifique*, 1892.
- MARTIN (E.). — *Les morphinomanes en Chine*. *Journal d'hygiène*, 1896.
- MEURISSE. — *Le hachisch*. Thèse de Paris, 1891.
- MEYDIEU (Alb.). — *Cocaïnisme chronique*. Thèse Toulouse, 1922.
- MILLANT (Dr Richard). — *La Drogue*, 1919.
- MIRABEN. *La lutte antitoxique*. *La fumée divine*, 1912.
- MOREAU DE TOURS. — *Du hachisch et de l'aliénation mentale*, Paris, Librairie de Fortin, Masson et C<sup>ie</sup>, 1845.

- NADAUD (Marcel, et FAGE (André). — *Notre campagne contre la « coco »*.  
*Le Petit Journal*, février et mars 1925.  
*Nouveau dictionnaire des Sciences*. — Paris, Ch. Delagrave.
- PLANCHON (D<sup>r</sup> Louis). — *Bouilleries, et fumeries d'opium*, 1919.
- PLANCHON et COLLIN. — *Les Drogues simples d'origine végétale*. Paris,  
Octave Doin, 1896.
- PANNIER (J). — *La lutte contre l'opium*, 1911. Mémoire sur la question  
de l'opium telle qu'elle se présente en France et dans les colonies  
françaises.
- PERROT (Prof. Em.). — *Contrôle international du commerce des stu-  
péfiants*. *Bulletin des sciences pharmaceutiques*, avril 1925.
- PICHON. — *Le morphinisme*. Paris, 1890.
- PIOUFFE (H). — *Les psychoses cocaïniques*. 1919.
- QUINCEY (T. de). — *Les confessions d'un mangeur d'opium*. Traduit  
par Descreux.
- QUINCEY (T. de). — *Souvenirs autobiographiques du mangeur  
d'opium*.  
(Tous deux chez Delamain, Boutelleau & Cie. Paris.)
- REUTTER (L.). — *Traité de Matière médicale*. Baillière, Paris 1923.
- Revue indigène* (La). — N<sup>o</sup> du 30 décembre 1907.
- RICHARD (Dr) et MILLANT. — *La culture du pavot et le commerce de  
l'opium en Turquie*, 1913. (Bibliothèque d'agriculture coloniale.
- RICHTER. — *Traité de chimie organique* par R. Auschuetz et H)  
Meerwein, Ch. Béranger, édit, Paris 1918.
- RIGAL (H). — *Les stupéfiants. La Renaissance politique, littéraire, ar-  
tistique*. N<sup>os</sup> 1<sup>er</sup> avril et 15 avril 1916.
- RODET (D<sup>r</sup> Paul). — *Morphinomanie et morphinisme*. Pa is, Alcan,  
1897.
- ROUBINOVITCH (D<sup>r</sup>). — *Alcoolisme et morphinisme en pathologie men-  
tale*, Paris, imp. de J. Gainche, 1900 (Edit. du *Bulletin médical*,  
21 juillet 1900).
- ROUX (E) et GUIGNARD (pof. L.). — *Guide de l'Inspecteur de pharma-  
cies*. Maloine, Paris, 1909.
- SAGATARO KAHN. — *La politique de l'opium au Japon*. Genève, nov  
1924.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Commission consultative du trafic de l'opium*  
Procès verbaux de la première session tenue à Genève du 2 au  
5 mai 1921 (C. 77. M. 39. 1921. XI)



Procès-verbaux de la 2<sup>ème</sup> session (épuisé).

Procès-verbaux de la troisième session (extraordinaire) tenue à Genève le 1<sup>er</sup> septembre 1922 (C. 72. M. 27. 1923. XI).

Procès-verbaux de la 4<sup>ème</sup> session tenue à Genève du 8 au 14 janvier 1923 (C. 155. M. 75. 1923. XI).

Procès-verbaux de la 5<sup>ème</sup> session tenue à Genève du 24 mai au 7 juin 1923. (C. 418. M. 184. 1923. XI).

Procès-verbal de la 6<sup>ème</sup> session tenue à Genève du 4 au 14 août 1924 (C. 397. M. 146. 1924. XI).

*Rapports au Conseil sur les Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium.*

Première session, du 2-5 mai 1921 (A. 38. 1921. XI).

Deuxième session, Genève du 19-29. av il 1922 (A. 15. 1922 XI).

Troisième session (extraordinaire), Genève le 1<sup>er</sup> septembre 1922 (A. 15 (a). 1922. XI).

Quatrième session, Genève, du 8-14 janvier 1923 (C. 37. M. 91. 1923. XI).

Cinquième session, Genève, du 24 mai au 7 juin 1923 (A. 13. 1923 XI).

Sixième session, Genève, du 4-14 août 1924 (A. 32. 1924. XI)

*Deuxième Conférence de l'opium :*

Partie I. Résumé des renseignements reçus des Gouvernements sur la production et la fabrication de l'opium brut et des feuilles de coca, des dérivés de l'opium et de la cocaïne, et tableaux statistiques (années 1920. 1921. 1922. 1923.).

Partie II. Quantités d'opium et de ses dérivés réduites à leur contenu en morphine, de cocaïne et d'autres stupéfiants estimées nécessaires à la consommation annuelle. (O. D. C. 1(I) (C. 656. M. 234. 1924. XI).

*Deuxième Conférence de l'opium :* Convention, Protocole, Acte Final, signés à Genève le 19 février 1925 (C. 88. M. 44. 1925. XI) (O. D. C. (3) ; O. D. C. 7(2) ; O. D. C. 130 (I). (Textes anglais et français).

*Première Conférence de l'opium :* Résumé des renseignements fournis par les Gouvernements sur la situation dans les possessions des Etats européens et dans les pays de l'Extrême-Orient, en ce qui concerne l'opium préparé (C. O. P. I).

J. PILA. — Le trafic des stupéfiants

- Accord, Protocole, Acte final, signés à Genève le 11 février 1925. (C. 82. M. 41. 1925. XI) (C.O. P. 57 (1) textes anglais et français  
*Rapports de la Cinquième Commission à l'Assemblée.*  
Deuxième Assemblée (A. 143 (a). 1921).  
Troisième Assemblée (A. 69. 1922).  
Quatrième Assemblée (A. 101. 1923. IV).  
Cinquième assemblée (A. 67. 1924. XI).  
*Trafic de l'opium* : Résumé des réponses au questionnaire sur l'opium (1921) et autres renseignements dont a pu disposer la Commission consultative du trafic de l'opium pendant la seconde session, 19-29 avril 1922 (C. 171. (1). M. 88 (1). 1922. XI).  
Supplément au résumé des réponses au questionnaire sur l'opium (1921) (C. 52. M. 20. 1923. XI).  
*Convention internationale de l'opium signée à la Haye le 23 janvier 1912* ;  
Protocoles de clôture signés à la Haye le 23 janvier 1912, le 9 juillet 1913 et le 25 juin 1914 O. C. (1).  
*Commission consultative du trafic de l'opium* : Règlement intérieur (avec les amendements apportés par la Commission consultative lors de sa cinquième session, mai-juin 1923 (O. C. 123. (1).  
*Sous-Commission mixte du Comité d'hygiène et de la commission consultative du trafic de l'opium.*  
Procès-verbal de la première session tenue à Genève du 4 au 6 janvier 1923. (C. 79. M. 33. 1923. XI)  
Procès-verbaux de la deuxième session, première séance, tenue à Genève le mercredi 3 septembre 1923, à 14 h. 30 (C. 646. M. 308. 1923. XI)  
*Première Conférence de l'Opium.* — Genève 3 novembre 1924 — 11 février 1925.  
TAILHADE (Laurent). — *La Noire idole.* Paris, A. Messen, 1907.  
*Le trafic des drogues narcotiques.* — House documents N° 380. Washington. Government printing office 1924.  
TORANUDE et BOGELOT. — *La législation des substances vénéneuses* Paris, 1917.  
VANDERE (Jane de la). — *Folie d'opium.*  
WURTZ (Ad.). — *Dictionnaire de chimie.* Paris, Hachette.  
WILSON HARRIS. — *Daily News.* 15 décembre 1925.  
WILLOUGHBY (W.W.). — *Opium as an international problem : the Genova Conferences.* The John Hopkins Press, Baltimore, Maryland. U.S.A.

## ANNEXE

### ACCORD DE GENÈVE RELATIF A L'OPIMUM PRÉPARÉ

L'Empire britannique (avec l'Inde), la Chine, la France, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal et le Siam,

Fermement résolu à effectuer la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue au chapitre II de la Convention internationale de l'opium, du 23 janvier 1912, dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est encore autorisé ; et

Désireux, pour des raisons d'humanité et en vue d'assurer le bien-être social et moral des peuples intéressés, de prendre toutes mesures utiles pour réaliser dans le plus bref délai possible la suppression de l'usage de l'opium à fumer ;

Ayant décidé de conclure un accord additionnel à ladite Convention internationale ;

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

*(Suivent les désignations)*

Lesquels, ayant examiné la situation actuelle au point de vue de l'application du chapitre II de ladite Convention internationale de l'opium, dans les possessions et territoires d'Extrême-Orient sus-mentionnés ; et

Prenant acte du fait qu' l'augmentation de la contrebande de l'opium dans la plus grande partie des territoires de l'Extrême-Orient depuis la ratification de la Convention entrave, dans une mesure très sensible, la réalisation de la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue dans la Convention, et que cette augmentation rend même moins efficaces certaines des mesures déjà prises à cette fin ; et

Tenant compte de la situation différente des divers pays ;

Ayant déposé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme ; sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — 1<sup>o</sup> Sauf ce qui est prévu au paragraphe 3 du présent article pour la vente au détail, l'importation, la vente et la distribution de l'opium constitueront un monopole d'État et le droit d'importer, de vendre et de distribuer l'opium ne pourra être affermé, concédé ou délégué à qui que ce soit ;

2<sup>o</sup> La fabrication de l'opium préparé, destiné à la vente, devra également faire l'objet d'un monopole d'État, dès que les circonstances le permettront ;

3<sup>o</sup> a) Le Gouvernement devra mettre à l'essai, dans les régions où l'autorité administrative peut exercer une surveillance efficace, le système de la rétribution des personnes employées à la vente au détail et à la distribution de l'opium, au moyen d'un salaire fixe, et non d'une commission sur les ventes.

b) Partout ailleurs, la vente au détail et la distribution de l'opium ne pourront se faire que par des personnes munies d'une licence du Gouvernement.

Le chiffre (a) ne s'applique pas lorsque le système des licences et du rationnement des consommateurs est en vigueur et donne des garanties équivalentes ou plus effectives.

ART. 2. — La vente de l'opium aux mineurs est interdite. Toutes les mesures possibles seront prises par les Puissances

contractantes en vue d'empêcher la propagation parmi les mineurs de l'habitude de fumer l'opium.

ART. 3. — L'entrée des fumeries est interdite aux mineurs.

ART. 4. — Les Puissances contractantes restreindront autant que possible le nombre des magasins de vente au détail ainsi que celui des fumeries, dans les pays où elles sont autorisées.

ART. 5. — L'achat et la vente du « dross » sont interdits, excepté si le « dross » est vendu au monopole.

ART. 6. — Est interdite l'exportation de l'opium, soit brut, soit préparé, hors d'une Possession ou d'un Territoire, dans lesquels l'importation de l'opium destiné à être fumé est maintenue ;

2<sup>o</sup> Est interdit dans toute Possession ou Territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium préparé ;

3<sup>o</sup> Sera également interdit, dans toute Possession ou Territoire de ce genre, le transit ou le transbordement de l'opium brut consigné à une destination se trouvant en dehors de la possession ou du territoire, à moins qu'un certificat d'importation, délivré par le Gouvernement du pays importateur et pouvant être accepté comme fournissant des garanties suffisantes contre la possibilité d'usage illicite, ne soit présenté au Gouvernement de la possession ou du Territoire dont il s'agit.

ART. 7. — Les Puissances contractantes feront tous leurs efforts, pour combattre l'usage de l'opium préparé dans leurs territoires respectifs, par l'enseignement dans les écoles, par la distribution de brochures et par tous autres moyens, à moins qu'elles n'estiment ces mesures inopportunes en raison de la situation spéciale de ces territoires.

ART. 8. — Les Puissances contractantes s'engagent à s'aider mutuellement dans leurs efforts pour arriver à la suppression de la contrebande par des échanges directs de renseignements et de vues entre les chefs des services intéressés.

ART. 9. — Les Puissances contractantes examineront dans

l'esprit le plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives pour pouvoir punir les transactions illégitimes dont les éléments constitutifs auront été accomplis dans un pays étranger par une personne résidant sur leurs territoires.

ART. 10. — Les Puissances contractantes fourniront tous les renseignements qu'elles pourront se procurer sur le nombre des fumeurs d'opium. Ces renseignements doivent être adressés au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de publication.

ART. 11. — Le présent Accord ne vise pas l'opium uniquement destiné aux besoins médicaux et scientifiques.

ART. 12. — Les Puissances contractantes conviennent d'examiner périodiquement, à des dates qu'elles fixeront d'un commun accord, la situation en ce qui concerne l'application du chapitre I de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 et du présent Accord. La première réunion aura lieu au plus tard en 1929.

ART. 13. — Le présent Accord ne s'applique qu'aux Possessions ou Territoires d'Extrême-Orient des Puissances contractantes y compris les territoires cédés à bail ou protégés dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé.

Lors de la ratification, chaque Puissance contractante pourra déclarer que son adhésion à l'Accord ne s'étend pas à un territoire quelconque sur lequel elle n'exerce qu'un protectorat et elle pourra adhérer ultérieurement à l'Accord pour tout protectorat ainsi exclu, au moyen d'une notification d'adhésion déposée entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera immédiatement ce dépôt à toutes les autres Puissances contractantes.

ART. 14. — Le présent Accord, dont les textes français et anglais font foi, sera sujet à ratification.

Le dépôt des ratifications sera effectué au Secrétariat de la Société des Nations le plus tôt qu'il sera possible.

L'Accord n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié



par deux Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la deuxième ratification. Ultérieurement, le présent Accord prendra effet en ce qui concerne chacune des Puissances contractantes, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

ART. 15. — S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer le présent Accord, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement copie de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Accord.

## PROTOCOLE

Les représentant soussignés des Etats signataires de l'Accord relatif à l'usage de l'opium préparé, signé aujourd'hui, dûment autorisés à cet effet,

Soucieux d'assurer l'exécution complète et définitive des obligations et de renforcer les engagements qu'ils ont contractés en vertu des stipulations de l'article VI de la Convention de la Haye en 1912,

Prenant acte de ce que la deuxième Conférence de l'Opium a décidé d'adopter un Protocole par lequel certaines puissances devront établir dans un délai maximum de cinq ans un contrôle efficace sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut, de manière à empêcher le commerce illicite ;

Convienient par les présentes des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les États signataires du présent Protocole reconnaissent que les dispositions de l'Accord signé aujourd'hui renforcent l'obligation contractée par les États signataires aux termes de l'article VI de la Convention de la Haye de 1912 et sont destinées à faciliter l'exécution de cette obligation qui continue à garder toute sa force et son plein effet.

ART. 2. — Dès que les pays qui cultivent le pavot auront assuré l'exécution effective des dispositions nécessaires pour empêcher que l'exportation de l'opium brut hors des territoires soumis à leur autorité ne constitue un obstacle sérieux à la réduction de la consommation dans les pays où l'usage de l'opium préparé reste temporairement autorisé, les États signataires du présent protocole renforceront les mesures qu'ils ont déjà prises conformément à l'article VI de la Convention de la Haye de 1912 et, s'il est nécessaire, en prendront de nouvelles pour réduire la consommation de l'opium préparé dans les territoires soumis à leur autorité, de manière que cet usage soit complètement supprimé dans un délai maximum de quinze ans à dater de la décision visée à l'article suivant.

ART. 3. — Une commission nommée à cet effet par le Conseil de la Société des Nations sera chargée, le moment venu, de constater l'exécution effective des dispositions que doivent prendre les pays producteurs et qui sont visées à l'article précédent dans la mesure prévue audit article. La décision de cette Commission sera sans appel.

ART. 4. — Au cas où à un moment quelconque de la période de quinze ans prévue à l'article 11, l'un des États signataires du présent protocole apprendrait que les dispositions à prendre par les pays producteurs visées audit article auraient cessé de recevoir une exécution effective, cet État aurait le droit de signaler les faits au Conseil de la Société des Nations ; si le Conseil, soit par un rapport d'une Commission nommée par

lui pour se prononcer après enquête sur les faits signalés, soit par toutes autres informations dont il pourra disposer, reconnaît que les faits signalés sont exacts, les États intéressés auront le droit de dénoncer le présent Protocole. En ce cas, une conférence des États intéressés se réunira immédiatement afin d'examiner les mesures à prendre.

ART. 5. — Dans l'année qui précédera l'expiration du délai de quinze ans prévu à l'article 11, les États signataires du présent protocole, réunis en Conférence spéciale, examineront les mesures à prendre à l'égard des intoxiqués invétérés dont l'état pathologique aura été constaté par les autorités médicales du pays intéressé.

ART. 6. — Les États signataires du présent protocole coordonneront leurs efforts pour arriver à la suppression complète et définitive de l'usage de l'opium préparé. Afin d'atteindre ce but dans le plus bref délai possible, les mêmes États reconnaissent les difficultés que certaines Puissances peuvent rencontrer dans les circonstances actuelles pour assurer un contrôle efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut, font un pressant appel aux pays qui cultivent le pavot, afin d'établir entre tous les États intéressés une collaboration confiante et active qui permettra de mettre fin au trafic illicite.

ART. 7. — Le présent protocole entrera en vigueur pour chacun des États signataires en même temps que l'Accord relatif à l'usage de l'opium préparé signé à la date d'aujourd'hui.

ART. 8. — Tout État représenté à la Conférence où a été élaboré le présent protocole peut y adhérer à tout moment après sa mise en vigueur.

Fait à Genève, le onze février mil neuf cent vingt-cinq.

## ACTE FINAL

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE SUR L'APPLICATION A  
L'EXTREME-ORIENT DU CHAPITRE II DE LA CONVENTION INTER-  
NATIONALE DE L'OPIUM DU 23 JANVIER 1912, RÉUNIE A  
GENÈVE LE 3 NOVEMBRE 1924.

La Conférence convoquée par le Conseil de la Société des Nations, conformément à la Résolution adoptée par l'Assemblée de la Société le 27 septembre 1923, s'est réunie au Secrétariat de la Société des Nations le 3 novembre 1924.

Les Gouvernements dont l'énumération suit ont pris part à la Conférence pour laquelle ils avaient désigné les plénipotentiaires nommés ci-après :

.....  
Dans une série de séances la Conférence a arrêté le texte de l'Accord complémentaire portant la date de ce jour.

La Conférence, à l'exception de la Délégation chinoise, a en outre adopté la résolution suivante :

Il a été signalé à la Conférence que, dans certains pays, le système des licences (ou de l'enregistrement) et du rationnement avait donné, en ce qui concerne la diminution du nombre des consommateurs d'opium, des résultats efficaces.

Mais la Conférence a reconnu que, dans d'autres pays, la contrebande qui égale et même dépasse le commerce licite, rend difficile l'application de ce système, et de l'avis des Gouvernements intéressés rend même cette application inutile et parfois dangereuse.

En conséquence, la Conférence déclare que la possibilité d'adopter ces mesures ou de les maintenir dans les territoires où elles donnent satisfaction dépend principalement de l'extension de la contrebande.

Elle laisse donc aux Puissances contractantes, qui n'ont pas encore appliqué ce système, le soin de choisir l'époque où les

« circonstances permettront de l'adopter et de prendre, en attendant, toutes mesures préparatoires qu'elles jugeront convenables.

Le Représentant de l'Empire britannique a déclaré signer le Protocole en formulant la déclaration suivante :

« Je déclare que ma signature apposée au présent Protocole est soumise, en ce qui concerne les Protectorats Britanniques, aux conditions figurant à l'article XIII de l'Accord signé aujourd'hui.

Le Représentant du Portugal, en signant l'accord, a formulé les déclarations ci-après :

1) « Le Gouvernement Portugais, tout en acceptant le principe du monopole, tel qu'il est formulé à l'article 1<sup>er</sup>, ne s'engage, en ce qui concerne la date à laquelle les mesures prévues au premier paragraphe entreront en vigueur, que sous réserve de la disposition du paragraphe 2 du même article.

2) « Le Gouvernement Portugais, étant lié par un contrat conforme aux dispositions de la Convention de la Haye de 1912, ne pourra mettre à exécution les stipulations du paragraphe 1 de l'article 6 du présent Accord aussi longtemps que les obligations découlant de ce contrat persisteront ».

Le Représentant du Siam a déclaré signer l'Accord en formulant la déclaration suivante :

« La Délégation Siamoise a reçu pour instructions de signer l'Accord réserve faite de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3 (a) relatif à la date à laquelle cette disposition entrera en vigueur, et réserve faite de l'article V. La raison de ces réserves a été expliquée par le Premier Délégué de Siam le 14 novembre 1924. Le Gouvernement Siamois espère mettre en vigueur le système d'enregistrement et de rationnement dans la période de trois ans ; à la fin de cette période la réserve en ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3 (a) deviendra caduque ».

Suivent les signatures des plénipotentiaires.

**CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIUM  
ET AUTRES DROGUES NUISIBLES  
DE GENÈVE**

Considérant que l'application des dispositions de la Convention de la Haye du 23 janvier 1912 par les Parties contractantes a eu des résultats de grande importance, mais que la contrebande et l'abus des substances visées par la Convention continuent encore sur une grande échelle ;

Convaincues que la contrebande et l'abus de ces substances ne peuvent être supprimés effectivement qu'en réduisant d'une façon plus efficace la production et la fabrication de ces substances et en exerçant sur le commerce international un contrôle et une surveillance plus étroits que ceux prévus dans ladite Convention ;

Désireuses de prendre de nouvelles mesures en vue d'atteindre le but visé par ladite Convention et de compléter et de renforcer ses dispositions ;

Conscientes que cette réduction et ce contrôle exigent la coopération de toutes les Parties contractantes ;

Confiantes que cet effort humanitaire recevra l'adhésion unanime des pays intéressés :

Les Hautes Parties contractantes ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

*(Suivent les noms des Chefs d'Etat et de leurs plénipotentiaires.)*

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :



## CHAPITRE PREMIER

### DÉFINITIONS

ARTICLE PREMIER. — Aux fins de la présente Convention, les Parties contractantes conviennent d'accepter les définitions suivantes :

*Opium brut.* — Par « opium brut », on entend le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum* L.) et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport, quelle que soit sa teneur en morphine.

*Opium médicinal.* — Par « opium médicinal », on entend l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son adaptation à l'usage médical, soit en poudre ou granulé, soit en forme de mélange avec des matières neutres, selon les exigences de la pharmacopée.

*Morphine.* — Par « morphine » on entend le principal alcaloïde de l'opium ayant la formule chimique  $C^{17} H^{19} NO^3$ .

*Diacétylmorphine.* — Par « diacétylmorphine », on entend la diacétylmorphine (diamorphine, héroïne) ayant la formule  $C^{21} H^{23} NO^3$ .

*Feuille de coca.* — Par « feuille de coca », on entend la feuille de l'*Erythroxylon Coca* Lamarck, de l'*Erythroxylon novo-granatense* (Morris) Hieronymus et de leurs variétés, de la famille des Erythroxylacées et la feuille d'autres espèces de ce genre dont la cocaïne pourrait être extraite directement ou obtenue par transformation chimique.

*Cocaïne brute.* — Par « cocaïne brute » on entend tous produits extraits de la feuille de coca qui peuvent, directement ou indirectement, servir à la préparation de la cocaïne.

*Cocaïne.* — Par « cocaïne » on entend l'éther méthylique de la benzoylecgonine lévogyre ( $[\alpha]_D^{20} = -16.04$ ) en solution chloroformique à 20 % ayant la formule  $C^{17} H^{21} NO^4$ .

*Ecgonine.* — Par « ecgonine » on entend l'ecgonine lévogyre  $[\alpha]_D^{20} = -45.6$  en solution aqueuse à 50/0) ayant la formule  $C^9 H^{16} NO^3. H^2O$ , et tous les dérivés de cette ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération.

*Chanvre indien.* — Par « chanvre indien » on entend la sommité séchée, fleurie ou fructifère des pieds femelles du *Cannabis sativa* L. de laquelle la résine n'a pas été extraite, sous quelque dénomination qu'elle soit présentée dans le commerce.

## CHAPITRE II

### CONTROLE INTÉRIEUR DE L'OPIMUM BRUT ET DES FEUILLES DE COCA

ART. 2. — Les Parties contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements, si cela n'a pas encore été fait, pour assurer un contrôle efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut; elles s'engagent également à reviser périodiquement et à renforcer, dans la mesure où cela sera nécessaire, les lois et règlements sur la matière qu'elles auront édictés en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de la Haye de 1912 ou de la présente Convention.

ART. 3. — Les Parties contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut ou de feuilles de coca sera permise.

## CHAPITRE III

### CONTROLE INTÉRIEUR DES DROGUES MANUFACTURÉES

ART. 4. — Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux substances suivantes :

- a) A l'opium médicinal ;
- b) A la cocaïne brute et à l'ecgonine ;
- c) A la morphine, diacétylmorphine, cocaïne et leurs sels respectifs ;
- d) A toutes les préparations officinales, et non officinales (y compris les remèdes dits anti-opium) contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne ;
- e) A toutes les préparations contenant de la diacétylmorphine ;
- f) Aux préparations galéniques (extrait et teinture) de chanvre indien ;
- g) A tout autre stupéfiant auquel la présente Convention peut s'appliquer, conformément à l'article 10.

ART. 5. — Les Parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces de façon à limiter exclusivement aux usages médicaux et scientifiques la fabrication, l'importation, la vente, la distribution, l'exportation et l'emploi des substances auxquelles s'applique le présent chapitre. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ses substances pour tout autre objet.

ART. 6. — Les Parties contractantes contrôleront tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent les substances auxquelles s'applique le présent chapitre, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Parties contractantes devront :

a) Limiter aux seuls établissements et locaux pour lesquels une autorisation existe à cet effet la fabrication des substances visées par l'article 4 b), c), g) ;

b) Exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent lesdites substances soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations.

c) Exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, exportations, ventes et tous autres modes de cession desdites substances.

Cette règle ne s'appliquera pas nécessairement aux quantités dispensées par les médecins, non plus qu'aux ventes faites sur ordonnance médicale par des pharmaciens dûment autorisés, si les ordonnances sont, dans chaque cas, dûment conservées par le médecin ou le pharmacien.

ART. 7. — Les Parties contractantes prendront des mesures pour prohiber, dans leur commerce intérieur, toute cession à des personnes non autorisées ou toute détention par ces personnes des substances auxquelles s'applique le présent chapitre.

ART. 8. — Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en recevoir avis et rapport, aura constaté que certaines préparations contenant les stupéfiants visés dans le présent chapitre ne peuvent donner lieu à la toxicomanie, en raison de la nature des substances médicamenteuses avec lesquelles ces stupéfiants sont associés et qui empêchent de les récupérer pratiquement, le Comité d'hygiène avisera de cette constatation le Conseil de la Société des Nations. Le Conseil communiquera cette constatation aux Parties contractantes, ce qui aura pour effet de soustraire au régime de la présente Convention les préparations en question.

ART. 9. — Toute Partie contractante peut autoriser les pharmaciens à délivrer au public, de leur propre chef et à titre de médicaments pour l'usage immédiat en cas d'urgence, les préparations officinales opiacées suivantes : teinture d'opium, laudanum de SYDENHAM, poudre de DOWER ; toutefois la dose maximum qui peut dans ce cas, être délivrée, ne doit pas contenir plus de 0 gr. 25 d'opium officinal, et le pharmacien devra faire figurer dans ses livres, conformément à l'article 6 c) les quantités fournies.

ART. 10. — Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en

recevoir avis et rapport, aura constaté que tout stupéfiant auquel la présente Convention ne s'applique pas est susceptible de donner lieu à des abus analogues et de produire des effets aussi nuisibles que les substances visées par ce chapitre de la Convention, le Comité d'hygiène informera le Conseil de la Société des Nations et lui recommandera que les dispositions de la présente Convention soient appliquées à cette substance.

Le Conseil de la Société des Nations communiquera cette recommandation aux Parties contractantes. Toute partie contractante qui accepte la recommandation signifiera son acceptation au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en avisera les autres Parties contractantes.

Les dispositions de la présente Convention deviendront immédiatement applicables à la substance en question dans les relations entre les Parties contractantes qui auront accepté la recommandation visée par les paragraphes précédents.

## CHAPITRE IV

### CHANVRE INDIEN

ART. 11. — 1. En addition aux dispositions du chapitre V de la présente Convention, qui s'appliqueront au chanvre indien et à la résine qui en est extraite, les Parties contractantes s'engagent :

a) A interdire l'exportation de la résine obtenue du chanvre indien et les préparations usuelles dont la résine est la base (telles que hachich, esrar, chira et djamba) à destination de pays qui en ont interdit l'usage et, lorsque l'exportation en est autorisée, à exiger la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le Gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée pour les fins spécifiées dans le certificat et que la résine ou lesdites préparations ne seront pas réexportées ;

J. PILA. — Le trafic des stupéfiants

b) A exiger, avant de délivrer, pour du chanvre indien, le permis d'exportation visé à l'article 13 de la présente Convention, la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le Gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée et est destinée exclusivement à des usages médicaux ou scientifiques.

2. Les Parties contractantes exerceront un contrôle efficace de nature à empêcher le trafic international illicite du chanvre indien, et en particulier, de la résine.

## CHAPITRE V

### CONTROLE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ART. 12. — Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'importation distincte soit obtenue pour chaque importation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à importer, le nom et l'adresse de l'importateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'exportateur.

L'autorisation d'importation spécifiera le délai dans lequel devra être effectuée l'importation ; elle pourra admettre l'importation en plusieurs envois.

ART. 13. — 1. Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'exportation distincte soit obtenue pour chaque exportation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à exporter, le nom et l'adresse de l'exportateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'importateur.

2. La Partie contractante exigera, avant de délivrer cette autorisation d'exportation, qu'un certificat d'importation, délivré par le Gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée, soit produit par la



personne ou la maison qui demande l'autorisation d'exportation.

Chaque Partie contractante s'engage à adopter, dans la mesure du possible, le certificat d'importation dont le modèle est annexé à la présente Convention.

3. L'autorisation d'exportation spécifiera le délai dans lequel doit être effectuée l'exportation et mentionnera le numéro et la date du certificat d'importation, ainsi que l'autorité qui l'a délivré.

4. Une copie de l'autorisation d'exportation accompagnera l'envoi et le Gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en enverra copie au gouvernement du pays importateur.

5. Lorsque l'importation aura été effectuée, ou lorsque le délai fixé pour l'importation sera expiré, le Gouvernement du pays importateur renverra l'autorisation d'exportation endossée à cet effet au Gouvernement du pays exportateur. L'endos spécifiera la quantité effectivement importée.

6. Si la quantité effectivement exportée est inférieure à celle qui est spécifiée dans l'autorisation d'exportation, mention de cette quantité sera faite par les autorités compétentes sur l'autorisation d'exportation et sur toute copie officielle de cette autorisation.

7. Si la demande d'exportation concerne un envoi destiné à être déposé dans un entre pôt de douane du pays importateur l'autorité compétente du pays exportateur pourra accepter, au lieu du certificat d'importation prévu ci-dessus, un certificat spécial par lequel l'autorité compétente du pays importateur attestera qu'elle approuve l'importation de l'envoi dans les conditions sus-mentionnées. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est exporté pour être déposé dans un entrepôt de douane.

ART. 14. — En vue d'assurer dans les ports francs et dans les zones franches l'application et l'exécution intégrale des dispositions de la présente Convention, les Parties contrac-

tantes s'engagent à appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays, aux ports francs et aux zones franches situés sur leurs territoires et à y exercer la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leurs territoires, en ce qui concerne les substances visées par ladite Convention.

Toutefois, cet article n'empêche pas une des Parties contractantes d'appliquer auxdites substances des dispositions plus énergiques dans les ports francs et les zones franches que dans les autres parties de son territoire.

ART. 15. — 1. Aucun envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention, si cet envoi est exporté d'un pays à destination d'un autre pays, ne sera autorisé à traverser un troisième pays — que cet envoi soit, ou non, transbordé du navire ou du véhicule utilisé — à moins que la copie de l'autorisation d'exportation (ou le certificat de déroutement, si ce certificat a été délivré conformément au paragraphe suivant) qui accompagne l'envoi ne soit soumis aux autorités compétentes de ce pays.

2. Les autorités compétentes d'un pays par lequel un envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention est autorisé à passer prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi vers une destination autre que celle qui figure sur la copie de l'autorisation d'exportation (ou sur le certificat de déroutement) qui accompagne cet envoi, à moins que le Gouvernement de ce pays n'ait autorisé ce déroutement au moyen d'un certificat spécial de déroutement. Un certificat de déroutement ne sera délivré qu'après réception d'un certificat d'importation, conformément aux dispositions de l'article 13, et émanant du Gouvernement du pays à destination duquel on se propose de dérouter ledit envoi ; ce certificat contiendra les mêmes renseignements que ceux qui, selon l'article 13, doivent être mentionnés dans l'autorisation d'exportation, ainsi que le nom du pays d'où cet envoi a été primitivement exporté. Toutes les disposi-

tions de l'article 13 qui sont applicables à une autorisation s'appliqueront d'exportation également aux certificats de déroutement.

En outre, le Gouvernement du pays autorisant le déroutement de l'envoi devra conserver la copie de l'autorisation primitive d'exportation (ou le certificat de déroutement) qui accompagnait ledit envoi au moment de son arrivée sur le territoire dudit pays et le retourner au Gouvernement qui l'a délivré en notifiant en même temps à celui-ci le nom du pays à destination duquel le déroutement a été autorisé.

3. Dans les cas où le transport est effectué par la voie aérienne, les dispositions précédentes du présent article ne seront pas applicables si l'aéronef survole le territoire du tiers pays sans atterrir. Si l'aéronef atterrit sur le territoire dudit pays, lesdites dispositions seront appliquées dans la mesure où les circonstances le permettront.

4. Les alinéas 1 à 3 du présent article ne préjudicient pas aux dispositions de tout accord international limitant le contrôle qui peut être exercé par l'une des Parties contractantes sur les substances visées par la présente Convention, lorsqu'elles seront expédiées en transit direct.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au transport de substances par la poste.

ART. 16. — Si un envoi de l'une des substances visées par la présente Convention est débarqué sur le territoire d'une Partie contractante et déposé dans un entrepôt de douane, il ne pourra être retiré de cet entrepôt sans qu'un certificat d'importation délivré par le Gouvernement du pays de destination et certifiant que l'importation est approuvée, soit présenté à l'autorité dont dépend l'entrepôt de douane. Une autorisation spéciale sera délivrée par cette autorité, pour chaque envoi ainsi retiré, et remplacera l'autorisation d'exportation visée aux articles 13, 14, et 15.

ART. 17. — Lorsque les substances visées par la présente Convention traverseront en transit les territoires d'une Partie

contractante, ou y seront déposées en entrepôt de douane, elles ne pourront être soumises à aucune opération qui modifierait soit leur nature, soit, sauf permission de l'autorité compétente, leur emballage.

ART. 18. — Si l'une des Parties cotractantes estime impossible de faire application de l'une quelconque des dispositions du présent chapitre à son commerce avec un autre pays, en raison du fait que ce dernier n'est pas Partie à la présente Convention, cette Partie contractante ne sera obligée d'appliquer les dispositions du présent chapitre que dans la mesure où les circonstances le permettent.

## CHAPITRE VI

### COMITÉ CENTRAL PERMANENT

ART. 19. — Un comité central permanent sera nommé dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Le Comité central comprendra huit personnes qui, par leur compétence technique, leur impartialité et leur indépendance inspireront une confiance universelle.

Les membres du Comité central seront nommés par le Conseil de la Société des Nations.

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne seront invités à désigner chacun une personne pour participer à ces nominations.

En procédant à ces nominations, on prendra en considération l'importance qu'il y a à faire figurer dans le Comité central, en proportion équitable, des personnes ayant une connaissance de la question des stupéfiants, dans les pays producteurs et manufacturiers, d'une part, et dans les pays consommateurs, d'autre part et appartenant à ces pays.

Les membres du Comité central n'exerceront pas des fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leurs Gouvernements.

Les membres du Comité exerceront un mandat d'une durée de cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité élira son président et fixera son règlement intérieur.

Le quorum fixé pour les réunions du Comité sera de quatre membres.

Les décisions du Comité relatives aux articles 24 et 26 devront être prises à la majorité absolue de tous les membres du Comité.

ART. 20. — Le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Comité, prendra les dispositions nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du Comité, en vue de garantir la pleine indépendance de cet organisme dans l'exécution de ses fonctions techniques, conformément à la présente Convention, et d'assurer, par le Secrétaire général, le fonctionnement des services administratifs du Comité.

Le Secrétaire général nommera le secrétaire et les fonctionnaires du Comité central, sur la désignation dudit Comité et sous réserve de l'approbation du Conseil.

ART. 21. — Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année avant le 31 décembre, au Comité permanent prévu à l'article 19, les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention à importer sur leurs territoires, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante pour des fins médicales scientifiques et autres.

Ces chiffres ne doivent pas être considérés comme ayant, pour le Gouvernement intéressé, un caractère obligatoire, mais seront donnés au Comité central à titre d'indication pour l'exercice de son mandat.

Dans le cas où des circonstances obligeraient un pays à modifier, au cours de l'année, ses évaluations, ce pays communiquera au comité central les chiffres révisés.

ART. 22. — 1. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année au Comité central, trois mois (dans les

cas prévus au paragraphe c) : cinq mois au plus tard après la fin de l'année, et de la manière qui sera indiquée par le Comité, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

a) De la production d'opium brut et des feuilles de coca.

b) De la fabrication des substances visées au chapitre III, article 4 b)c)g) de la présente Convention et des matières premières employées pour cette fabrication. La quantité de ces substances, employée à la fabrication d'autres dérivés non visés par la Convention, sera déclarée séparément.

c) Des stocks de substances visées par les chapitres II et III de la présente Convention, détenus par les négociants en gros ou par l'Etat, en vue de la consommation dans le pays, pour des besoins autres que les besoins de l'Etat.

d) De la consommation en dehors des besoins de l'Etat, des substances visées aux Chapitres II et III de la présente Convention.

e) Des quantités de substances visées par la présente Convention qui auront été confisquées à la suite d'importations et d'exportations illicites, ces statistiques indiqueront la manière dont on aura disposé des substances confisquées, ainsi que tous les autres renseignements utiles relatifs à la confiscation et à l'emploi fait de substances confisquées.

Les statistiques visées *sub litteris a,b,c,d,e*, seront communiquées par le Comité central aux Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer au Comité central, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, dans les quatre semaines qui suivront la fin de chaque période de trois mois, et pour chacune des substances visées par la présente Convention, les statistiques de leurs importations et de leurs exportations, en provenance et à destination de chaque pays au cours des trois mois précédents. Ces statistiques seront, dans les cas qui pourront être déterminés par le Comité, envoyées par télégramme, sauf si les quantités



descendent au-dessous d'un minimum qui sera fixé pour chaque substance par le Comité central.

3. En fournissant les statistiques, conformément au présent article, les Gouvernements indiqueront séparément les quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat, afin qu'il soit possible de déterminer les quantités requises dans le pays pour les besoins généraux de la médecine et de la science. Le Comité central n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque quant aux quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat ou quant à l'usage qui en sera fait.

4. Au sens du présent article, les substances détenues, importées ou achetées par l'Etat en vue d'une vente éventuelle, ne sont pas considérées comme véritablement détenues, importées ou achetées pour les besoins de l'Etat.

ART. 23. — Afin de compléter les renseignements fournis au Comité central au sujet de l'affectation définitive donnée à la quantité totale d'opium existant dans le monde entier, les Gouvernements des pays où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé fourniront chaque année au Comité de la manière qui sera prescrite par celui-ci, outre les statistiques prévues à l'article 22, trois mois au plus après la fin de l'année, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

1<sup>o</sup> De la fabrication d'opium préparé et des matières premières employées à cette fabrication ;

2<sup>o</sup> De la consommation d'opium préparé.

Il est entendu que le Comité n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque au sujet de ces statistiques et que les dispositions de l'art. 24 ne seront pas applicables en ce qui touche aux questions visées par le présent article, sauf si le Comité vient à constater l'existence, dans une mesure appréciable, de transactions internationales illicites.

ART. 24 — 1. Le Comité central surveillera d'une façon

constante le mouvement du marché international. Si les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné accumule des quantités exagérées d'une substance visée par la présente Convention et risque ainsi de devenir un centre de trafic illicite, il aura le droit de demander des explications au pays en question par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations.

2. S'il n'est fourni aucune explication dans un délai raisonnable, ou si les explications données ne sont pas satisfaisantes, le Comité central aura le droit d'attirer sur ce point l'attention des Gouvernements de toutes les Parties contractantes ainsi que celle du Conseil de la Société des Nations, et de recommander qu'aucune nouvelle exportation de substances auxquelles s'applique la présente Convention, ou de l'une quelconque d'entre elles, ne soit effectuée à destination du pays en question, jusqu'à ce que le Comité ait signalé qu'il a obtenu tous les apaisements quant à la situation dans ce pays en ce qui concerne lesdites substances. Le Comité central notifiera en même temps au Gouvernement du pays intéressé la recommandation qu'il a faite.

3. Le pays intéressé pourra porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

Tout Gouvernement d'un pays exportateur qui ne sera pas disposé à agir selon la recommandation du Comité central pourra également porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

S'il ne croit pas devoir le faire, il informera immédiatement le Comité central qu'il n'est pas disposé à se conformer à la recommandation du Conseil, en donnant, si possible, ses raisons.

5. Le Comité central aura le droit de publier un rapport sur la question et de le communiquer au Conseil, qui le transmettra aux Gouvernements des Parties contractantes.

6. Si dans un cas quelconque, la décision du Comité central

n'est pas prise à l'unanimité, les avis de la minorité devront également être exposés.

7. Tout pays sera invité à se faire représenter aux séances du Comité central au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement.

ART. 25. — Toutes les Parties contractantes auront le droit à titre amical, d'appeler l'attention du Comité sur toute question qui leur paraîtra nécessiter un examen. Toutefois, le présent article ne pourra être interprété comme étendant les pouvoirs du Comité.

ART. 26. — En ce qui concerne les pays qui ne sont pas Parties à la présente Convention, le Comité central pourra prendre les mesures spécifiées à l'article 24 dans le cas où les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné risque de devenir un centre de trafic illicite; dans ce cas, le Comité prendra les mesures indiquées dans l'article en question en ce qui concerne la notification au pays intéressé.

Les alinéas 3, 4, et 7 de l'article 24 s'appliqueront dans ce cas.

ART. 27. — Le Comité Central présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport sur ses travaux. Ce rapport sera publié et communiqué à toutes les Parties contractantes.

Le Comité central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations, statistiques, renseignements et explications dont il dispose, conformément aux articles 21, 22, 23, 24, 25, ou 26 de la présente Convention, ne soient pas rendus publics d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 28. — Chacune des Parties contractantes s'engage à rendre passibles de sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention.

ART. 29. — Les Parties contractantes examineront dans l'esprit le plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives pour punir des actes commis dans le ressort de leur juridiction en vue d'aider ou d'assister à la perpétration, en tout lieu situé hors de leur juridiction, d'un acte constituant une infraction aux lois en vigueur en ce lieu et ayant trait aux objets visés par la présente Convention.

ART. 30. — Les Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, si elles ne l'ont déjà fait, leurs lois et règlements concernant les matières visées par la présente Convention de même que les lois et règlements qui seraient promulgués pour la mettre en vigueur.

ART. 31. — La présente Convention remplace, entre les Parties contractantes, les dispositions des chapitres I, III et V de la Convention signée à La Haye le 23 janvier 1912. Ces dispositions resteront en vigueur entre les Parties contractantes et tout Etat partie à la Convention de la Haye, et qui ne serait pas partie à la présente Convention.

ART. 32. — 1. Afin de régler, autant que possible, à l'amiable les différends qui s'élèveraient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, les Parties en litige pourront préalablement à toute procédure judiciaire ou arbitrale, soumettre ces diffé-

rends, pour avis consultatif, à l'organisme technique que le Conseil de la Société des Nations désignerait à cet effet.

2. L'avis consultatif devra être formulé dans les six mois à compter du jour où l'organisme dont il s'agit aura été saisi du différend, à moins que, d'un commun accord, les Parties en litige ne décident de proroger ce délai. Cet organisme fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de son avis.

3. L'avis consultatif ne liera pas les Parties en litige, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles.

4. Les différends qui n'auraient pu être réglés ni directement, ni le cas échéant, sur la base de l'avis de l'organisme technique susvisé, seront portés, à la demande d'une des Parties en litige, devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention existante ou en vertu d'un accord spécial à conclure, il ne soit procédé au règlement du différend par voie d'arbitrage ou de tout autre manière.

5. Le recours à la Cours de Justice sera formé ainsi qu'il est prévu l'article 40 du Statut de la Cour.

6. La décision prise par les Parties en litige de le soumettre, pour avis consultatif, à l'organisme technique désigné par le Conseil de la Société des Nations, ou de recourir à l'arbitrage sera communiquée au Secrétaire général de la Société et, par ses soins aux autres Parties contractantes, qui auront droit d'intervenir dans la procédure.

7. Les Parties en litige devront porter devant la Cour permanente de Justice internationale tout point de droit international ou toute question d'interprétation de la présente Convention qui pourra surgir au cours de la procédure devant l'organisme technique ou le tribunal arbitral dont cet organisme ou ce tribunal estimerait, sur demande d'une des Parties, que la solution préalable par la Cour est indispensable pour le règlement du différend.

ART. 33. — La présente Convention, dont les textes fran-

çais et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 30 septembre 1925, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ART. 34. — La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

ART. 35. — A partir du 30 septembre 1925, tout Etat représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention et non signataire de celle-ci, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations en aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et qui sera déposé dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera immédiatement ce dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, et aux autres Etats signataires, ainsi qu'aux Etats adhérents.

ART. 36. — La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix Puissances, y compris sept des Etats qui participeront à la nomination du Comité central, en conformité à l'article 19 dont au moins deux Etats membres permanents du Conseil de la Société des Nations. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière des ratifications nécessaires. Ultérieurement, la présente Convention prendra en effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.



Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de son entrée en vigueur.

ART. 37. — Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Parties contractantes et aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

ART. 38. — La présente Convention pourra être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou y ayant adhéré, et des autres Etats qui sont signataires ou qui y ont adhéré, toute dénonciation reçue par lui.

ART. 39. — Tout Etat participant à la présente Convention pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté ou à son autorité, ou pour lequel il a accepté un mandat de la Société des Nations, et pourra ultérieurement et conformément à l'article 35, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par une telle déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer ; les dispositions de l'article 38 s'appliqueront à cette dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le dix-neuf février 1925, en une seule expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie certifiée conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

*(Suivent les signatures.)*

## PROTOCOLE

Les soussignés, représentants de certains des Etats signataires de la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui, et dûment autorisés à cet effet ;

Prenant acte du Protocole signé le onze février mil neuf cent vingt-cinq par les représentants des Etats signataires de l'Accord signé le même jour relativement à l'usage de l'opium préparé ;

Convienient des dispositions suivantes :

### I

Les Etats signataires du présent Protocole, reconnaissant qu'ils ont le devoir, aux termes du chapitre I de la Convention de La Haye, d'exercer sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut un contrôle suffisant pour arrêter le trafic illicite, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher complètement, dans un délai de cinq ans à dater de ce jour, que la contrebande de l'opium ne constitue un obstacle sérieux à la suppression effective de l'usage de l'opium préparé dans les territoires où cet usage est temporairement autorisé.

## II

La question de savoir si l'engagement mentionné à l'article I a été complètement exécuté sera décidée, à la fin de ladite période de cinq ans, par une Commission qui sera constituée par le Conseil de la Société des Nations.

## III

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour chacun des Etats signataires, en même temps que la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui. Les articles 33 et 35 de la Convention sont applicables au présent Protocole.

## ACTE FINAL

La seconde Conférence internationale de l'opium, convoquée en exécution de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 27 septembre 1923, s'est réunie le 17 novembre 1924 au Palais des Nations, à Genève.

La résolution de l'Assemblée était conçue dans les termes suivants :

L'Assemblée, ayant constaté avec satisfaction que, conformément à l'espoir exprimé par la quatrième résolution adoptée par l'Assemblée de 1922, la Commission consultative a fait connaître que les renseignements actuellement disponibles permettent aux gouvernements intéressés d'examiner, en vue de la conclusion d'un accord, la question de la limitation des quantités de morphine, d'héroïne ou de cocaïne et de leurs sels respectifs qui pourront être manufacturées ; de la limitation des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui pourront être importées, tant à cet effet que pour d'autres

besoins médicaux et scientifiques ; et enfin, de la limitation de la production d'opium brut et de feuilles de coca, destinée à l'exportation, aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques dont il s'agit, prie le Conseil — afin de donner leur effet aux principes formulés par les délégués des Etats-Unis d'Amérique et de suivre la ligne de conduite adoptée par la Société des Nations sur la recommandation de la Commission consultative — d'inviter les gouvernements intéressés à envoyer des représentants munis de pleins pouvoirs à une Conférence qui sera tenue à cet effet, si possible immédiatement après la Conférence mentionnée dans la résolution V.

L'Assemblée prie également le Conseil d'examiner s'il ne serait pas opportun d'étendre l'invitation à cette Conférence à tous les pays qui sont membres de la Société ou parties à la Convention de 1912, en vue d'obtenir leur adhésion aux principes dont pourraient s'inspirer tous les accords à conclure éventuellement.

Le Conseil de la Société des Nations a nommé aux fonctions de président de la Conférence :

Son Excellence M. HERLUF ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Danemark à Berlin.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a nommé aux fonctions de secrétaire générale de la Conférence :

Dame RACHEL CROWDY.

Les Etats suivants ont pris part à la Conférence et ont, à cet effet, désigné des délégations :

ALBANIE, ALLEMAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, AUSTRALIE, BELGIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL, EMPIRE BRITANNIQUE, BULGARIE, CANADA, CHILI, CHINE, CUBA, DANEMARK, VILLE LIBRE DE DANTZIG, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉGYPTE, ESPAGNE, FINLANDE, FRANCE, GRÈCE, HONGRIE, INDE, ETAT LIBRE D'IRLANDE, ITALIE, JAPON, LUXEMBOURG, NICARAGUA, PAYS-BAS, PERSE, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SIAM, SUÈDE,

SUISSE, TCHÉCO-SLOVAQUIE, TURQUIE, URUGUAY, VENEZUELA.

La Conférence a tenu ses séances entre le 17 novembre 1924 et le 19 février 1925.

La Conférence a adopté la Convention relative aux stupéfiants en date de ce jour.

La Conférence a également adopté le protocole en date de ce jour.

La Conférence a adopté, en outre, les résolutions suivantes :

## I

La Conférence reconnaît que, pour permettre à la Convention relative aux stupéfiants, signée ce jour, de produire son plein et entier effet, il est essentiel qu'elle reçoive une application aussi étendue que possible dans les colonies, possessions, protectorats et territoires dont il est fait mention à l'article 39 de la Convention. En conséquence, la Conférence exprime le ferme espoir que les Gouvernements intéressés prendront, dans le délai le plus rapproché, les dispositions nécessaires à cet effet et que le nombre desdits colonies, possessions, protectorats et territoires, soustraits à l'action de la Convention, pourra être réduit au minimum.

## II

La Conférence recommande que chaque Gouvernement envisage la possibilité d'interdire le transport, par des navires portant son pavillon, de tout envoi de l'une des substances visées par la Convention :

1<sup>o</sup> A moins qu'une autorisation d'exportation n'ait été délivrée pour cet envoi, conformément aux dispositions de la Convention, et que l'envoi ne soit accompagné d'une copie officielle de cette autorisation ou de tout certificat de déroutement qui pourra être délivré ;

2<sup>o</sup> A toute destination autre que celle indiquée dans l'autorisation d'exportation ou le certificat de déroutement.

### III

La Conférence recommande à tous les Etats de coopérer aussi étroitement que possible en vue de la suppression du trafic illicite et de donner aux autorités compétentes, chargées de l'application des lois sur la répression du trafic, l'autorisation d'entrer en communication directe avec les autorités compétentes des autres pays.

### IV

La Conférence signale l'intérêt qu'il y aurait, dans certains cas, à exiger des négociants qui auront reçu du Gouvernement une licence en vue de faire le commerce des substances visées par la Convention, de fournir une caution adéquate en espèces ou garantie de banque suffisante pour servir de garantie efficace contre toute opération de trafic illicite de leur part.

### V

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations d'examiner la suggestion qui a été présentée au cours des débats, notamment par la Délégation de Perse, et tendant à la nomination d'une Commission qui serait chargée de visiter s'ils le désirent, certains pays producteurs d'opium, en vue, de procéder en collaboration avec eux, à une étude attentive des difficultés qu'entraîne la limitation de la production de l'opium dans ces pays, et de donner son avis sur les mesures qui pourraient être prises pour permettre de la limiter aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques.

### VI

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations



d'inviter le Comité d'hygiène à examiner dès à présent s'il y aurait lieu de consulter l'Office international d'hygiène publique au sujet des produits visés par les articles 8 et 10 afin que, s'il en est ainsi, une première décision quant aux préparatifs ne pouvant donner lieu à la toxicomanie et une première recommandation quant à tout autre stupéfiant susceptible d'être soumis aux dispositions de la Convention, puissent être notifiées aussitôt que ladite Convention entrera en vigueur.

## VII

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations de bien vouloir décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles du Comité et de ses services administratifs.

Il est bien entendu que les parties contractantes qui ne sont pas membres de la Société participeront dans ces dépenses sur une échelle fixée d'accord avec le Conseil.

Au moment de signer le présent acte, le Délégué de la Perse a fait la déclaration suivante :

« Le Délégué de la Perse, agissant conformément aux instructions de son Gouvernement, déclare signer la Convention *ad referendum* et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son memorandum. »

Au moment de signer le présent acte, le Délégué de Siam a fait la déclaration suivante :

« En signant la Convention et le présent acte final, la Délégation Siamoise déclare que, n'ayant pas d'instructions au sujet du chanvre indien, qui ne figurait pas primitivement à l'ordre du jour de la Conférence, la Délégation Siamoise est tenue de formuler une réserve au chapitre III en ce qui concerne les préparations galéniques du chanvre indien et aux chapitres IV et V uniquement en ce qui concerne le chanvre indien. »

En foi de quoi les Délégués ont signé le présent acte.

Fait à Genève, le dix-neuf février mil neuf cent vingt-cinq, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les États représentés à la Conférence.

*Le Président :*  
HERLUF ZAHLE.

*La Secrétaire générale :*  
RACHEL E. CROWDY.

## MODÈLE DE CERTIFICAT D'IMPORTATION

### CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIMUM

N<sup>o</sup>

#### *Certificat officiel d'importation*

Nous certifions par la présente que le Ministre du.....  
..... chargé de l'application de la loi sur les stupéfiants  
visés par la Convention internationale de l'opium a approuvé  
l'importation par :

a) Nom, adresse  
et profession de  
l'importateur.

b) Description  
exacte du stupé-  
fiant et quantité  
destinée à l'importa-  
tion.

c) Nom et  
adresse de la mai-  
son du pays expor-  
tateur qui fournit  
le stupéfiant.

d) Indiquer  
toutes les condi-  
tions spéciales à  
observer ; men-  
tionner, par  
exemple, que le  
stupéfiant ne doit  
pas être expédié  
par la poste.

a) .....

de b) .....

en provenance de c) .....

sous réserve des conditions suivantes d) .....

et déclarons que l'envoi destiné à l'importation est néces-  
saire :

1<sup>o</sup> Pour les besoins légitimes (dans le cas d'opium brut  
et de la feuille de coca [<sup>1</sup>]) ;

2<sup>o</sup> Pour des besoins médicaux ou scientifiques exclusive-  
ment (dans le cas des stupéfiants visés par le chapitre III  
de la Convention, et du chanvre indien).

Pour le ministre et par son ordre .....

(Signé) .....

(Titre) .....

(Date) .....

1. Les pays qui n'ont pas supprimé l'habitude de fumer l'opium et qui désirent impor-  
ter de l'opium brut pour la fabrication de l'opium préparé doivent délivrer des certificats  
établissant que l'opium brut réservé à l'importation est destiné à la fabrication de l'opium  
préparé, que les fumeurs sont soumis aux restrictions gouvernementales, en attendant la  
suppression complète de l'opium et que l'opium importé ne sera pas réexporté.



# TABLE DES MATIÈRES

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| AVANT-PROPOS..... | 1     |

## PREMIÈRE PARTIE

### Les stupéfiants

|                                          |    |
|------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>L'opium</i> .....       | 7  |
| A. Généralités .....                     | 7  |
| B. Historique.....                       | 11 |
| Extraction et fabrication.....           | 14 |
| Opiomanie.....                           | 16 |
| Lutte contre l'opium.....                | 21 |
| CHAPITRE II. — <i>Le Hachisch</i> .....  | 31 |
| A. Généralités .....                     | 31 |
| B. Historique.....                       | 32 |
| Toxicomanie.....                         | 34 |
| CHAPITRE III. — <i>La Morphine</i> ..... | 37 |
| A. Généralités .....                     | 37 |
| B. Morphinisme .....                     | 38 |
| CHAPITRE IV.— <i>L'héroïne</i> .....     | 41 |
| A. Généralités.....                      | 41 |
| B. Héroïnomanie.....                     | 42 |
| CHAPITRE V. — <i>La Cocaïne</i> .....    | 46 |
| A. Généralités.....                      | 46 |
| B. Cocaïnomanie.....                     | 47 |
| Effets physiologiques.....               | 47 |
| Milieu où sévit la cocaïne.....          | 49 |
| Trafic de la drogue.....                 | 51 |

|                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| TABEAU I. — <i>Fabrication de la morphine, de l'héroïne, de la cocaïne et de leurs sels respectifs</i> ..... | 53 |
| TABEAU II. — <i>Production totale de l'opium</i> .....                                                       | 54 |

## DEUXIÈME PARTIE

|                                                                                                          |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>La Commission internationale de l'opium de Shanghai</i> .....                           | 55 |
| CHAPITRE II. — <i>La première Conférence internationale de l'opium de la Haye</i> .....                  | 63 |
| CHAPITRE III. — <i>Les deuxième et troisième Conférences internationales de l'opium de la Haye</i> ..... | 79 |

## TROISIÈME PARTIE

### Le trafic des stupéfiants et la Société des Nations

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>La Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles</i> .....        | 86  |
| CHAPITRE II. — <i>La quatrième conférence internationale de l'opium</i> .....                       | 114 |
| A. <i>La première Conférence de l'opium de Genève</i> .....                                         | 119 |
| B. <i>La deuxième Conférence de l'opium de Genève</i> .....                                         | 154 |
| C. <i>Commentaires</i> .....                                                                        | 214 |
| I. — <i>Accord de Genève relatif à l'opium préparé</i> ....                                         | 214 |
| II. — <i>Convention internationale de l'opium et autres drogues nuisibles de Genève</i> .....       | 228 |
| CONCLUSION.....                                                                                     | 249 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                                  | 253 |
| ANNEXE.....                                                                                         | 259 |
| <i>Accord de Genève relatif à l'opium préparé, in extenso</i> .....                                 | 259 |
| <i>Convention internationale de l'opium et autres drogues nuisibles de Genève, in extenso</i> ..... | 268 |
| Modèle de certificat d'importation.....                                                             | 295 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                                             | 297 |



---

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie R. Bussière.

---









